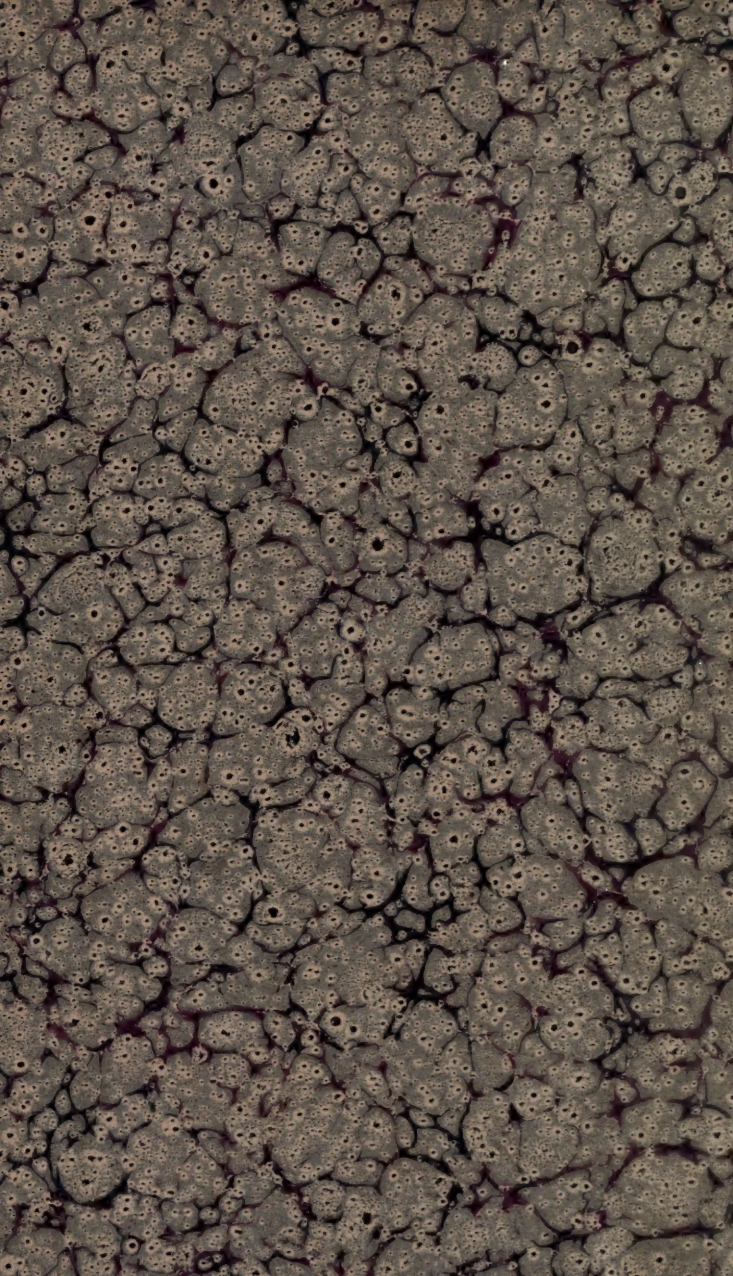
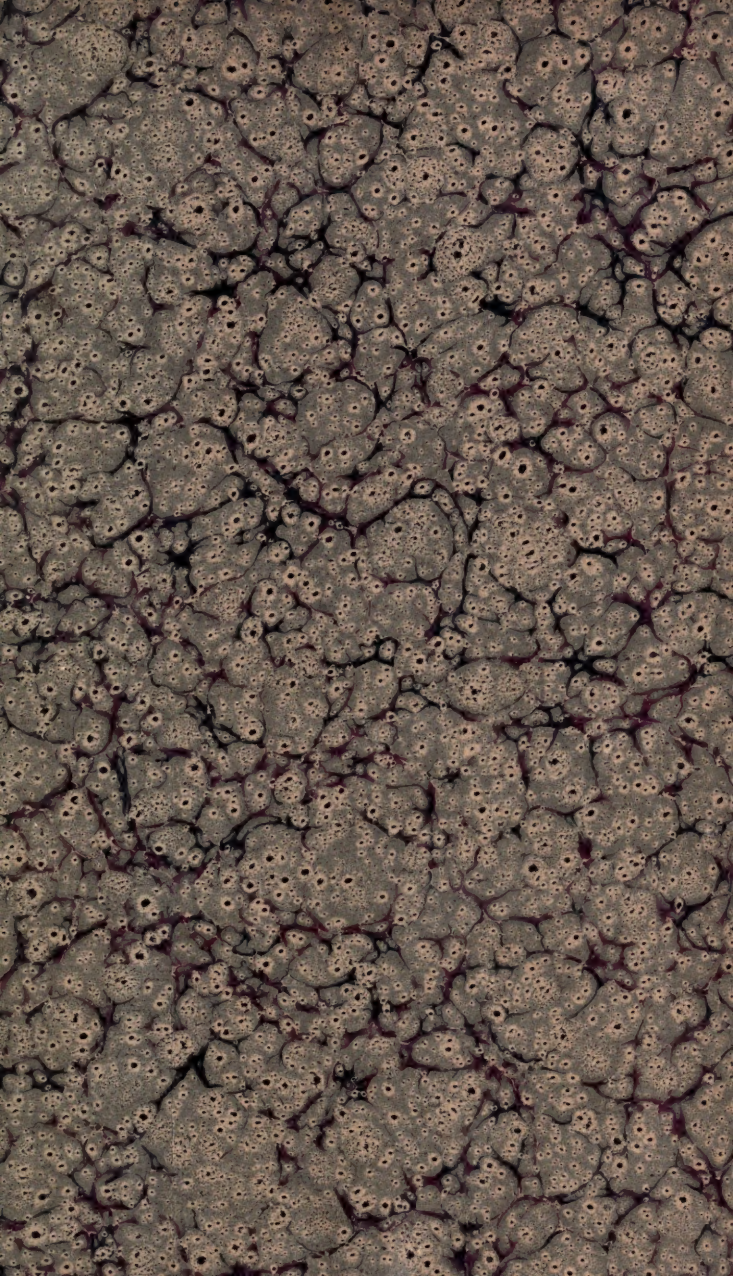




3 1761 05214954 9



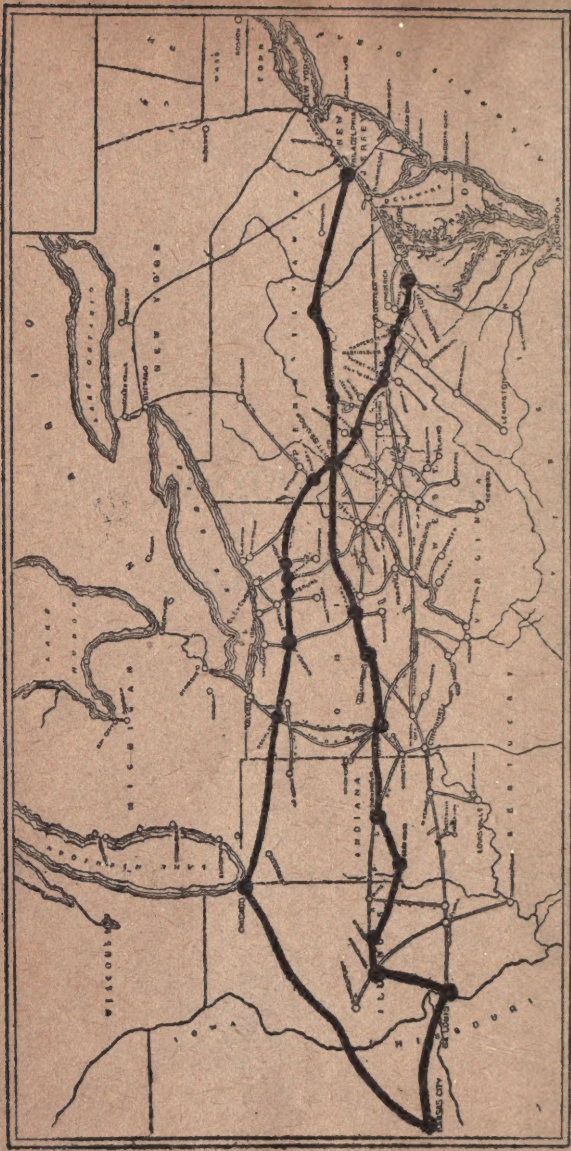




202

9/4/15

**LA MISSION FRANÇAISE
EN AMÉRIQUE**



Itinéraire de la Mission Française en Amérique.

RENÉ VIVIANI

LA
Mission française
en Amérique

24 avril — 13 mai 1917

PRÉFACE DE

M. Henri BERGSON

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PARIS

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, 26

—
1917

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés
pour tous les pays.

150598
—
23/5719



Droits de traduction et de reproduction réservés
pour tous les pays,
Copyright 1917.
by ERNEST FLAMMARION.

« Nous sommes frères dans la même cause. »

(Dernière parole adressée le 14 mai 1917,
à M. Viviani, chef de la Mission Française,
par M. le Président Wilson.)

PRÉFACE

DE M. HENRI BERGSON

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

J'ai eu la bonne fortune d'entendre un certain nombre de ces discours. J'étais à Washington quand M. Viviani parla au Sénat et à la Chambre des représentants, sur l'invitation du Parlement américain qui jamais encore n'avait fait cet honneur à un étranger. J'étais à New York quand s'y déroulèrent des manifestations sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis. Un immense élan soulevait la population entière. Partout où Joffre passait, c'était l'explosion formidable de sentiments qui étaient restés à l'état de tension depuis le commencement de la guerre : de loin, par-dessus un océan de têtes, les mères soulevaient leurs petits enfants pour

qu'ils pussent apercevoir pendant quelques secondes et fixer à jamais dans leur mémoire les traits du vainqueur de la Marne, de l'homme qui avait arrêté net le flot des barbares et sauvé la civilisation. Partout où Viviani parlait, c'était l'enthousiasme d'une foule que son éloquence transportait, qui évoquait l'œuvre accomplie par l'ancien président du Conseil pendant la première période de la guerre, et qui personnifiait en lui la constance inébranlée de la nation française. Avec lui, avec Joffre, la France était là, — la France qui s'était offerte en sacrifice pour la libération du monde et vers laquelle montait aujourd'hui, avec je ne sais quel parfum d'encens, la reconnaissance pieuse d'un grand peuple. Journées inoubliables ! Il faut avoir vécu ces heures privilégiées pour imaginer comment, dans l'humanité de demain, pourra s'allumer entre nations la même ferveur d'amour qu'entre des personnes.

Par quelle opération magique M. Viviani arrivait-il à captiver, à entraîner des auditeurs dont beaucoup ignoraient le français ? Le fait se produisait invariablement et présentait toujours, si je puis m'exprimer ainsi, les mêmes phases. C'était, dès les premiers mots, une adhésion en quelque sorte physique de l'auditoire, qui se

laisait bercer par la musique du discours. A mesure que l'orateur s'animait et que ses gestes dessinaient plus fortement sa pensée et son émotion, les assistants, attirés à l'intérieur de ce mouvement, adoptaient le rythme de l'émotion, embottaient le pas à la pensée, et comprenaient en gros la phrase lors même qu'ils n'en saisissaient pas les mots. Mais bientôt les mots prenaient chacun leur sens, parce que des termes communs aux deux langues ou des noms propres auréolés de gloire brillaient de loin en loin et propageaient alors leur luminosité tout le long des intervalles, — comme, un soir de fête, dans ces rampes de gaz qui dessinent la forme d'un monument, l'allumage çà et là de quelques becs provoque, avec l'aide du vent, l'illumination soudaine de l'ensemble. Tel était, je crois, le mécanisme de l'opération par laquelle on eût dit que la pensée de M. Viviani se communiquait directement aux esprits, sans passer par un intermédiaire matériel. Je vois encore, au banquet de mille couverts qui réunit dans la salle du Waldorf-Astoria tous les personnages les plus éminents de New York, l'assistance entière se levant d'un mouvement irrésistible au moment où M. Viviani terminait son discours par ces mots : « L'heure de la liberté est enfin

arrivée... Tous debout, pour la délivrance humaine, pour la délivrance de la démocratie. Levez la tête, citoyens ; toujours plus haut, aussi haut que votre drapeau. » J'entends encore les acclamations dont, pendant plusieurs minutes, la salle fut secouée. Et je me rappelle comment un de mes voisins, qui ne savait pas le français mais qui avait tout compris, me dit avec émerveillement . « C'est l'âme qui parle à l'âme. »

La remarque avait été faite, presque dans les mêmes termes, par des journaux américains. Voici ce qu'écrivait le Chicago Daily Journal, peu de jours après l'arrivée de la mission : « Bien que séparé de ses auditeurs par une langue différente de la leur, M. Viviani a parlé dans un langage commun à tous les hommes, le langage du cœur : tout le monde l'a compris ; par les inflexions de sa voix, on devina sa description du sacrifice héroïque de la Belgique : l'assistance pleura et applaudit tour à tour. Quand M. Viviani parla des journées cruelles où l'ennemi s'approchait de Paris et où le général Joffre, au milieu de l'angoisse du pays, cédait devant l'adversaire, de nouveau les larmes coulèrent. Mais au moment où M. Viviani saisit la main de son ami pour le remercier de la vic-

toire de la Marne qui sauva tout, la foule exhala sa joie à en perdre la voix. Ce fut du délire, enfin, lorsque le maréchal pressa M. Viviani sur son cœur et l'embrassa sur les deux joues. »

On ne pouvait mieux décrire la scène, ni mieux rendre l'émotion qui s'en dégageait. Cette émotion du public ne fit d'ailleurs que gagner en intensité à mesure que se prolongeait le séjour de la mission. Elle atteignit son paroxysme à New York. Là, nous eûmes la sensation que l'âme de l'Amérique tout entière vibrait jusque dans ses plus intimes profondeurs à l'unisson de l'âme française. En ce sens encore, c'est « l'âme qui parlait à l'âme ».

Partout où M. Viviani prenait la parole, il évoquait en effet ces deux grandes personnalités, la France et l'Amérique, et rappelait comment elles étaient liées l'une à l'autre par une communauté de traditions et d'aspirations. Il les montrait, à travers tout le cours de leur histoire, emportées du même mouvement vers le même idéal. Ni Washington ni Lincoln n'obéissaient à des considérations d'intérêt ; ils luttaient pour la liberté et la justice : l'Amérique, terre de l'idéalisme, n'a jamais combattu que pour des principes. Pas plus que la France d'aujourd'hui, la France de la Révolution ou celle

de Charles Martel ne travaillait pour elle seule : les soldats de la Marne et de Verdun « sont les fils des soldats de Valmy et les petits-fils des soldats qui, à Poitiers, arrêtaient l'avalanche des barbares. » Devant le danger mortel qui menace la civilisation, la France et l'Amérique devaient nécessairement se dresser ensemble contre l'ennemi du genre humain. Elles défendent, certes, leur indépendance, mais aussi l'indépendance des autres peuples. Là est la grandeur de la lutte actuelle : elle aboutira, par l'écrasement des puissances d'oppression et de haine, à la libération de l'humanité.

Incomparable vision d'avenir, bien faite pour exalter les pensées et dilater les cœurs ! Pendant les trois mois que j'avais passés à Washington et à New York avant l'arrivée de la mission, j'avais pu assister à l'évolution qui devait amener l'Amérique à prendre les armes pour la cause du droit. Quand, le 2 Avril, le Président Wilson lança son immortel message, presque aussitôt suivi de la déclaration de guerre, je fus frappé de voir comment le peuple américain se plaçait tout de suite très haut, dans cette région des grands sentiments et des nobles pensées où son idéalisme naturel s'est toujours trouvé à son aise. L'état d'âme avait je ne sais quoi de

grave et de solennel. Survint, au bout de trois semaines, la mission française, et soudain quelque chose de nouveau se surajouta à ce sentiment, — une harmonique qui le renforça puissamment, qui en transforma le timbre, qui en fit de l'enthousiasme. L'enthousiasme éclatait sous les pas du maréchal Joffre ; il scandait les discours de M. Viviani. Il survivra aux circonstances qui l'ont vu naître, parce qu'il n'avait rien d'accidentel ou d'artificiel, parce qu'il tenait à la conscience particulièrement vive, prise par la nation américaine, de l'héroïsme de sa résolution, de la sublimité du but qu'elle assignait à son effort, et de la tragique beauté du sacrifice fait depuis trois ans par la France à la cause de la liberté et de la civilisation. Cette beauté, cet héroïsme, cette sublimité, l'éloquence de M. Viviani les soulignait en traits de feu. Ses discours resteront inséparablement liés au souvenir des journées où l'élan américain se dessina. Ils ont leur place marquée dans l'histoire.

H. BERGSON.

Entretien
avec les représentants de la presse,
à l'arrivée à Washington,
le 24 avril 1917.

Messieurs,

Je vous avais promis de vous recevoir après avoir réservé, comme c'était mon devoir élémentaire de convenance, ma première parole pour M. le président Wilson. J'ai eu, avec mes compagnons de la Mission Française, l'honneur d'être reçu par lui. Je me félicite d'avoir pu présenter le salut de la République française à l'homme illustre, dont le nom est en France sur toutes les lèvres, dont le message incomparable est à cette heure même, commenté dans les écoles comme le plus parfait manuel du Droit, et qui est bien le symbole des vertus de votre race : la patience pour ne pas user de la force et s'il le faut, la force pour venger la patience.

Puisque vous voulez bien m'entendre, je viens vous demander de centupler l'expression de notre gratitude émue pour l'enthousiaste réception que nous a réservée, dans Washington, le peuple américain. Ce n'était pas à nous, c'est à notre France bien-aimée et héroïque qu'était adressé cet accueil.

Nous avons été plus près d'elle en cette minute inoubliable où nous pouvions voir, mes compagnons et moi, à travers l'allégresse des visages la noble sincérité des cœurs.

Je viens aussi remercier la presse en vos personnes; je sais le concours ardent et désintéressé que vous avez prêté pour une propagande infatigable, à la cause du droit et que votre œuvre a été immense.

Nous venons ici saluer, avec les pouvoirs publics le peuple américain, rajeunir une amitié éternelle, douce et cordiale dans les heures ordinaires de la vie, et qui s'exalte, aux heures tragiques, jusqu'à la fraternité. De cette fraternité l'inépuisable générosité du peuple américain nous a donné depuis trois ans bien des preuves touchantes. Vous n'avez pas seulement multiplié les générosités et les preuves de tendre sympathie : vos enfants ont versé pour nous leur sang, et les noms de ces morts sacrés sont gravés dans notre cœur. Faisant cela, il savait ce qu'il faisait : ce n'était pas l'acte de charité qui va de l'homme heureux à l'homme qui souffre; c'était l'attestation de la conscience, l'approbation de la raison. Vos compatriotes savaient, qu'attaqués par une nation de proie qui a fait de la guerre, selon une parole fameuse, son industrie nationale, nous soutenions avec tous nos alliés incomparables de fidélité et de vaillance, avec ceux qui sont tout près de nous sur le front, les fils de l'inébranlable

Angleterre, nous soutenions la lutte pour le droit humain violé, pour la démocratie que l'autocratie voulait abattre dans le monde. Nous sommes prêts à continuer encore. Et voilà que, comme l'a dit le président Wilson, la république américaine est debout, champion du droit, à côté de la France et de ses Alliés. Nos fils seuls, à cause du recul du temps, pourront apprécier à sa valeur la hauteur de cet acte historique qui a secoué le monde. Toutes les forces libres sont en mouvement désormais. Et non seulement la victoire, comme il nous est toujours apparu est certaine, mais elle prend de plus en plus son véritable sens : elle ne peut être seulement une solution militaire heureuse, elle sera la victoire de la morale et du droit et entraînera l'établissement définitif d'un monde où tous nos enfants pourront s'épanouir dans la paix et dans le travail.

Pour cette grande entreprise, qui sera menée jusqu'au bout, nous allons échanger nos vues avec les hommes qualifiés de votre gouvernement. La coopération de la République américaine au conflit universel est acquise. Nous nous entendons entre hommes libres décidés à sauver l'idéal humain.

Discours
prononcé à Mount-Vernon,
au tombeau de Washington,
le dimanche 29 avril.

Le dimanche 29 avril 1917, la Mission Française ayant à sa tête M. René Viviani, et la mission anglaise conduite par M. Balfour, accompagnées des membres du Gouvernement, s'embarquaient à Washington sur le yacht du président Wilson pour se rendre à Mount-Vernon. C'est là que se trouve la demeure du fondateur de la République américaine, toute remplie de souvenirs qui attestent une vie de labeur et de combat. C'est là que se trouve le tombeau du grand soldat. C'était la première fois que devant les grilles du tombeau ouvertes et devant un immense concours de population, le silence était rompu devant ce cercueil. Après M. Viviani, qui prononça au nom de la France le discours qu'on va lire, M. Balfour parla au nom du Gouvernement de la Grande-Bretagne.



Mesdames, Messieurs,

Nous ne pouvons pas séjourner plus longtemps à Washington sans accomplir ici ce pieux pèlerinage. C'est ici qu'est enfermé tout ce qui est mortel dans un héros. C'est près d'ici, dans cette simple demeure, que Washington s'est reposé du labeur formidable par lequel il a élevé tout un peuple vers l'émancipation. C'est ici que se concentre, avec l'admiration du monde, la vénération de la nation américaine. C'est ici que nous rencontrons les souvenirs glorieux laissés par les soldats de la France, que guidèrent Rochambeau et La Fayette. Et cest pour moi, en même temps qu'un honneur suprême, une satisfaction, de conscience de pouvoir rendre cet hommage à nos aînés en présence de mon collègue et ami M. Balfour, ce noble fils de la grande Angleterre. En venant ici incliner respectueusement devant ce tombeau la pensée de la nation anglaise, il prouve, dans ce rapprochement historique qui s'accomplit sous les

auspices de la France, ce dont sont capables les peuples qui vivent pour la liberté.

En contemplant, dans un passé lointain, la lumineuse figure de Washington, dans un passé plus récent, la haute stature d'Abraham Lincoln, en saluant respectueusement tout près de nous M. le Président Wilson, digne héritier de tant de grandeur, nous pouvons embrasser d'un seul regard la carrière immense qu'a parcourue le peuple américain. C'est parce qu'il a proclamé et obtenu le droit pour une nation de se gouverner elle-même; c'est parce qu'il a proclamé et obtenu l'égalité de tous les êtres dans la race humaine que ce peuple a pu, à l'heure marquée par le destin, élargir d'un geste puissant son action au delà des mers. C'est parce qu'il a voulu élargir cette action qu'il a pu faire voter par son parlement, en quelques jours une loi de conscription et proclamer la nécessité d'une armée nationale dans la splendeur de la paix civile. Au nom de la France, je salue cette jeune armée qui prendra sa part de la gloire commune.

En rendant ce suprême hommage à la mémoire de Washington, je ne diminuerai certes pas la portée de mes paroles si j'élève mon souvenir vers tant de héros inconnus. Je vous prie, devant ce tombeau, de saluer de votre pensée avec une ferveur pieuse tous les soldats des nations alliées, qui, depuis bientôt trois ans, luttent sous des

étendards différents pour le même idéal. Je vous prie d'adresser l'hommage de vos consciences et de vos cœurs à tous ces héros nés pour la joie, pour le travail, pour la tendresse, qui marchèrent au combat avec une fierté virile et se sont offerts, non seulement à la mort, mais au silence éternel, sachant que sauf pour leurs proches, leurs noms tomberaient avec leurs corps. Ce ne sont pas seulement les vivants qui nous accueillent, les morts eux aussi se dressent pour faire cortège aux soldats de la liberté. En cette heure solennelle de l'histoire du monde, en acclamant du haut de ce tertre sacré la victoire définitive de la justice, j'adresse à la République américaine le salut fraternel de la République française.

Discours
prononcé au Sénat des États-Unis,
à Washington, le 2 mai.

La Mission Française rendit le 2 mai, à midi, une visite solennelle au Sénat. Elle fut accueillie par une délégation de sénateurs qui la conduisirent, au milieu des acclamations, jusque dans la Chambre des séances. Tous les sénateurs étaient à leur banc, les tribunes publiques étaient comblées. M. le Président Marshall, vice-président de la République des États-Unis, salue la Mission Française en ces mots : « Nous avons eu maintes fois l'honneur, depuis plus d'un siècle, de recevoir des visiteurs distingués, notamment nous reçûmes le général La Fayette, mais jamais notre joie ne fut plus grande que celle que nous éprouvons aujourd'hui en recevant l'illustre vice-président du Conseil des ministres de France et le glorieux soldat qui s'appelle le maréchal Joffre ».

Un tonnerre d'acclamations accueillit ces paroles.

Sur une proposition faite par un sénateur et admise à l'unanimité, M. René Viviani fut admis à la tribune; il y prononça le discours ci-après.

Messieurs,

Puisque je suis admis au suprême honneur de prendre la parole devant les représentants du peuple américain, qu'ils me laissent tout d'abord remercier la magnifique capitale de l'accueil qu'elle nous a réservé. Habités, dans notre pays libre, aux manifestations populaires, et bien qu'avertis, par vos compatriotes résidant à Paris, de l'enthousiasme qui brûlait vos cœurs, nous sommes encore émus de ce grandiose spectacle. Je reverrai toujours ces hommes, fiers, nous adressant leur salut; ces femmes, dont la grâce embellit la cité, tendant vers nous leurs mains chargées de fleurs; ces enfants accourus auprès de nous à l'appel de leurs maîtres, comme si notre venue était un enseignement, tous ensemble acclamant à travers nous la France immortelle. Je vous prédis cependant une manifestation plus grandiose encore, le jour où votre illustre Président, ayant déposé le fardeau du pouvoir, viendra apporter le salut de la République américaine à

l'Europe libre, tout entière construite sur le Droit.

C'est avec une émotion indicible que nous avons franchi le seuil du Palais législatif, où siègent la Prudence et la Hardiesse mêlées; que moi-même, pour la première fois dans les annales de l'Amérique, quoique étranger, je porte la parole à cette tribune qui résonnait, il y a quelques jours encore, de mâles accents.

Vous avez donné à toutes les démocraties du monde le plus magnifique exemple. Dès que le péril vous apparut, simplement et en quelques jours, vous avez voté un formidable crédit de guerre, proclamé la levée d'une formidable armée. Les commentaires dont le président Wilson avait fait précéder ses actes et que vous vous êtes appropriés resteront pour l'histoire des peuples libres une grave leçon.

Sans doute vous avez voulu venger les injures faites à votre drapeau universellement respecté. Sans doute à travers les épaisseurs de ces murailles, vous avez entendu monter jusqu'à vos consciences la plainte lugubre d'innocentes victimes précipitées par une main criminelle dans la profondeur des flots. Ce sera votre honneur historique d'avoir entendu en même temps la plainte de l'humanité, d'avoir invoqué contre l'autocratie le droit des démocraties. Je me demande, tandis que je parle, ce que peuvent penser, s'ils ont encore la faculté de penser, les autocrates qui, il y a trois ans

contre nous, et il y a quelque mois contre vous, ont précipité le conflit. Ah ! sans doute ils se disaient que la démocratie est un gouvernement idéal qui dispense aux hommes les réformes et est capable sur les champs du travail de stimuler l'activité économique. Mais ils se disaient que la liberté anéantit la discipline des esprits et des cœurs, que seule l'autorité peut maintenir. Et voilà que la République française combat pour son territoire et la liberté des peuples, offrant à l'avalanche déchaînée par le militarisme prussien l'union de tous ses enfants capables encore de frapper bien des coups ! Voilà que l'Angleterre, éloignée de la conscription, elle aussi, par la vertu de la discipline librement consentie, fait surgir de son sol des millions de combattants ! Voilà d'autres nations qui ont accompli le même acte, et c'est la liberté qui non seulement enflamme mais coordonne et réalise. Voilà enfin que l'Amérique est tout entière debout et qu'elle apprête ses armes au milieu de la concorde absolue pour le combat universel.

Quand, par la force, nous aurons imposé la victoire militaire, l'œuvre ne sera pas finie. Il restera, selon la belle parole du président Wilson, à organiser la société des nations. J'entends bien que les railleries de nos ennemis qui n'ont jamais entrevu qu'un horizon de bataille, s'attachent à ce noble dessein. Ce fut toujours ainsi dans le monde, à l'aube de toutes les idées. Si les penseurs et les hommes

d'action s'étaient laissé décourager par les sceptiques, l'humanité serait encore en enfance. Nous serions attachés à la servitude. Nous remporterons après la victoire matérielle cette victoire morale. Nous enchaînerons à jamais la lourde épée du militarisme. Nous dirons les garanties pour la paix. Nous pourrions alors disparaître de la scène du monde après avoir laissé aux générations, au prix d'une immolation collective, la splendeur du droit triomphant.

Discours
prononcé à la Chambre des Représentants
de Washington,
le Jeudi 3 mai 1917.

Le 3 mai 1917, à midi, M. René Viviani et la Mission Française viennent rendre visite à la Chambre des Représentants.

Plus de 400 membres sont présents.

Les tribunes sont pleines.

M. René Viviani s'assoit à la droite du président, sous le portrait de La Fayette, le maréchal Joffre à gauche, sous le portrait de Washington. Sur l'invitation du speaker, M. René Viviani prononce le discours ci-après.

Messieurs,

Nous voici donc une fois encore, mes compatriotes et moi, admis aux honneurs de la séance dans une enceinte législative. Pourrai-je vous dépeindre l'émotion qui nous étreint devant cette dérogation solennelle à vos règles séculaires? Et, en ce qui me concerne, pourrai-je vous dire, comme parlementaire habitué, depuis plus de vingt ans, aux passions et aux orages des assemblées, que je goûte peut-être plus qu'un autre à cette heure la joie suprême de me trouver à cette tribune, à cette tribune si haute, que, si faible que soit la voix, elle est entendue de l'univers.

Messieurs, je ne vous remercierai pas, non parce que notre gratitude est épuisée, mais parce que sont épuisées les paroles nouvelles par lesquelles je pourrais la traduire; je ne vous remercierai pas de votre accueil. Nous avons tous senti, mes compagnons et moi, que les acclamations qui montaient vers nous ne sortaient pas seule-

ment de vos lèvres. Nous avons tous senti que vous ne remplissiez pas seulement les obligations de la courtoisie internationale; brusquement, nous avons vu se dévoiler à nos regards, dans son intimité charmante, la complexité de l'âme américaine.

Lorsqu'on aborde un Américain, il semble qu'on aborde un homme pratique, seulement pratique, vivant pour les affaires, par les affaires, dans les affaires. Mais, lorsqu'à certaines heures de la vie privée, on se penche sur l'âme américaine, on en découvre à la fois la fraîcheur et la délicatesse; et lorsqu'à certaines heures de la vie publique, on interroge l'âme nationale, alors on voit surgir d'elle toute la puissance de l'idéal; si bien que ce peuple américain, admirablement équilibré, est à la fois pratique et sentimental, réaliste et rêveur, et qu'il est toujours capable de mettre ses qualités positives à la disposition de sa forte pensée.

Et voyez, Messieurs, le parallèle glorieux qu'à notre profit, à votre profit, nous pouvons établir entre nos ennemis et nous. Mandataires d'un peuple libre, nous venons au milieu des hommes libres pour confronter nos idées, pour échanger nos vues, pour apercevoir le formidable problème surgi de la guerre. Et toutes les nations alliées, par cela même qu'elles reposent sur des institutions démocratiques, par leur gouvernement, se

concertent à la même hauteur, dans la même égalité et dans la même liberté.

Je sais bien qu'à l'heure actuelle, au milieu des Empires Centraux, se trouve un monarque absolu qui rattache à lui, par les liens d'une vassalité de fer, d'autres peuples. On a dit que c'était le signe de la force. Ce n'en est que l'apparence dérisoire ! Et, en effet, il y a quelques semaines, à la veille du jour où l'Amérique frémissante allait se dresser de tout son élan, au lendemain du jour où la révolution russe, fidèle au pacte d'alliance, appelait en même temps les soldats aux armes et le peuple à l'indépendance, on a vu ce monarque absolu trébucher sur les degrés de son trône, sentant passer sur sa couronne le souffle des premières tempêtes. Et il s'est abaissé vers ce peuple, et, afin de le gagner, il est allé emprunter aux nations libres leur institution suprême en promettant à ses sujets le suffrage universel.

Ici, comme aux heures de notre histoire, comme aux heures de la vôtre, c'est la liberté qui fraye le chemin aux combattants. Nous voici tous debout pour la civilisation et le droit. Avant-hier, dans une réunion publique à laquelle j'assistais, j'entendais un de vos plus grands orateurs dire, avec une émotion concentrée :

« C'est juré sur le tombeau de Washington. »
Et j'ai compris alors l'émotion forte et le sens profond de ces paroles. Si Washington pouvait se

lever de son tombeau, si du haut de sa montagne sacrée, il pouvait apercevoir le monde tel qu'il est, devenu plus petit, par le rapprochement des distances matérielles et morales, et par l'enchevêtrement des relations économiques, il sentirait que son œuvre n'est pas finie, et que, de même qu'un homme puissant et supérieur se doit aux autres hommes, de même un peuple puissant et supérieur se doit aux autres peuples.

C'est la logique mystérieuse de l'histoire qu'a si merveilleusement comprise M. le Président Wilson, cet esprit si fort, si fin, à la fois capable d'analyse et de synthèse, d'observations minutieuses vite suivies d'une forte action. C'est juré sur le tombeau de Washington. C'est juré sur le tombeau des soldats alliés, tombés pour la cause sainte! C'est juré sur nos blessés! C'est juré sur la tête de nos orphelins! C'est juré sur les berceaux et les tombeaux! C'est juré!

**Au Chicago-Club,
le Vendredi 4 mai (à midi).**

La Mission Française est arrivée à Chicago le matin. Elle a parcouru la grande ville au milieu d'un enthousiasme croissant. A midi a eu lieu un déjeuner de trois cents couverts à Chicago-Club. Après le discours du maire Thompson, répondant à divers orateurs, M. René Viviani prononce le bref discours ci-après.

Messieurs,

Contrairement à ce que vous pouvez croire, si j'ai parfaitement compris le dernier discours parce qu'il était prononcé en français, j'ai compris aussi, au moins dans sa substance générale, le discours qu'a prononcé M. le Gouverneur représentant ici le gouvernement. Je les ai compris l'un et l'autre parce qu'il était impossible à un Français, après la réception cordiale dont nous avons été l'objet, et dont je remercie particulièrement M. le Maire Thompson, de ne pas comprendre également que toutes les paroles prononcées venaient du cœur. Or, entre les cœurs, il y a un langage mystérieux dont un seul mot, comme un éclair, révèle la grandeur.

On a dit tout à l'heure que ce n'était pas la première fois que les Français venaient sur le sol américain. Le premier orateur qui s'est levé, M. Payne, a bien voulu rappeler que le général La Fayette, dont le descendant, M. de Chambrun, a bien voulu

nous accompagner parmi nous, était venu, venu en effet les armes à la main pour aider le grand Washington à soutenir ici la guerre de l'Indépendance. Et c'est ce jour-là qu'est née cette amitié fraternelle qui, à travers le siècle dernier, et dans le siècle précédent, a été créée entre la France et les Etats-Unis.

Je remercie aussi M. Payne d'avoir bien voulu marquer d'un mot l'attitude de la France attaquée, frappée par une agression contre laquelle elle a été obligée de se lever, à une agression dont on a eu raison de dire que, depuis bientôt quarante-cinq ans, l'Allemagne était silencieusement préparée. Et je remercie également le dernier orateur qui, ayant longtemps habité Paris, connaît la France, de ne pas avoir désespéré de ses enfants. S'il a pleuré sur elle, comme il l'a dit dans son discours, il a eu raison d'ajouter qu'il ne versait pas sur la France des larmes de désespoir.

En effet, la France n'est pas une nation faible et opprimée, et, malgré que, depuis bientôt trois ans, elle subisse le choc le plus effroyable qu'ait enregistré l'histoire, elle est encore forte, elle est encore vaillante, elle est encore debout; elle est encore capable, avec ses alliés, de faire face à la destinée. Je vous remercie de nous avoir reçus ici si familièrement dans ce banquet si aimable où nous recevons à la fois le rayonnement du drapeau américain, et où, par une gracieuse attention, vous

nous avez placés, le maréchal Joffre et moi, sous l'égide de ce drapeau français. Regardez-le bien, il est ici calme et tranquille. Il n'est pas semblable sur notre front, agité par le vent et déchiré par la mitraille, demeure dans la main vaillante de ceux qui le portent, non seulement comme le signe du courage français, mais comme le signe de la libre démocratie et de la civilisation. Nous avons arrêté, par notre admirable armée, conduite par des chefs glorieux, au-dessus desquels se trouvait, pour les guider, l'homme de guerre illustre qui est à mes côtés, nous avons arrêté l'avalanche qui, non seulement venait vers la France, mais vers toutes les institutions démocratiques de tous les pays. Et je suis heureux de dire, sans que vous puissiez croire que nous passions pour trop orgueilleux, que, fidèle à sa mission, la France, en ces jours héroïques dont nous nous souviendrons toujours, a rempli son mandat, le mandat que lui a donné l'humanité, et qu'elle a toujours été, à tous moments, fière de défendre la dignité des peuples.

Je garderai longtemps le souvenir de cette réception, qui s'est produite ici, dans ce club américain dont je regrette que nous ne trouvions pas l'équivalent en France, réunion d'une élite appartenant à toutes les professions, à toutes les opinions. Vous vous rencontrez ici en hommes libres, pour parler de vos affaires privées, et vous

envisagez aussi les affaires publiques. C'est d'ici, de ce centre de patriotisme, c'est d'ici que partent toutes les initiatives qui embellissent votre cité. Je le sais, je vous en remercie, je vous en félicite, mais ce dont je vous remercie le plus, c'est d'avoir, dès la première heure de ce vaste conflit, porté votre cœur et votre sympathie vers la France, de ne pas avoir désespéré des armes françaises, de ne pas avoir désespéré du courage des Alliés. Maintenant nous sommes tous ensemble pour défendre le droit, la vérité, la civilisation et la démocratie, et comme, tout à l'heure, on a bu à la France immortelle, qu'il me soit permis, en nous rappelant notre passé glorieux, de boire aux Etats-Unis.

**A la Salle d'Or du Congress Hotel
de Chicago,
le Vendredi 4 mai (à 7 heures du soir).**

Après le banquet offert par Chicago-Club, la Mission Française reçoit au Consulat de France la Colonie Française. M. René Viviani y a prononcé un discours pour saluer nos compatriotes.

A 7 heures a lieu le banquet de la Salle d'Or. M. Mac' Cormick, président du Comité des Réceptions, exalte la France et ses vertus, rappelle le secours apporté par La Fayette. M. René Viviani répond par le discours ci-après.

Messieurs,

M. Mac' Cormick vient de rappeler, en termes aimables et qui vont au cœur, les souvenirs glorieux de notre commune histoire. Il a rappelé qu'il y a cent quarante ans, La Fayette descendait sur le sol américain, accompagné de 11 officiers français. Et je me demande, à l'heure où je parle, ce que pourrait penser La Fayette du développement de son entreprise. Certes, il savait qu'il apportait le secours des armes françaises à la cause de l'indépendance américaine. Il était fier de combattre à côté du grand Washington; il pouvait se douter que cette indépendance fondée sur votre sol vivrait longtemps, et que son nom, à lui, serait révééré par tous les cœurs et par toutes les consciences américaines. Mais pouvait-il se douter que, cent quarante ans plus tard, la France républicaine, la France ayant fait sa révolution, ayant créé son indépendance, ayant aidé les peuples à créer leur indépendance, serait engagée, contre sa vo-

lonté, dans le plus immense conflit qu'ait vu naître l'histoire, et qu'à cette heure, d'autres Français, comme nous, venant sur le sol américain, recueilleraient, en même temps que sa pure mémoire, l'expression de gratitude que, tout à l'heure, vous avez bien voulu nous apporter ?

Laissez-moi vous dire cependant, sans diminuer, en France, le rôle même de la France que, déjà par La Fayette, vous nous avez en partie payé votre dette de gratitude. C'est parce que La Fayette est venu ici dans sa jeunesse, c'est parce qu'il a vécu au contact du grand et simple Washington, c'est parce qu'il a vu se lever la forte indépendance américaine qu'il a pu, en France, rapporter les enseignements et les vertus qu'il avait ici contemplés, et que, dans son âge mûr et dans sa verte vieillesse, il a pu faire bénéficier notre pays de ce libéralisme, de cette hauteur de conscience, de cette largeur de vues, qu'il avait conquis ici sur votre sol. Grâce à vous, il a été en France, à partir de 1815 jusqu'à sa mort, un des pionniers les plus robustes de la République et de la démocratie ; et c'est à un de ces hommes qu'en grande partie nous sommes redevables des conquêtes républicaines que nous avons pu faire. Ainsi, par le rappel de ces traditions glorieuses, où se mêle pour ainsi dire le rayonnement de nos drapeaux différents, nous pouvons montrer ce que peuvent faire deux grandes démocraties. Les monarques

absolus s'imaginent qu'ils pourront conquérir les autres peuples par les mariages, en mariant leurs sœurs, en mariant leurs cousines, en mariant leurs nièces, en ayant, sur tous les trônes, à côté d'eux, des représentants. Mais nous autres, c'est par le rapprochement continu et quotidien, c'est par l'effusion quotidienne de nos sentiments et de nos pensées, d'est par le contact quotidien de nos consciences, par la contemplation quotidienne de notre grande histoire commune, que nous avons resserré nos liens, si bien que notre amitié fraternelle n'avait pas besoin d'être inscrite dans des traités, et qu'elle vivait dans nos cœurs et dans nos consciences. Aux jours tragiques qui se sont levés pour la France en ces heures décisives, non seulement de son histoire, mais de l'histoire du monde, ce nous fut un réconfort et un soutien, dès les premières heures, de sentir battre à côté de notre âme, la grande âme américaine.

Si nous avions douté de la justice de notre cause, nous n'aurions plus douté lorsque, à travers l'immensité des flots, nous retournant vers la libre Amérique, nous voyions tous les Américains pensants se retourner de notre côté, et, comme ils le pouvaient, par leurs sympathies morales, par les bienfaits matériels accumulés sur la tête de nos mourants et de nos orphelins, nous manifester une tendresse ardente qui, aux heures tragiques, nous a soulevés au-dessus de nous-mêmes.

Et si, dès la première heure, vous nous avez pour ainsi dire apporté l'inébranlable appui de votre adhésion morale, c'est parce que vous étiez une grande démocratie; c'est parce que nous sommes une grande démocratie; c'est parce qu'en Europe ou en France, nous sommes des hommes libres et pacifiques, et que nous devons tomber d'accord pour lever de plus en plus haut le drapeau de la démocratie devant le rempart de l'autocratie qui disparaîtra.

Déjà, par le fer et par le feu, par la vaillance de nos enfants, par la force de notre épée, nous avons pu faire rayonner, dans le monde, toutes les idées de liberté.

Venez à nous, frères américains; venez combattre à côté des frères français, à côté des frères alliés. Venez, sous votre étendard glorieux, auquel s'ajouteront d'autres gloires, lutter pour la démocratie du monde, et montrer à tous que, quand le droit d'une nation est violé, le droit de toutes les nations est déchiré.

Dans ce message incomparable de grandeur et de noblesse, qui a été à l'âme française, et que le gouvernement de la République a fait afficher sur tous les murs des communes de France et fait lire et étudier à nos enfants dans nos écoles, votre illustre président, M. Wilson, a montré quelles étaient les idées de l'Amérique. Il les a trop magnifiquement exprimées pour que je

me permette, après lui, de les exprimer à mon tour. Mais, quand je parle des idées démocratiques quand je parle du droit violé et qui sera vengé, des souffrances endurées par ceux qui ont combattu et qui seront rachetées par la victoire, je ne puis mieux faire, pour symboliser ma pensée, que de lever mon verre en l'honneur de l'illustre Président des États-Unis.

**A l'Auditorium de Chicago,
le Vendredi 4 mai (à 9 heures du soir).**

Dans l'immense salle de l'Auditorium, le plus vaste théâtre de Chicago, douze mille personnes sont présentes. Chacune tient en mains deux drapeaux, le drapeau américain et le drapeau français. Quand la Mission Française fait son entrée, une acclamation formidable l'accueille. Le maire Thompson salue les hôtes de l'Amérique. Après lui le Gouverneur parle, d'un langage ferme et résolu, puis l'organisateur de la réunion, M. Bancroft, avocat illustre, vieil ami de la France, rappelle toute la gloire française. Le dernier, vers 11 heures du soir, M. René Viviani prononce le discours ci-après.

Mesdames, Messieurs,

En entrant tout à l'heure ici, aux accents enflammés de *la Marseillaise*, qui a été le chant de guerre de nos pères, et aussi au chant de l'hymne américain, qui résonne des victoires passées et des victoires futures, en pénétrant dans cette vaste salle, où la grâce des femmes assemblées et la virilité des hommes nous offrent sous toutes ses formes le spectacle de la grandeur et de la beauté du peuple américain, en entrant ici, en entendant monter vers nous vos acclamations, dans cette frémissante cité, dans cette grande capitale du Moyen Ouest, il nous a été impossible de contenir à la fois dans notre cœur la fierté et l'émotion.

Et lorsque, tout à l'heure, nous avons entendu vos divers orateurs, M. Bancroft, M. le Maire de la Ville de Chicago, que je remercie de l'admirable réception que nous avons reçue ce matin, et M. le Gouverneur de l'Illinois, qui a parlé au nom de l'Etat, je me disais (et vous n'accuserez

pas notre juste orgueil de tomber dans l'ornière de la vanité) que, vraiment, vous aviez raison d'aimer, d'admirer la France, car il n'est pas de pays qui mérite d'être davantage loué.

Ce qui fait sa grandeur dans le monde, c'est qu'elle n'a pas seulement travaillé et souffert pour elle-même, mais qu'à travers sa longue histoire, les yeux fixés sur l'humanité, c'est à l'humanité qu'elle a pensé; c'est elle qui a fait la Révolution Française et qui, par elle, a éclairé le monde; c'est elle qui, pendant le XIX^e siècle, a éduqué les autres peuples, et tenu dans ses mains le drapeau d'émancipation vers lequel, de tous les points de la terre, les opprimés tournaient les yeux. Et si, en 1871, par la fatalité du destin, sa gloire a semblé subir une éclipse, si elle a connu la défaite, après la défaite, elle a essayé de se retremper dans les travaux de la paix. Certes, elle n'avait rien oublié; elle regardait avec son cœur déchiré et avec ses yeux mouillés de larmes la frontière violée, notre Alsace et notre Lorraine, que nous aurons demain, non par l'effet de la conquête, mais parce qu'elles sont à nous et par l'effet d'une restitution légitime. Et en même temps, elle essayait de se retremper; elle se relevait devant tous les autres peuples; elle était tellement attachée à la paix qu'elle envoyait ses enfants peupler des colonies nouvelles. Et voilà que, pendant dix ans, les intimidations et les menaces se sont orga-

nisées autour d'elle. Ce fut d'abord Tanger, puis Casablanca, puis Agadir; tour à tour c'étaient des sommations et des injures, jusqu'à ce qu'en 1914, il lui fallut briser avec la signature donnée, baisser la tête, humilier l'honneur national. Mais, comme l'a si bien dit M. Bancroft, il ne peut pas être question pour un pays de se mépriser lui-même. La vie n'est pas le bien suprême; c'est pour les individus l'honneur, et c'est l'indépendance pour les nations.

Et alors, quel spectacle est-ce que la France a offert? Oh, sur la foi des légendes germaniques, on la croyait corrompue, on la croyait dissolue; on se divertissait à l'avance de marcher sur ce peuple frivole qui capitulerait à la première bataille; on s'imaginait qu'en quelques heures, peut-être en quelques jours, on aurait raison de la conscience, de la force de la France. Et parce qu'on était venu examiner la France dans certains lieux de plaisir où les Français ne se rendent pas, parce qu'on n'avait pas voulu connaître la vraie France, la France de l'atelier, la France des sillons, des paysans, de l'ouvrier, des avocats, des professions libérales, la France du labeur intellectuel, parce que, même à travers un voile cependant transparent, on n'avait pas voulu apercevoir la vraie France, la bestialité germanique pensait nous réduire.

Alors, qu'est-ce que vous avez vu? Si éloignés

que vous soyez par la distance matérielle de notre pays, il n'est pas possible qu'un si admirable spectacle, un spectacle plus grand que jamais la France ait donné, n'ait pas apparu devant vos yeux. Ces Français, divisés en groupes et en partis qui se querellaient et se divisaient, ces Français, dont on disait qu'ils ne pourraient jamais se mettre d'accord, tous ensemble ils se sont levés sous le drapeau de la France, et, comme des enfants qui se sont querellés la veille répondent à l'appel de la mère, tous les enfants de la France ont répondu à l'appel de la patrie.

Ah! nous sommes ici pour ne vous rien cacher. Le choc a été rude; je ne crois pas qu'il y ait, dans l'histoire, un peuple qui soit resté debout et la tête haute sous un ouragan de fer pareil à celui que nous avons reçu. Nous sommes restés debout, mais, sur nos poitrines, nous avons subi l'avalanche de deux millions d'hommes; la machine germanique était bien organisée; depuis quarante-cinq ans, il ne manquait pas un rouage; et, dans cette machine où l'âme individuelle disparaissait, où l'homme n'existait plus, dans cette machine, tout était préparé. Et vous savez ce qui s'est passé. La Serbie piétinée, égorgée, uniquement, parce qu'elle était un peuple faible, la Belgique sommée d'ouvrir ses frontières à l'envahisseur, refusant, se précipitant vers lui, avec sa faiblesse matérielle, avec sa grandeur morale, afin d'empêcher qu'il y eût une

tache dans son histoire, offrant le sang de ses fils pour la racheter. Et l'Angleterre, inébranlable comme nous, parce qu'elle avait donné sa signature sur un traité et qu'elle ne voulait pas trahir sa signature, s'est levée avec nous. Mais, au début de la campagne, nous avons subi, nous Français, presque seuls, le choc de cette avalanche. Nous ne cachons pas que, matériellement, nous avons fléchi. Oui, en combattant, en luttant, en laissant les cadavres de nos fils, sur le sol des chemins, nous avons reculé ; jusqu'au 4 septembre (par une sorte d'heureuse rencontre de l'histoire, c'était l'anniversaire de la troisième république), où les troupes ont reçu l'ordre d'aller en avant, en avant vers l'ennemi, en avant vers l'envahisseur. Et nos pauvres soldats, fatigués par vingt jours de retraite, ne dormant pas, mangeant mal, ayant combattu le jour, la nuit, écoutant la voix de leur chef, se sont redressés, le sourire aux lèvres, l'éclair dans les yeux, sur le front, et au son des tambours et des clairons, ils ont marché sur l'ennemi ; et, en quelques jours, cinquante kilomètres de la France ont été affranchis.

Ah ! peut-être, vous n'avez pas connu cette grande bataille historique ; on vous l'a cachée ; les Allemands l'ont gardée pour eux, et, tant qu'ils ont pu, ils ont intercepté la nouvelle pour le reste de l'univers. Mais la force de la vérité est telle qu'il n'est pas possible que cette bataille glorieuse, peut-être la plus grande qu'ait livrée la France, ne

soit pas parvenue jusqu'à vous. Nous sommes, en livrant cette bataille, restés fidèles à la mission de la France. Et savez-vous pourquoi les soldats de la Marne se sont battus comme ils se sont battus? C'est parce qu'ils étaient les soldats d'une armée démocratique, dans laquelle celui qui est le plus capable arrive au sommet de la hiérarchie, dans laquelle les officiers les plus hauts sont les amis, les camarades de leurs soldats. Et ils se sont battus aussi, permettez-moi de vous le dire, parce qu'ils avaient derrière eux toute l'histoire de la France, et qu'ils la connaissaient bien, parce qu'ils étaient les fils de ces soldats de Valmy qui, à la Révolution Française, ont déjà sauvé la France et la liberté du monde, parce qu'ils étaient aussi les petits-fils de ces soldats de Charles Martel qui, dans les plaines de Poitiers, ont arrêté l'avalanche des Barbares, pour remplir la mission historique de la France.

Et ils ont remporté la victoire. Et vous êtes venus à nous dès les premières heures. Et je cherche en vain des paroles pour vous dire la gratitude infinie que nous éprouvons de votre inappréciable adhésion morale. Vous êtes venus à nous le cœur débordant, le sourire aux lèvres. Je revois encore, dans les ambulances de Paris, et aussi sur les ambulances du front, ces femmes américaines qui, en se penchant sur nos blessés et nos mourants, ont laissé rayonner sur ces fronts

livides, toute la douceur de leur beauté. Je vois encore vos médecins accourus à l'appel des nôtres et, gratuitement, prodiguant leurs soins aux blessés. J'entends encore les orphelins de la France se tourner vers le gouvernement de la République et le prier de remercier les Américains qui, sur ces pauvres têtes blondes et brunes, sur ces pauvres têtes innocentes, accumulaient les bienfaits. Et je vous remercie, citoyennes et citoyens de Chicago, de ce que, depuis la première heure, vous avez fait. Nous avons su tout ce que vous avez organisé : cette admirable manifestation du Bazar, dans laquelle une somme formidable a été, par souscription, recueillie par vous. Je remercie ceux d'entre vous qui ont souscrit pour les 54 ambulances que nous avons reçues, et qui, demain, à l'appel de leurs amis, souscriront encore pour accroître ce chiffre. Je remercie toute la presse de Chicago, qui, en nous aidant à redresser la vérité, a lutté avec désintéressement et courage pour la cause de la vérité et de la justice, et rendu à la France et à ses alliés les plus grands services. Mais cela ne suffisait pas; ce n'est pas seulement par des bienfaits matériels que vous vouliez vous montrer; c'est également par l'action. Et je ne puis mieux faire que de répéter les paroles qui, tout à l'heure, sont venues à mon cœur, et que prononçaient les orateurs de votre nation. On nous reçoit au nom de l'Etat comme des frères, au nom

de la ville comme des frères, au nom de l'organisation qui a fait cette réunion comme des frères.

Vous êtes venus à nous, pourquoi? Et d'abord, pourquoi avez-vous, de vos mains pleines, apporté vos bienfaits à la patrie? C'était certainement sous l'impulsion de votre cœur, et si vibrant qu'ait été votre cœur, laissez-moi vous dire que cela ne suffisait pas. Il n'était pas possible, même lorsque vous étiez enchaînés au devoir de la neutralité, que votre raison ne parlât pas, et que, de votre conscience, l'approbation pour la cause de la France ne sortit pas. Il n'était pas possible que vous ne reconnussiez pas la justice de notre cause, et que la France luttait non seulement pour défendre son droit, mais pour défendre la liberté des peuples, les libertés des hommes. Et vous l'avez bien senti vous-mêmes quand, par la voix de votre illustre Président, vous êtes entrés en guerre.

Tout à l'heure, M. Bancroft énumérait les causes de la guerre, et, avec une parole enflammée, il disait quelles en étaient les origines profondes, et qu'il suffit d'interroger votre histoire pour les découvrir. Certes, vous êtes entrés en guerre comme nous pour tenir la tête haute devant l'insolence germanique, pour ne pas laisser humilier l'honneur national de la patrie fondée par Washington, pour venger vos morts, vos mourants, les enfants et les femmes assassinés sur une mer déserte, la nuit, dans l'hiver, par les mains criminelles de

ceux que nous combattons ensemble. Vous êtes entrés dans la guerre pour cela; mais vous n'êtes pas entrés dans la guerre que pour cela. Eh! quoi, vous auriez aperçu, à travers la distance, le spectacle effroyable que vous offre l'Europe déchainée; vous auriez vu tant de sang couler, tant de martyrs tomber pour la cause sainte; vous auriez compté par milliers les morts, les malades et les blessés; vous auriez compté le nombre des femmes en deuil qui promènent dans les rues la fierté cachée sous leur voile; vous auriez compté un à un nos orphelins; et vous auriez vu tout cela sans frémir; vous auriez vu la Marne, l'Yser, la Somme, Verdun, où une partie de l'armée française a résisté à un million d'hommes, et vous auriez vu, de la distance où vous êtes, les éclairs de la grande bataille monter au-dessus de la ville immortelle pour en faire le phare lumineux qui a éclairé l'univers; vous auriez vu tout cela sans tressaillir et sans frémir! Cela n'a pas été possible; et moi, depuis des mois, je me disais que cela n'était pas possible. Quand la démocratie française, celle qui a fait la Révolution Française, celle qui a donné la pensée au monde de l'Europe, qui, autrefois, a fait combattre avec les drapeaux de l'Indépendance, les généraux et les soldats de la France, cette démocratie française aurait été aux prises avec l'attaque, et vous ne seriez pas venus!

Non. Vous avez compris le sens profond de la guerre; les peuples alliés ne se battent pas pour

conquérir des territoires; ils ne se battent pas pour déchirer des provinces; ils ne se battent pas pour satisfaire quelque ambition malsaine qui fermentait dans leur conscience. Non, l'enjeu est plus grand; c'est le sort du monde que nous portons dans nos mains: nous portons dans nos mains le sort des hommes libres, de la démocratie. Et c'est parce que vous saviez qu'il faut vider ce conflit entre l'autocratie et la démocratie, c'est parce que vous sentiez bien que, tant que les peuples n'auront pas, comme vous et nous, des parlements souverains, des gouvernements responsables, la guerre pourrait être encore déchaînée; c'est parce que vous sentiez bien que, tant qu'il y aura des forces d'agression dans le monde, aucune démocratie ne pourra vivre en paix, que vous vous êtes ralliés à la voix de votre président, et que vous avez répondu à l'appel de la démocratie universelle.

Venez donc, venez dans les combats fraternels que nous livrons pour le droit, la vérité et la justice; mais dites-vous bien qu'il faut faire surgir de cette guerre la grande leçon qu'elle contient. Je l'ai dit déjà, c'est une grande chimère pour les démocraties de s'imaginer qu'elles peuvent vivre à l'état de l'idéal et qu'elles ne seront jamais menacées par quelque force mauvaise ou perverse. Si les démocraties ne s'arment pas pour leur défense, si elles n'ont pas des hommes libres prêts à prendre le fer, non pour la conquête mais pour la défense des

territoires, un jour ou l'autre, l'aigle de proie se précipitera sur elles, à l'heure où il semble qu'il soit trop tard pour organiser le combat.

Voyez notre exemple. Nous sommes un peuple de 40 millions d'âmes. Qu'est-ce que ces 40 millions à côté des 100 millions du peuple américain? Mais nous étions organisés, mais nous avions une armée nationale, nous avions des cadres, des généraux; mais nous avions un chef; tout était prêt, autant qu'une démocratie peut être prête; et malgré cela, par la fatalité du destin, pendant quelques jours, il sembla que nous devions être écrasés. Par conséquent, que les démocraties s'arment pour leur défense, tant qu'il y aura dans le monde une autocratie qui résistera. Mais elle ne résistera pas longtemps. Il n'est pas possible que, par toutes nos forces coalisées, nous ne brisions pas cette autocratie à laquelle, depuis déjà près de trois ans, nous avons porté des coups formidables, il n'est pas possible que les monarques absolus qui règnent dans les Empires Centraux continuent, par leurs fantaisies sanglantes, à faire la loi au monde. Nous irons jusqu'à eux, nous leur ferons entendre le cri des peuples opprimés, nous déclarerons qu'il n'est pas possible que la force écrase la faiblesse, nous demanderons la paix pour tous, la liberté pour tous, l'égalité pour tous. Et, quand nous aurons remporté la victoire de la démocratie, quand, peuples libres, nous aurons enfin consommé notre

œuvre, alors il sera temps de penser aux victimes. Nous irons, nous autres pieusement déposer les palmes de la justice, sur le tombeau de nos enfants, et vous, dans vos pèlerinages, vous irez à Mount Vernon, vous interrogerez la grande âme de Washington, et vous lui direz : « Fondateur de la République, père de la patrie, est-ce que nous avons bien fait d'agir ainsi? Est-ce que vous êtes content de vos enfants? Est-ce qu'ils ont compris la tradition glorieuse que vous avez écrite sur notre drapeau? » Et je suis bien certain que la grande ombre se lèvera, pour vous remercier et pour vous bénir.

**A l'Université de Chicago,
le Samedi 5 mai (à midi).**

A midi, la Mission Française est reçue par l'Université de Chicago. Son président, le savant juriste Judson, est en tête et fait les honneurs de son domaine. Toutes les professions, les étudiants et les étudiantes acclament la France. Au déjeuner M. Judson prononce de fières et nobles paroles qui vont droit au cœur des Français. Au nom de la France, M. René Viviani, rappelant qu'il a été Ministre de l'Instruction publique, répond par le discours ci-après.

Mesdames et Messieurs,

J'ai peine à soutenir la réputation que me fait la bienveillance américaine, et vous m'excuserez si je ne puis pas monter à sa hauteur; mais, comme les paroles que je vais prononcer, ainsi que toutes celles que j'ai adressées au peuple américain viennent de mon cœur, j'imagine qu'elles iront tout naturellement aux vôtres.

Je ne puis pas vous dire assez le saisissement qui s'est emparé de nous lorsque, dans ce parc immense, nous avons vu se dresser l'architecture grandiose de cette université, découvrant à travers l'épaisseur et la grandeur des pierres, la grandeur de l'œuvre qui s'est ici accomplie. Et je n'ai pas besoin de vous dire que ce n'est pas d'aujourd'hui que nous découvrons l'université de Chicago pas plus que nous ne découvrons les grandes universités américaines. Nous savions ce qu'elles avaient fait, et nous l'avions appris encore lorsque nous sommes descendus, lorsque notre éminent ambassadeur, M. Jusserand,

qui vous est attaché par tant de sympathies, et qui, pendant ces dernières années, a travaillé avec une activité silencieuse digne de la France, contre le débordement de celle de l'ambassadeur défunt que vous avez renvoyé; qu'il me soit permis d'associer au nom de l'ambassadeur celui de M. Barthélémy, notre consul qui, avec tant de tact et de sang-froid, en gardant la maîtrise de soi-même, a su attirer, non seulement à sa personne, mais à la France entière, les sympathies dont il est digne.

Nous savions bien que c'était un cercle d'études et de travail, mais nous savions aussi que c'était un cercle de patriotisme, d'où sont venus la plupart des volontaires qui se sont enrégimentés et qui sont venus combattre, et quelques-uns mourir pour la France. Ce sont de ces universités que sont partis les ambulanciers qui sont venus sur les champs de bataille soigner nos blessés, ce sont de ces universités que sont partis vos aviateurs qui, à la même hauteur que les nôtres, ont lutté sous le même étendard, jusqu'au jour où, la guerre étant déclarée, c'est sous l'étendard américain que l'escadrille La Fayette a renouvelé ses exploits. Et je ne puis pas ne pas envoyer ici mon salut à l'héroïsme de ceux de ces aviateurs tombés pour la France, qui avaient donné rendez-vous à la mort avant de partir, à l'héroïsme de bien d'autres qui, dans la splendeur de leur jeunesse, ont immolé tous les rêves de l'avenir à la patrie française et à la liberté.

Je ne puis assez vous remercier de cet élan charitable, qui a fait que sont partis tant d'autres hommes qui se sont enrôlés sous les drapeaux de la légion étrangère, et qui, côte à côte avec les soldats français et anglais, se sont battus sur le front français et ont fait face à l'ennemi. Et je suis bien touché en apprenant qu'élevant un vénérable monument à la science française, vous avez préparé un livre qui paraîtra dans un mois, et qui contient plus de quarante chapitres, dont chacun est signé d'un nom illustre des universités, et où vous rendez hommage à la science française, à la science telle que vous l'avez aperçue.

Il ne faudrait pas, Messieurs, que nous en restions là, et que, de visite en visite, silencieux, c'est-à-dire à de rares intervalles, nous échangeions nos vues. Ancien ministre de l'Instruction publique de France, je serais infiniment heureux si, par la création de bourses aussi importantes que celles que vous préparez, et par la propagande active que vous allez pour ainsi dire déchaîner dans vos universités, vous rendiez plus complet l'envoi en France des étudiants américains venus pour compléter la science dont ils auront trouvé ici les éléments.

Alors, en effet, lorsque sera réglée entre la France et les Etats-Unis cette question qui aurait déjà dû être réglée — je veux parler de l'équivalence des diplômes — lorsque sera attachée la même efficacité au diplôme américain et français, permettant

par conséquent à ceux d'entre vous qui l'auront reçu de pouvoir venir en France, où, je vous le demande, au point de vue intellectuel et moral, pourriez-vous trouver un meilleur enseignement? Est-ce à vous, Messieurs les professeurs, vous qui êtes imprégnés de toutes les sciences et de toutes les lettres, est-ce à vous, Monsieur Judson, président de cette Université, le savant jurisconsulte qui dirige les études de droit, et dont je salue ici la hauteur de vues, la noble conscience et l'étendue des connaissances, est-ce à vous, Messieurs, que je suis obligé de rappeler tout ce que la France a pu faire dans le domaine des sciences?

Tout à l'heure, M. Judson me disait, dans un langage dont je le remercie : « Du point de vue philosophique, où pourriez-vous trouver des enseignements comparables à ceux qui viennent de la philosophie française? A l'heure présente, est-ce que, vous croyez que vous ne trouverez pas en France le rayonnement de la grande science de Claude Bernard? Est-ce que vous croyez que la science qu'a si longtemps détenue entre ses mains notre savant directeur de l'enseignement scientifique en France, le doyen de la Faculté des Sciences, ne peut pas être également répandue aujourd'hui? Et quand je pense au droit, aux lettres, il me semble que j'embrasse, dans une sorte d'aréopage illustre, l'honneur et l'orgueil de la France, et qu'il est bien capable, permettez-moi de vous le dire,

de dispenser la science, les lettres et le droit à ceux d'entre vous qui voudraient venir y goûter. J'ajoute que vous trouverez en France une science et des études comparables aux vôtres. Oui, certes, en Allemagne, on trouve des maîtres. Le grand défaut de nos maîtres, c'est d'être trop modestes et de ne pas répandre dans l'univers le bruit de leur renommée. Mais, pour la méthode, la clarté de l'exposition, la faculté de la synthèse, ils sont de véritables maîtres. Et là-bas, en France, à Paris, dans cette illustre Sorbonne séculaire que j'ai eu, pendant quatorze ans, l'honneur de représenter au Parlement français, vous trouverez, permettez-moi de vous le dire, une qualité de science et d'études qu'on ne trouve pas là-bas. Ah, nous voyons maintenant où peuvent mener l'éducation et la science. Elles mènent tout droit à la Kultur, c'est-à-dire à l'oppression des hommes par une catégorie d'autres hommes. La Kultur a enfanté cette génération tout imprégnée de sa propre folie, à ce point folle qu'elle s'est imaginé que l'univers entier devait s'agenouiller devant elle. Elle n'a servi qu'à apprendre à une génération d'hommes qu'il n'y avait pas de traités à respecter, pas de droit, pas de loi, que c'était le plus fort qui devait l'emporter sur le faible. Est-ce que véritablement deux grands peuples libres comme les nôtres pourraient s'agenouiller devant de pareils échantillons de la science allemande?

Les universités américaines sont pareilles aux universités françaises, et je vais vous dire par quels liens elles se rattachent. Une université n'a pas seulement pour devoir de former de jeunes hommes, de vulgariser pour eux la science et de faire tomber dans ces cerveaux tout ce que les maîtres ont appris. Elle n'est pas faite uniquement pour faire des lettrés, des savants, des médecins, des avocats, et pour permettre aux hommes d'enseigner théoriquement, ou de gagner honorablement leur vie dans leur profession. Certes, elle est faite pour cela, mais elle manquerait à son rôle nécessaire, elle faillirait à son devoir humain si, en même temps qu'elle fait des savants, elle ne faisait pas des hommes. Elle manquerait à son devoir si, en même temps qu'elle communique l'élévation intellectuelle, elle ne communiquait pas l'élévation morale. C'est pour faire des hommes que des professeurs sont rassemblés, et non seulement pour distribuer leur enseignement.

Et nous autres, en France, nous nous sommes bien aperçus, aux heures tragiques, que les universités françaises et les instituteurs français avaient fait des hommes.

Oh, si je pouvais vous raconter la glorieuse histoire de ces élèves de l'École Normale Supérieure, de ces jeunes hommes qui devaient former en quelque sorte la hiérarchie littéraire et scientifique, qui, demain, seraient devenus des professeurs de nos lycées et collèges ! A l'heure où la guerre a été

déclarée, ils sont partis, et le maréchal Joffre, qui les a eus sous ses ordres, vous dira que c'est du cadre des Elèves de l'Ecole Normale Supérieures qu'il a vu surgir, pour commander nos compagnies, les meilleurs officiers. Admirable alliance de la science et de la vérité, admirable preuve que l'université sait non seulement tremper les cerveaux, mais les cœurs. Et d'innombrables élèves de ces écoles normales sont tombés en avant des troupes, le drapeau à la main, si bien que, pour eux, je peux répéter la grande parole de Victor Hugo :

Tous sur le dos couchés, en braves, devant Dieu,
Et, si leurs yeux s'ouvraient, ils verraient le ciel bleu.

Tout à l'heure, le professeur Judson, dans un langage émouvant qui nous a profondément remués, disait que l'Amérique devait payer à la France une dette de gratitude. En partie, vous l'avez payée, et d'ailleurs nous sommes trop frères pour prendre, les uns vis-à-vis des autres, la posture de créanciers. Nous sommes trop frères et trop associés à la grande entreprise commune pour invoquer des titres de créance. Ce n'est pas seulement à la France, à la France héroïque et vaillante, qui lutte, par le courage de ses enfants, pour défendre son territoire, c'est au monde, à l'humanité, à la liberté, à la civilisation, que vous devez payer votre dette et que vous la payerez.

C'est pour qu'elles ne périssent pas, c'est, comme vous l'avez si bien dit, parce que, si la France était tombée, c'eût été un désastre pour le monde, c'est pour cela que vous devez lutter, vous lever. Vous donnerez, avez-vous dit, jusqu'à votre dernier homme, jusqu'à votre dernier battement de cœur. Merci, Monsieur le Président, de cette parole lapidaire, taillée, pour ainsi dire, comme une médaille, et que nous rapporterons en France, pour la répéter à nos compatriotes. Tombée des lèvres d'un homme aussi autorisé, aussi éminent; qui sait le poids des paroles et qui sait la valeur des engagements, elle ne peut pas ne pas pénétrer à la fois dans nos consciences et nos cœurs. Oui, jusqu'au dernier homme, oui, jusqu'au dernier battement de cœur, sous les drapeaux de la liberté, pour que la démocratie universelle règne sur le monde. Jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier battement de cœur, pour que les hommes libres restent fiers et debout, jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier battement de cœur, pour qu'enfin les peuples libres puissent aspirer à la paix internationale et définitive, et pour que les fils de nos fils puissent vivre libres en paix, dans la joie du travail, et se lever sous le soleil sans avoir à redouter le retour de pareils crimes.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de telles paroles; je vous remercie, tous, Messieurs, de l'assistance que vous nous avez prêtée. A travers vos

visages, qui me regardent en face et qui sont pour ainsi dire marqués de l'empreinte du labeur quotidien, devant ces fronts de penseurs graves, les paroles que nous prononçons ont une valeur définitive. Je vous remercie de nous avoir acclamés, de nous avoir accueillis. Ce n'est pas à nous que vous avez fait accueil; nous ne sommes rien; c'est à la France héroïque que vous avez connue, que vous connaissez et que vous vénerez, comme elle le mérite; et c'est en son nom, en même temps qu'au nom de toutes les universités de France, que, plusieurs fois, j'ai eu l'honneur de représenter comme ministre de l'Instruction publique, que je bois, Monsieur le Président, à l'honneur et à la grandeur de l'Université de Chicago, et à la gloire de toutes les Universités américaines.

**Dans les Abattoirs de Chicago,
le Samedi 5 mai (à 3 heures).**

Une salle immense — Vingt mille personnes — Quarante mille petits drapeaux agités par des mains frénétiques. Deux grandes pancartes sur lesquelles sont inscrits : « La Marne » — « Verdun ». Un public uniquement composé d'ouvriers. Des orateurs, des organisateurs de la réunion se font entendre. M. René Viviani prononce après eux un discours très bref, car il faut que la Mission parte pour Kansas City et Saint-Louis.

Mesdames et Messieurs,

Je veux, dès ma première parole, en entrant dans cette salle frémissante, saluer l'armée en armes, venue ici pour marquer sa résolution virile, saluer votre marine représentée par les frères de ceux qui sont déjà partis sur la côte de France; et je veux remercier et saluer au nom de la classe ouvrière française toute la classe ouvrière qui a déserté aujourd'hui son travail pour venir écouter ici la parole de la France. Je salue tous ces ouvriers appartenant à des races différentes qui sont venus pour ainsi dire se confondre dans cet immense creuset que constitue la formidable Amérique : Slaves, Grecs, Tchèques, Russes, frères de ceux qui travaillent en ce moment à l'indépendance et à l'émancipation de la Russie, tous ceux enfin qui sont venus nous répartir leur salut. Et je veux, au nom de la France, me servir de l'occasion qui m'est offerte pour répondre à l'une des calomnies les plus grandes qui ont été répandues contre nous. Depuis

quelques mois, on a essayé de vous endormir en vous disant que la guerre actuelle c'était la guerre du capital, et que vous travailliez pour les capitalistes. Ouvriers qui m'écoutez, est-ce que vous pensez que si c'était vrai, nous, vos frères d'Europe, nous nous serions dressés comme des soldats sous les drapeaux? Est-ce que les ouvriers français de la Confédération Générale du Travail, ainsi que les Trade Unions anglaises, auraient pris les armes pour défendre les intérêts du capital?

La vérité, c'est que jamais rien de plus grand que ce qui s'accomplit aujourd'hui n'a été aperçu par les hommes. Il ne s'agit pas d'une guerre de conquête, il ne s'agit pas d'une guerre où la France et ses Alliés veulent ravir un territoire; il s'agit du salut de l'humanité, de la démocratie, de la liberté.

Et voilà pourquoi, répondant à l'appel des orateurs que vous avez entendus, et qui appartiennent à votre nation, vous vous dresserez tous ensemble pour entrer dans cette guerre, et pour venir aider la France et ses Alliés à lutter et à défendre la civilisation. Vous viendrez venger les soldats de la Marine qui sont tombés pour le droit et pour la justice. Vous viendrez venger tous les héros qui, depuis trois ans, tiennent tête à l'Allemagne; ont fait reculer la barbarie et espèrent forcer l'oppressé à réintégrer son domicile.

Par conséquent tous debout, citoyens, en armes pour défendre la liberté, pour défendre la justice.

Donnons-nous rendez-vous sur les champs de bataille libérateurs. C'est là que nous continuerons la grande œuvre de Washington. Comme l'a dit tout à l'heure un orateur, aucun homme n'a le droit de vivre pour lui seul, aucun homme n'a le droit de mourir pour lui seul ; aucun peuple n'a le droit de vivre pour lui seul ; aucun peuple n'a le droit de mourir pour lui seul. Nous nous devons tous à l'humanité, à la civilisation, à la démocratie. Nous lutterons pour elles. Vive la France ! Vive l'Amérique !

A Kansas City,
le Dimanche 6 mai (à 11 heures du matin.)

La Mission arrive à 8 heures du matin. Après une réception triomphale dans cette ville agricole de 800.000 âmes — réputée pour être le grenier du monde — après une promenade à travers les rues pavées, une réunion, où prennent place quinze mille assistants, a lieu sous la présidence du Maire. Le Maire, les gouverneurs du Missouri et de l'Ohio (car la ville est à la frontière des deux Etats) font entendre de vibrants discours. Le Maire remet à M. Viviani une plaque d'or en souvenir de la Mission. Puis l'évêque presbytérien, le pasteur, le rabbin, prononcent d'énergiques paroles. M. René Viviani leur répond.

Mesdames, Messieurs,

Nous savions, mes compatriotes et moi, avant de descendre dans cette ville formidable, quelle était la puissance de son labour et de son travail. Et tout de suite je rends hommage au courage, à la patience de cette race de l'Etat tout entier, race d'agriculteurs et de paysans, qui, j'en suis sûr, possède les qualités de patience, d'épargne, d'obstination et de courage qui font la gloire et qui sont l'histoire de nos paysans français. C'est ici, dans ce centre immense, c'est ici, comme on le disait tout à l'heure, que sont rassemblés des millions et des millions de boisseaux de céréales, et, on peut bien le dire, vous constituez non seulement le grenier des Etats-Unis, mais pour ainsi dire le grenier du monde.

Je remercie Monsieur le Maire d'avoir bien voulu, au cours de son allocution, dire que, pour les Alliés et pour la France, vous étiez prêts à travailler, pensant admirablement que la guerre ne se fait pas

uniquement avec des munitions et des canons, mais qu'il faut nourrir les soldats et ravitailler la population civile.

Et comment traduirai-je notre joie lorsque nous sommes descendus dans cette ville qui est la force des Etats-Unis, mais qui en est aussi la parure, et où, sous le soleil de printemps qui s'était levé pour nous saluer, nous avons vu vos femmes, vos enfants, vos jeunes filles, cette immense cohorte de la population, se tenant le long des routes, et saluant, à travers nous, la France et la République.

Et, sous ce soleil dont je parlais, en voyant autour de nous éclater le printemps rayonnant, nous nous serions pris, nous autres Français, à nous adresser un reproche, un reproche parce que nous n'avons pas le droit, même à l'étranger, de garder une joie pure pendant que la France est en deuil et pendant que nos enfants se battent. Nous nous serions adressé ce reproche si nous n'étions venus, si nous n'avions contemplé cette vaste foule frémissante et belliqueuse, tout entière debout pour la guerre de l'indépendance. Comment traduirai-je l'impression qui nous est donnée parce que nous avons entendu ici, par ce que nous avons vu ici? C'est l'union sacrée, admirable, ce sont les représentants de tous les cultes venant, sous leur forme particulière, tenir le même langage.

Et quant à moi, j'ai été ému, et je garderai longtemps le souvenir du spectacle que, tandis que les

prières étaient prononcées, vous donniez. Je voyais cette mer immense qui s'étend devant moi, où les têtes, s'inclinant, ressemblaient aux ondulations de la vague. Je voyais son front se courber sous la prière, et vos yeux se lever vers le ciel comme pour y chercher la justice divine. Et je me demandais comment il se pouvait que vous imploriez le Dieu de pitié et de miséricorde pour qu'il devint le Dieu de guerre. Mais j'ai compris. Vous avez imploré le Dieu de guerre parce que le Dieu de pitié ne peut pas être d'accord avec la bestialité humaine. Vous n'avez pas oublié qu'au mépris du serment, au mépris de la foi jurée, nos adversaires ont envahi la petite Belgique, si grande par l'histoire, par le courage, qu'elle a montré en face de l'envahisseur, qu'ils ont détruit la cathédrale de Louvain, en même temps qu'ils ont détruit, sous les obus, l'admirable cathédrale de Reims, qui était la parure de notre architecture française. Mais j'abaisserais, j'abaisserais jusqu'à un égoïsme particulariste la grandeur de votre foi, si je disais que vous étiez animés, contre les hordes germaniques, uniquement parce qu'elles ont détruit les temples sacrés où vos frères et les croyants comme vous avaient coutume de venir s'agenouiller. C'est pour une raison plus haute, on l'a dit ici — c'est M. le gouverneur du Missouri qui l'a dit — que vous accourez à la guerre. Cette guerre est la dernière, et c'est parce que nous voulons la conduire jusqu'au bout que nous sommes certains d'obtenir la victoire

définitive. Vous avez dit tout à l'heure que vous donneriez jusqu'au dernier homme. C'est un serment.

Nous avons lutté ; depuis trois ans, la France verse son sang sur les champs de bataille ; depuis trois ans, ses enfants sont dans les tranchées ; depuis trois ans, des milliers et des milliers de nos enfants sont couchés sur le champ de bataille, et les autres sont debout en face de l'ennemi. Au mois d'août prochain, il y aura trois ans que nous avons arrêté cette avalanche humaine qui venait dévaler sur le territoire français. Et pourquoi ? Était-ce pour conquérir du territoire ? Non, c'était pour autre chose. Et vous l'avez parfaitement compris, si parfaitement compris que tous vos orateurs ont été d'accord pour donner à cette guerre sainte son sens profond, sa gravité véritable.

Ce n'est pas la lutte d'une armée contre une armée ; ce n'est pas la rencontre d'uniformes différents ; c'est la lutte de peuples contre d'autres peuples, de la démocratie contre l'autocratie.

Venez donc à nous comme vous y conviaient tout à l'heure vos orateurs ; en venant à nous, ce n'est pas à la France que vous venez ; c'est à la civilisation, c'est à l'humanité.

Et je retiens cette parole généreuse qui est allée tout droit dans notre cœur ; la France se confond si bien avec la liberté des peuples et la civilisation que, quand on regarde la liberté, du même coup d'œil on aperçoit la France. C'est elle, en effet, qui a

tenu dans ses mains le drapeau de la liberté ; c'est elle qui, à la Révolution française, a allumé tous les cœurs et enflammé toutes les consciences. C'est d'elle que sont tombées les pensées libératrices qui ont fait leur chemin à travers le monde, et qui ont gagné jusqu'à la Russie glacée, et où, demain, nous allons voir le Gouvernement provisoire, maître de lui-même et maître de la Russie, pousser à la fois les soldats vers la bataille et les citoyens vers l'affranchissement définitif.

Et c'est elle aussi qui, depuis trois ans, se bat, pleure, saigne. C'est elle qui a le plus grand nombre de tombeaux ; c'est chez elle qu'il y a le plus grand nombre de veuves, d'orphelins. Elle est piétinée par l'invasion, mais, peu à peu, pas à pas, cette invasion recule, grâce aux efforts des Français, grâce aussi aux efforts des courageux soldats anglais.

Voilà trois ans que la France subit ce régime. Venez à elle ; en même temps vous venez à la liberté, à la civilisation. Venez à elle ; c'est le meilleur moyen de faire régner dans le monde la démocratie grâce à laquelle nous aurons mis fin à toutes les guerres.

Et, puisque vous avez pensé que notre présence ici méritait d'être solennisée, pour ainsi dire par un souvenir matériel, puisque votre Maire, au nom de la municipalité et de la ville tout entière, a bien voulu remettre à la Mission française ce pur joyau, sur lequel vous avez écrit notre droit de cité, ce qui

nous donne le droit de citoyens de la ville de Kansas City, permettez-moi de vous dire que nous emportons cette plaque avec une reconnaissance infinie. Mais permettez-moi aussi d'ajouter, Monsieur le Maire, que, dans notre cœur, plus précieux encore et plus pur que l'objet que vous avez bien voulu me remettre, est inscrite la gratitude infinie que nous gardons, d'abord à la ville de Kansas City, puis à l'Etat du Kansas et du Missouri, puis ensuite, à la population tout entière, et — ne soyez pas trop jaloux — aux Etats-Unis, à la libre Amérique, à la République sœur, à cette République qui, à la voix de son illustre président, M. Wilson, s'est levée tout entière.

Au revoir, mes amis. Nous vous attendons ; nous sommes sûrs de votre constance et de votre vaillance. Nous sommes certains que vous ne déserterez pas le grand devoir, que les paroles solennelles qui ont la valeur d'un serment et qui ont été échangées entre nous, auront demain leur pleine efficacité.

Au revoir. Vivent les Etats-Unis ! Vive la France !

**Au Colisée de Saint-Louis,
le Dimanche 6 mai (à 11 heures du soir).**

A 10 heures et demie du soir, la Mission est arrivée à Saint-Louis, au milieu des fanfares et des illuminations. On la conduit dans une immense salle, celle-là même où le parti démocrate a choisi M. Wilson comme candidat. Quinze mille personnes. Le maréchal Joffre, au milieu des acclamations remet un drapeau aux soldats américains qui vont partir pour la France. Le sous-secrétaire d'Etat Lang prend la parole après le Maire. M. René Viviani leur répond :

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais que ma voix fût assez puissante, et je voudrais surtout que ma parole s'exprimât dans votre langue si claire et si alerte, pour qu'elle puisse traverser cette salle et pour qu'elle puisse pénétrer votre cœur. Et tout de même, en quelques minutes, vous me permettrez de traduire ce soir, non seulement en mon nom, mais au nom de tous mes compatriotes, auxquels vous avez réservé l'accueil digne de la France, les sentiments d'émotion et de fierté qui nous viennent dans l'âme.

Nous sommes heureux de nous trouver dans cette grande ville de Saint-Louis. Et accueillis par vous, nous n'oublierons pas que, si des vivants se dressent pour nous faire cortège, nous rencontrons ici les mânes de nos ancêtres, des premiers Français qui se sont trouvés dans cette cité. Nous sommes heureux de nous rencontrer ici avec des fils de toutes les races, confondus dans le cœur même de la patrie, fondus dans la vie de cette

cité, et qui, quels qu'il soient, dans ce vaste conflit, gardent une fidélité inébranlable à la patrie américaine dont, avant tout, ils sont les fils.

Et je suis heureux, en ce qui me concerne, de porter la parole ici, sous les auspices de M. Lang, notre ami, votre représentant, et le descendant de cette famille illustre dont le chef a sa statue sur l'une de vos places heureux de saluer la mère vénérable et distinguée du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui, depuis que nous sommes arrivés sur le sol américain, nous a tendu des mains fraternelles et laisse deviner en lui l'amour qu'il porte dans son cœur pour la France, notre patrie.

Ici, Mesdames et Messieurs, vous n'avez pas perdu le souvenir du grand fait historique qui s'est accompli il y a quelques mois. C'est dans cette salle où vous siégez que s'est tenue la convention démocratique qui a désigné pour candidat à la présidence de la République, votre illustre compatriote, M. le président Wilson. En ce moment-là, ses compagnons du même parti, vous toutes, Mesdames, vous aussi citoyens, vous ne saviez pas que la guerre était si proche; vous croyiez pouvoir goûter encore longtemps les douceurs de la paix, et vous passiez par la même histoire que nous autres Français, nous avons traversée il y a trois ans. La France généreuse et pacifique qui avait fait à la paix du monde des sacrifices suprêmes, qui

regardait l'humanité avec amour, qui ne pensait qu'à faire se lever la liberté dans tous les peuples, cette France a été attaquée et elle s'est dressée pour défendre son honneur et son indépendance.

Depuis bientôt trois ans, avec ses fidèles alliés, mais presque seule au début du conflit, elle lutte poitrine contre poitrine, main contre main, arme contre arme. Depuis trois ans dans les tranchées profondes, les fils de la France tiennent en échec les ennemis qui voulaient l'envahir; depuis bientôt trois ans, la France immortelle, pareille toujours à elle-même, gardant sa figure sacrée à travers les orages, la France, digne de la France du passé, lève le drapeau que la mitraille déchire, mais que la main vaillante du soldat empêche de tomber. Et tout à l'heure, lorsque, dans cette cérémonie émouvante, comme le sont toutes les cérémonies militaires, si graves, si profondes, où les soldats ne parlent qu'un langage sommaire et laconique, mais parlent du fond du cœur, lorsque, tout à l'heure, au nom du 5^e régiment de Saint-Louis, un de vos officiers remettait un drapeau au maréchal Joffre, qui le lui restituait aussitôt, en prononçant de graves paroles, il m'a semblé apercevoir un spectacle pareil à celui que j'ai si souvent vu sur la terre de France. Combien de fois nous avons vu nos généraux remettre des drapeaux à nos enfants! Combien de fois nous avons vu nos enfants partir vers la mitraille la tête haute, le cœur plein d'une

joie virile, parce qu'ils savaient qu'ils défendaient leur patrie. Tous, ils avaient les yeux fixés sur le drapeau, qui est l'emblème de la patrie, c'est vrai, mais qui est pour nous comme pour vous, l'emblème de la liberté et de la justice.

Et, de même que nous avons su sauver notre drapeau de toute souillure, de même que nos enfants préfèrent mourir sur place que de laisser tomber ce lambeau sacré, de même que nous considérons, nous aussi, que c'est l'âme de la patrie qui est partie en avant dans les plis du drapeau tricolore, de même, car les peuples se ressemblent, car les républiques se ressemblent, c'est l'âme de la patrie américaine qui rayonne à travers cet étendard dont M. le Maire avait raison de dire qu'il apporte déjà la promesse de la victoire définitive.

Demain, ce drapeau flottera sur les champs de bataille, demain, il recevra lui aussi, les honneurs du combat. Oh, il n'était pas fait pour dormir tranquille dans une salle, ou pour être mis au-dessus d'un monument et pour recevoir la douceur du vent pacifique, il était fait, parce qu'il est l'emblème d'une patrie libre, pour affronter les risques du champ de bataille et pour revenir glorieux afin que vous le gardiez dans un temple assez haut et assez sacré pour lui restituer l'hommage qui lui est dû.

Au revoir donc, soldats de la patrie américaine. Vous rejoindrez peut-être là-bas, au delà de l'Atlan-

tique, les fils de la patrie française, les fils des Alliés. Tous ensemble, vous marcherez au combat, et pourquoi marcher au combat? Est-ce pour se battre? Est-ce pour déchirer les autres hommes? Est-ce pour conquérir des territoires? Est-ce pour arracher, d'une main rapace, une province, une ville? Non, non, ce n'est pas pour cela que nous faisons la guerre; nous faisons la guerre pour la justice, pour la démocratie universelle, pour que l'autocratie succombe et pour que des hommes enfin libres, sous le soleil, après que cette guerre sera finie, puissent vivre dans les joies de la paix et du travail.

**A l'Athletic Club de Saint-Louis,
le Lundi 7 mai (à 9 heures du matin).**

Grand banquet de plus de mille convives.
Sur le mur un immense écriteau où ces
mots sont écrits :

« O noble France, si fièrement éprise
d'idéal, la cité de Saint-Louis te salue en
ce jour et, glorieuse d'être issue de toi, se
prépare à te soutenir dans ta lutte héroïque
pour la justice, le droit et la liberté ».

Plusieurs discours sont prononcés.
M. René Viviani s'exprime en ces termes.

Messieurs,

Tout à l'heure, un de vos orateurs disait que le drapeau français était le premier qui avait flotté sur cette ville. Avant même qu'il rappelât ce glorieux souvenir, nous l'avions évoqué dans nos cœurs, car il nous semblait que, sur ce drapeau français, un peu du rayonnement était tombé que nous apercevions sur la splendeur de cette cité. Ici, en effet, quelque chose de particulier nous attendait, dans cette grande ville où une sorte de torrent humain s'est précipité depuis des siècles. Ici, à travers l'union des âmes, à travers la similitude des cœurs et des consciences, nous apercevons quelque chose qui nous rapproche davantage encore de la France. Et je n'exagère rien en disant que, parmi vous, nous avons trouvé les deux caractéristiques de notre pays. Vous avez le flegme énergique de nos populations du nord et de l'est, qui ont subi l'invasion sans faiblesse; vous avez, dans vos propos et vos manières, la douceur aimable de

cette Touraine, qui est le véritable jardin de la France, dont il nous semble, au milieu de tant de fleurs répandues, apercevoir la suprême beauté. Et vous avez en même temps la chaleur d'âme et l'enthousiasme de ces populations du midi, qui habitent aux côtes de cette Méditerranée caressante. Vous êtes le peuple de France tout entier, rassemblé sous le drapeau.

Et, en effet, d'où seraient venues les générosités admirables dont nos orphelins et nos blessés ont bénéficié? D'où serait venue cette organisation admirable de la Croix-Rouge, organisant les ambulances, prête pour la guerre, prête pour la mobilisation, donnant à chacun de ses dépôts 40.000 pansements médicaux et chirurgicaux, et prête à venir en aide aux soldats français qui luttent pour la liberté? Et d'où serait venue, il y a quelques mois, cette magnifique organisation du Bazar, où vous avez pu admirer, à travers les films modestes qui étaient présentés à vos regards, l'armée française combattant, l'armée française montant à l'assaut, debout dans ses tranchées et se préparant à marcher sur l'ennemi, acclamée par vous d'un tel ton et avec un tel accent que le bruit de votre voix est parvenu jusqu'au milieu de la France entière? D'où serait venue l'attitude de votre presse puissante et désintéressée, ayant la véritable conception du journalisme, renseignant les citoyens, apportant des faits, redressant les

erreurs, établissant la vérité ? Il suffisait d'ailleurs qu'on établisse la vérité sans courtoisie et sans flatterie, pour que, parmi vous, la France apparût comme la première des nations. Et d'où serait venue cette admirable épigraphe que je trouve à la seconde page de ce document : « O noble France, si fièrement éprise d'idéal, la cité de Saint-Louis te salue en ce jour, et, glorieuse d'être issue de toi, se prépare à te soutenir dans ta lutte héroïque pour la justice, le droit et la liberté. »

Nous emporterons dans nos cœurs cet admirable salut à la France, comme nous emporterons dans nos cœurs l'épithète qui est en face de nous, ce rappel de la parole de La Fayette, de Napoléon, de notre président de la République. Oui, l'amitié de la France et de l'Amérique est éternelle. Oui, votre admiration ne s'est pas trompée d'objet. Elle est allée, à travers les traditions dont vous avez gardé ici la mémoire et le ton, à la fois à la France ancienne et à la France d'aujourd'hui. C'est saint Louis qui est le patron de cette cité. Et vous n'avez pas oublié le grand rôle joué par lui dans notre histoire de France. Les temps sont changés. Saint Louis rendait la justice à l'ombre d'un chêne ; il départageait les citoyens lorsqu'un conflit avait surgi entre eux. Aujourd'hui, il s'agit de préparer une humanité meilleure, dans laquelle les nations rendront la justice entre

les nations ; mais cela, c'est l'œuvre de demain. Aujourd'hui, nous devons être tous à l'action, au devoir, au combat. Il ne s'agit pas de rendre la justice, il s'agit de la venger par les armes.

Pourquoi donc un de vos grands journaux rappelait-il hier que saint Louis était le patron de cette cité ? Pourquoi donc rappelait-il qu'il avait conduit les croisés au delà de la Méditerranée ? Oh ! j'en suis sûr, ce n'est pas seulement pour avoir l'occasion de marquer un fait historique, d'ailleurs célèbre. C'est pour rattacher le passé au présent, pour montrer l'âme de la France toujours pareille à travers les siècles. Oui, depuis le début, depuis que la nation française a été nation, depuis que nous avons fondé notre unité nationale, la France a tenu dans ses mains le drapeau de la justice ; elle a partout versé son sang, avec saint Louis au delà de la Méditerranée, avec d'autres hommes qui ont arrêté les avalanches barbares sur le sol français, avec la Révolution Française qui, à Valmy, a sauvé avec le territoire la liberté des peuples. Voilà où est allée votre admiration, en même temps qu'elle allait à La Fayette, au premier Français qui, à la fin de la monarchie finissante, est venu ici apporter le secours de ses armes, et avec le grand Washington, verser le sang français sur votre sol.

Et, j'en atteste votre attitude, les réceptions

admirables dont nous sommes l'objet, ce sang n'a pas été versé en vain. Jamais d'ailleurs, la liberté n'a fait verser le sang en vain. Toujours, il sort de ce sang une semence immortelle, que les générations de l'avenir viennent recueillir. Et c'est parce que La Fayette est venu ici, parce qu'il a apporté le concours et le drapeau de la France aux soldats de l'Indépendance, que nous retrouvons ici, après cent et quarante années, des visages aimables, des cœurs confiants, des mains promptement tendues. Vous n'avez pas oublié que vous aviez prêté le serment de gratitude. Nous prêtons également le serment de fidélité.

Mais c'est aussi à la France de ce jour, à la France d'aujourd'hui, que va votre admiration. Ah! on pouvait craindre à l'étranger, où le jour venu de la grande tempête, lorsque le sol tremblait sous nos pieds, nos cœurs, à nous, ne tremblaient pas, on pouvait craindre que la France, finissante, dissolue, corrompue, comme on le pensait quelquefois à l'étranger, serait incapable de tenir son grand rôle et de tenir toujours aussi haut son drapeau. On pouvait se demander si elle se rattachait assez étroitement au passé, si nous serions dignes de nos ancêtres et capables de lutter encore, comme nous avons lutté. Après quelques jours de combat, les doutes avaient disparu, et la vérité historique était rétablie. Ces soldats

de France qui, pendant le mois d'août 1914, ont supporté les plus terribles des misères, presque isolés dans les champs de France, qui étaient là presque seuls, tenant, pour ainsi dire, au bout de leurs mains, l'envahisseur qui avançait pas à pas, ces soldats de France se sont battus comme ils se sont battus parce qu'ils étaient les soldats de France; mais aussi parce qu'ils étaient les missionnaires de la liberté, et que, si quelquefois, ils fléchissaient, c'était par lassitude, par fatigue, c'était parce qu'ils sentaient retomber sur leurs épaules le fardeau de la gloire qui nous vient de la profondeur des siècles et qu'ils étaient obligés de porter.

Et rappelez-vous bien cela, frères américains; c'est une armée démocratique, dans laquelle, malgré les galons qui sont sur les manches, les hommes sont tous égaux; c'est une armée de citoyens, et c'est parce que c'est une armée de citoyens, qu'en respectant, comme ils le font, la discipline et les chefs, consentant librement à cette discipline par la conscience, sans qu'elle soit imposée par la force, c'est pour cela qu'elle s'est battue. Elle avait à sa tête ce Maréchal Joffre que vous avez acclamé. Et savez-vous quelle est sa vraie gloire? C'est d'avoir conduit les armées de la Marne à la victoire, certes, c'est d'avoir résisté, comme un roc inébranlable, au milieu de la tempête qui l'assailait. Oui, mais tout à l'heure,

l'un des vôtres, et c'est ce qui prouve la délicatesse suprême de vos sentiments, et comme le disait tout à l'heure l'orateur auquel je succède, ce qui prouve, non pas l'amitié, mais cette tendresse fraternelle qui est dans vos cœurs et dans les nôtres, l'un de vous apportait au Maréchal Joffre cette simple carte postale. Qu'est-ce que c'est? Ah! que celui qui l'a reçue et surtout qui l'a gardée soit remercié de ses sentiments de fidélité à la France, qui transparaissent à travers le don qu'il a fait. C'est la petite, la simple, la modeste maison où le Maréchal Joffre est né. Il est sorti du peuple; ses parents pauvres se sont privés pour son éducation; il est parvenu à la plus haute école que nous ayons, l'École Polytechnique; il a fait sa carrière silencieusement, modestement, sans rien demander à personne; ainsi, il est parvenu au sommet de la hiérarchie militaire. Et savez-vous ce qu'il fera demain, lorsqu'il ira suspendre, dans son foyer modeste, l'épée de la victoire? Sorti du peuple, il rentrera dans le peuple, ne recherchant aucune des ovations de la rue; il attendra l'histoire impartiale.

Voilà la beauté de la France. Soldats, officiers, chefs, soldats, tous du peuple, tous à la fois citoyens et soldats, capables, non seulement de lutter pour le territoire, mais également pour l'indépendance des peuples. Et vous l'avez très bien compris, vous l'avez admirablement saisi.

Et c'est à cela, citoyens, que nous devons l'admirable accueil que vous nous avez réservé. Que votre accueil reste dans nos cœurs, et soyez persuadés que nous en emporterons le souvenir. Ici, ce qui fait la beauté suprême de cette réunion, c'est que des hommes libres nous entendent, et que le même idéal, pour ainsi dire, flotte devant nos yeux. Ah! dans d'autres pays, dans les Empires Centraux, on veut aller à la bataille pour conquérir des terres, pour conquérir des corps. Nous, nous voulons combattre pour conquérir des esprits et des âmes. Nous voulons que, de cette guerre, jaillisse cette grande leçon, à savoir que les démocraties, quand elles sont organisées pour la bataille, sont supérieures aux autocraties. Un Français illustre, que je regrette de ne pas voir assez souvent cité en France même, et qui a rendu autrefois visite à l'Amérique, de Tocqueville, a écrit cette phrase, que je voudrais voir reproduire partout, tant elle peint admirablement l'histoire de nos jours. « Quand une démocratie est aux prises avec une autocratie, si l'autocratie ne remporte pas tout de suite la victoire, c'est à la démocratie que la victoire revient. » Pourquoi cela? Parce que l'autocratie n'est capable que de faire lever des corps; la démocratie est capable de faire dresser des âmes; la démocratie est capable de fournir, à la conscience de l'homme, l'aliment dont elle a besoin. Le soldat

a besoin, pour se battre, d'apercevoir comme une grande flamme devant lui, qui est l'idéalisme humain. S'il donne sa vie, il veut bien la donner au territoire qu'il foule sous ses pieds, mais aussi à quelque chose de moins matériel, de plus insaisissable, que, de tous les points de la terre, les hommes peuvent apercevoir.

Voilà pourquoi nous luttons, et voilà pourquoi vous lutterez demain à nos côtés. Laissez passer les railleurs et les sceptiques. Combien de fois la France n'a-t-elle pas été raillée par des hommes qui se prétendent des historiens? On disait qu'elle s'était sacrifiée aux autres, qu'elle avait éparpillé son sang partout, le sang de ses enfants, elle n'en avait pas été assez avare, et que c'était pour des chimères, pour des rêves insaisissables que nos soldats se battaient sur tous les points de l'univers. C'est un mensonge. L'idéal n'est pas seulement ce qu'il y a de plus noble, c'est aussi ce qu'il y a de plus utile. Après des années et des années, lorsque les hommes qui portent en eux un idéal auront passé sur une terre, ils y auront semé la semence immortelle que les générations futures viendront recueillir. Après des années, lorsqu'un peuple s'est battu pour la démocratie et la liberté, son œuvre n'est pas finie; elle se continue dans la conscience des autres hommes, qui se lèvent peu à peu, pleins d'admiration pour ce peuple généreux. C'est ainsi que vous avez agi, c'est ainsi

que nous avons agi. En 1776, Washington a fondé l'indépendance américaine; à ce moment, il ne pouvait pas s'agir de regarder en face l'humanité; il ne pouvait pas s'agir, dans un monde livré tout entier à la monarchie absolue, d'aller apporter la liberté. Mais votre président Wilson a parfaitement compris ce qu'il y avait de mystérieux, ce qu'il y avait de caché, de profond, dans l'histoire américaine. Oui, j'en suis sûr et je puis le dire, quoique je ne sois pas Américain, et que je sois moins près de vous, des traditions de votre pays, j'en suis sûr, Washington lui-même bénirait l'acte qui est accompli. Il avait commencé par créer l'indépendance américaine. Mais à quoi sert-il qu'un peuple ait son indépendance, s'il n'en fait pas profiter les autres? Indépendance, liberté, idéal, ce ne sont pas, pour un peuple, des trésors pareils à ceux qu'un avare cache dans sa cave. Ils doivent rayonner sur l'humanité et les peuples, tous ensemble rassemblés. Et voilà pourquoi vous êtes restés fidèles à vos traditions, et, levant la tête devant l'agression germanique, vous avez refusé d'humilier votre grand honneur national devant les attaques et les injures dont vous étiez victimes. Mais, ce qui fait la beauté incomparable de votre acte, ce qui fera que le message de l'illustre président Wilson rejoindra, dans l'histoire, à une hauteur incomparable, tous les documents historiques que le monde a conservés,

c'est qu'après avoir noté les griefs particuliers que vous aviez contre l'Allemagne impériale, il a en même temps déclaré qu'il ne s'agissait pas seulement de venger les morts d'Amérique, mais de tous les peuples, d'invoquer les droits imprescriptibles de l'humanité et de lutter pour la démocratie et la civilisation.

Nous voilà tous rassemblés; voici qu'est venue l'heure de la délivrance. Que la démocratie, peu à peu, montre son front radieux, et que l'autocratie descende dans les ténèbres et la nuit. Déjà, nous autres, depuis trois ans, nous avons combattu poing contre poing, poitrine contre poitrine. Et cet Aigle impérial qui, il y a trois ans, s'élevait dans les airs et volait sur nous pour saisir nos provinces, nous l'avons obligé à se terrer dans les tranchées. Voilà le combat que nous avons livré. Venez avec nous livrer le combat pour la délivrance universelle.

Et maintenant j'ai trop parlé. Je crains d'avoir abusé de vous. Nous allons aller dans la rue, saluer la population de Saint-Louis. Et autant que nous le pourrons, la remercier avec une gratitude infinie, de la réception et de l'accueil qui nous ont été réservés. Loin de la patrie, à 7 ou 8 mille kilomètres de Paris, nous ressentons, avec plus d'émotion encore, les acclamations qui viennent à la France. Je disais tout à l'heure, à l'un de nos compagnons, qu'ici on aime la France. En France,

si on est touché par ses grandeurs et sa beauté, no ne sait pas ce que c'est que d'aimer la France quand on est loin de la France, au milieu d'un peuple allié, d'un peuple aimé.

Allons donc saluer vos compatriotes. Allons admirer la fière attitude de vos soldats, debout devant nous les armes à la main. Mais, comme si c'était là un auguste et heureux présage, allons saluer tous ceux qui nous attendent, qui tendent vers nous les mains. Et recevez de notre cœur l'assurance d'une fidélité éternelle dans le souvenir que nous emporterons de l'Amérique.

Discours
prononcé à Springfield,
le Lundi 7 mai.

Mesdames, Messieurs,

Avant de venir vous rendre visite dans cette salle législative, nous sommes allés tout près d'ici, dans le champ du silence, déposer des fleurs périssables sur l'immortel tombeau d'Abraham Lincoln, et lui apporter, ainsi qu'on fait pour une grande ombre, le salut de la France tout entière.

Et je voudrais bien que vous puissiez comprendre que, si longue que soit la distance qui sépare Springfield de la France, le rayonnement de cette noble figure, depuis longtemps, est venu dans notre pays. Dans aucune démocratie, dans aucune démocratie moderne, jamais aucun homme n'a offert au monde un plus pur spectacle, par sa noble carrière. Vous savez aussi bien que moi cette carrière. Vous savez que, né dans le peuple, fils d'un homme qui ne savait pas lire, après avoir subi dans l'enfance toutes les privations, il est arrivé, par la méditation solitaire, par l'étude, à cultiver son intelligence et à faire l'éducation de sa volonté. Vous savez qu'il est silencieusement parvenu au

faite des honneurs civiques; et vous savez qu'à une pareille hauteur, il a contemplé sans trembler un grand, un héroïque, un douloureux devoir. Il était un homme de haute pensée; il savait que la conscience humaine ne peut, sans s'altérer, vivre longtemps au contact de l'injustice. Et voilà pourquoi, quelle que fût la compassion et la miséricorde de son cœur, parce qu'il fallait proclamer l'égalité de tous les êtres, parce qu'il fallait élever les noirs à la dignité de l'homme, il a déchainé la guerre civile dans ce pays, cette guerre civile dont nous avons, un peu partout, contemplé les héros vieilliss et réconciliés. Eh bien, au lendemain de cette gigantesque entreprise, il est mort. On ne peut dire qu'il soit enseveli dans son triomphe; ce triomphe durera autant que la vénération américaine. Et nous sommes venus ici, au nom de la France, au nom de la République française, pour saluer cette grande mémoire. Mais, permettez-moi de le dire, avec un juste orgueil de Français, la Révolution Française et la Révolution de 1848 ont, elles aussi, proclamé les droits de l'homme. C'est ce qui prouve que toutes les démocraties, à travers la distance et le temps, peuvent se rejoindre. Et lorsqu'il y a trois ans, l'Allemagne impériale, les armes à la main, sans motif, sans raison, simplement en vertu de la loi du plus fort, s'est précipitée sur la France a déchiré le droit international en violentant la conscience humaine, la France,

avec ses alliés, a défendu ces principes éternels. Et voilà trois ans qu'elle les défend. Et aujourd'hui, voilà que l'Amérique, pour défendre également ces grands principes, se dresse à la voix de l'illustre président Wilson, qui lui aussi, homme de politique et de pensée, a compris qu'il fallait devenir un homme d'action, lorsque les principes éternels demanderaient satisfaction et vengeance.

Nous sommes ensemble maintenant dans cette grande lutte, digne des luttes de la Révolution Française. Nous sommes tous debout pour défendre le droit et la justice. Et il a été doux à nos cœurs de Français, tout à l'heure, lorsque nous avons entendu les paroles de votre président, les paroles de M. le Gouverneur. Oui, il semble que, dans cette vallée bénie, à chaque pas que nous faisons, nous retrouvons des souvenirs de la patrie bien-aimée, et que nous ne l'avons jamais quittée ! C'est ici, comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, que les missionnaires français, les premiers Français sont venus pour découvrir la vallée du Mississipi, ici qu'ils ont travaillé, vécu, qu'ils sont morts ; ici qu'ils ont créé le premier gouvernement, sur cette terre qui était autrefois une terre française, où flotte, pour la seconde fois, dans une heure tragique, ce drapeau de la France qui contient toutes nos espérances et qui abrite tous les courages de la patrie. Ici encore, nous rencontrons les mânes, les souvenirs de nos an-

cêtres. Vous comprendrez que l'émotion déborde du cœur d'un Français au moment où cette tragique rencontre s'accomplit sur la terre américaine. Mais est-ce qu'il nous suffira d'évoquer ces souvenirs par un discours? Est-ce que sont ensevelis tous les vœux ardents qui sortent de notre cœur? Comme l'a dit M. le Gouverneur, en paroles solennelles que je retiens et que nous rapporterons en France, vous voulez payer à la France la dette de gratitude, en vous souvenant de La Fayette, apportant ici, avec les soldats français, son concours à l'indépendance américaine. Mais laissez-moi, sans la rétrécir, donner à votre parole sa véritable portée. Ce n'est pas à la France que vous devez une dette de gratitude. Ce qu'elle a fait pour l'Amérique, elle l'a fait pour la liberté, sans regarder comment, un jour, on pourrait payer ses services. Celle à qui vous devez payer la dette de gratitude que vous devez acquitter, c'est l'humanité tout entière, qui se confond avec la France. Oui, c'est parce que cette noble patrie, à toutes les heures de son histoire, a tenu dans ses mains le sort du monde, c'est parce que, sur notre territoire, qui semble avoir été choisi par l'histoire du monde comme la rencontre de toutes les hécatombes et de tous les combats, c'est parce que le sort du monde y a été souvent fixé, parce que nos enfants, avec leur poitrine, leurs bras, leurs mains, leur cerveau, luttent à l'heure

actuelle pour que la liberté ne périsse pas, pour que ce désastre ne vienne pas retomber sur le monde, c'est pour cela que vous vous levez. Et en venant à la France, vous venez à la justice, au droit, à la liberté, à la démocratie.

Venez donc ; nous emporterons avec nous le souvenir de toutes ces rencontres civiques ; et quand nous rentrerons dans notre pays, quand les libres citoyens de la France républicaine nous demanderont ce que nous avons vu, ce que nous avons entendu, nous dirons : Nous avons passé à travers des tumultes joyeux, des foules déchainées ; elles ne venaient pas comme au spectacle, pour voir des hommes ; elles venaient comme au grand devoir, pour acclamer la France à travers nous. Nous rapporterons toutes les paroles de vos orateurs ; nous dirons ce que vous pensez, ce que vous voulez, ce que vous voyez dans l'avenir, non seulement une France libre et affranchie, mais l'Europe régénérée, enfin bâtie sur le droit, construite sur la justice.

Et quand cette grande œuvre sera accomplie, frères américains, fidèles aux traditions de Washington et d'Abraham Lincoln, vous pourrez retourner au pèlerinage pieux de Mount Vernon, et, dans le cimetière de Springfield, vous pourrez vous incliner respectueusement devant vos deux purs héros. Je suis certain que vous aurez servi leur mémoire, et bien certain que, ce faisant, vous aurez encore agrandi l'histoire glorieuse de la République américaine.

Discours
prononcé à Indianapolis,
le Mardi 8 mai.

Messieurs,

Je puis dire, au nom de mes compagnons de route, que nous avons vu ici ce que nous n'avons pas aperçu ailleurs. Ailleurs, nous étions attendus, et nous ne pouvions que nous féliciter de nous être rencontrés avec les foules enthousiastes qui ont accueilli la France en nos personnes. Mais le nombre de nos engagements était si grand que nous n'avions pu réserver une visite pour cette importante cité d'Indianapolis. Et cependant, prévenus ce matin seulement, en moins de trois heures, vous avez pu, Monsieur le Maire, et vous, Monsieur le Gouverneur, rassembler dans les rues de cette vaste cité, des milliers et des milliers de citoyennes et de citoyens, qui sont venus au-devant de nous les mains tendues pour saluer la France et la République française.

Ceci ne peut pas s'obtenir uniquement par la discipline, et un pareil résultat n'a pu être atteint que parce que vous aviez dans l'âme, dans le cœur,

l'amour de la France, comme j'entends dire, et cette flamme patriotique qui ne s'est pas éteinte, cette flamme de gratitude dont tout à l'heure on parlait et qui fait qu'à travers cent quarante ans, l'Amérique et la France sont aussi associées à l'heure actuelle qu'elles l'étaient à l'heure où La Fayette apportait ici le concours des soldats de France.

Et je n'oublie pas que le principal motif pour lequel nous sommes ici, réunis, ce qui nous est démontré par l'emplacement même de cette tribune, c'est le salut aux soldats glorieux tombés pour la patrie, tombés pour la justice. Au nom de la France, je salue ceux qui, à la voix du grand président Lincoln, sont tombés pour l'égalité des êtres sur la terre, pour le droit et la justice, ces principes éternels que Washington et que Lincoln ont su faire triompher en créant l'indépendance américaine. Ce sont ces mêmes principes qui, à l'heure où je parle, sont aux prises en Europe ; c'est parce que l'Allemagne impériale a voulu détruire sous ses pieds la démocratie européenne représentée par la France de la Révolution, que les Français ont lutté et luttent encore depuis trois ans. Et c'est pour que ces principes ne périssent pas, c'est pour que la nuit ne tombe pas sur le monde, que la libre Amérique se dresse à la voix du président Wilson et que cette cité dans laquelle je me trouve, avant même que la

loi de conscription ait été votée, avait déjà pris des mesures pour que l'enrôlement des volontaires pût s'effectuer.

Vous avez montré, Monsieur le Maire, libres citoyens de cette grande cité industrielle, ouvriers qui donnez le labeur de vos jours pour créer l'œuvre dont vos fils profiteront, vous avez montré que vous aviez à cœur les principes mêmes que nous avons conservés.

Vous avez dit, Monsieur le Gouverneur, et vous aussi, Monsieur le Maire, que le drapeau français et le drapeau américain allaient flotter à la même hauteur. Vous avez dit que les plis de ces drapeaux allaient pour ainsi dire se marier, s'associer ensemble. C'est un bon présage, et je vous remercie d'avoir prononcé ces graves paroles. Oui demain, tous ensemble, les armes à la main, nous ferons reculer l'autocratie allemande, et nous créerons dans le monde la démocratie universelle, grâce à la France et grâce à la République des Etats-Unis.

Discours
prononcé à Columbus,
le Mardi 8 mai.

Messieurs,

Je me rappellerai surtout la première parole de votre Maire, qui vous a prévenus que le train qui nous avait amenés ici était proche et que le temps nous manquait. Au surplus, il n'est pas nécessaire d'avoir une longue heure devant soi pour exprimer des sentiments qui sont confondus dans tous les cœurs, et si j'avais eu besoin de chercher en moi des paroles de gratitude, de reconnaissance et d'amitié, le discours de votre Maire, et, avant lui, le discours du gouverneur de l'Ohio, auraient fourni le thème sur lequel je pouvais parler.

Le gouverneur s'exprimait en disant qu'une gloire commune nous rassemblait dans le passé, que notre histoire était commune ; et il saluait avec nous la grande ombre de La Fayette, si haute et si grande qu'on dirait qu'elle s'étend, non seulement sur l'Amérique, mais sur la France, sur le monde libéré. Et, en même temps, faisant allusion aux événements grandioses dont nous sommes les acteurs et

les témoins, il disait : « Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve ». Eh bien, moi, je vais vous le dire, ce que l'avenir nous réserve. Nous sommes en face de deux avenir. L'avenir le plus immédiat, il ne faut pas vous y tromper, citoyens, c'est un avenir de bataille et de combat. Rien ne se fonde dans l'humanité, aucune liberté ne peut surgir, si elle n'est pas enfantée dans le combat, la douleur et la bataille. Nous sommes à la bataille et au combat, nous autres Français, depuis bientôt trois ans ; avec nos alliés, depuis bientôt trois ans, nous tenons en échec l'armée la plus formidable qui avait été organisée pour opprimer des peuples libres. Et voilà maintenant que la libre Amérique s'est dressée à nos côtés, nous apportant, avec son concours moral, son concours matériel.

Le premier avenir, c'est la lutte, c'est la bataille. Je ne connais que ce moyen d'arriver à la victoire définitive. Et puis, un autre avenir nous attend, après la victoire, lorsque les citoyens, revêtus en ce moment de l'uniforme du combat, rejoindront leurs foyers, lorsqu'ils auront fait à la frontière leur devoir, lorsque, pendant des années, ils auront combattu pour le territoire et la liberté. Ils n'auront pas terminé leur œuvre. L'œuvre de la liberté n'est jamais finie. De génération en génération, nous la transmettrons à nos enfants comme le flambeau d'où sort la lumière ; et notre œuvre à nous ne sera terminée que lorsque nous aurons édifié les garan-

ties suprêmes qui empêcheront une guerre future et le retour des crimes dont nous avons été les victimes.

Par conséquent, citoyens, écoutez-moi. A la bataille aujourd'hui, au devoir, quelle que soit sa forme, au combat, quels que soient sa rudesse et les périls qu'il vous réserve. Et demain, citoyens, libres, tous unis, républicains d'Amérique et de France, peuples alliés, dont les institutions sont fondées sur la démocratie et sur la liberté, nous saurons bien prendre nos mesures pour empêcher que le militarisme prussien ne revienne, comme il le voulait, opprimer le monde et la liberté des peuples.

**A l'Indépendance Hall de Philadelphie,
le Mercredi 9 mai (à 9 heures du matin).**

A la Maison de l'Indépendance sont réunis tous les notables de la ville autour du Conseil Municipal. La ville est en fête, un peu déçue d'un retard de seize heures, qu'un déraillement a imposé aux voyageurs. Avant d'aller saluer la cloche qui a appelé le peuple à l'indépendance, et le tombeau de Franklin, en réponse au discours du Maire, M. René Viviani prononce cette brève allocution.

Messieurs,

Ce n'est pas la première fois que nous pénétrons, soit en France, soit à l'étranger, mes compagnons et moi. Nous avons été, bien des fois, dans des maisons, dans des palais, dans des temples, où se symbolisaient l'histoire et la fierté des peuples que nous allions visiter. Mais je suis sûr de traduire sincèrement leur opinion intime en disant que jamais, avec une émotion plus simple, nous n'avons pénétré dans aucun palais. Cette Maison de l'Indépendance est le point de départ de toute l'histoire américaine. C'est ici que le peuple américain a pris conscience de lui-même, et que, se rassemblant pour ainsi dire, il s'est élevé à la dignité, à la hauteur d'une nation. C'est ici qu'a été proclamée l'Indépendance américaine, et tout à l'heure j'espère que M. le Maire voudra bien, lorsque nous quitterons cette salle, à la place du fac-similé que nous admirons, nous montrer ce document original qui porte la fierté de votre nation. C'est ici, en 1787,

qu'a été promulguée la première constitution du gouvernement et du peuple américain. Je n'ai pas besoin de dire qu'à des cœurs de Français et de républicains, aux fils de cette France de la Révolution, qui a affranchi son génie par des révolutions politiques, et qui a la fierté de tout penser et de tout dire, l'hommage que vous rendez à la France est parfaitement touchant. C'est à la France, en effet, Monsieur le Maire, qu'à travers nous vous parlez; c'est de la France que vous parliez lorsque vous disiez que par La Fayette et ses soldats, un concours vous avait été apporté, et qu'il était bon qu'aux heures tragiques que nous traversions, nous vinssions aussi, au milieu de vous, comme les représentants libres d'un peuple puissant, mais d'un peuple attaqué, odieusement attaqué, qui s'est levé pour défendre son territoire et son indépendance. Et une fois de plus, cette rencontre heureuse s'est faite. Le peuple français, défendant son territoire, défendait l'indépendance du monde. Et c'est parce que vous l'avez compris, c'est parce que les républicains de ce pays l'ont compris qu'après trois ans de guerre, après avoir essayé de rester attaché à l'amour de la paix, le peuple américain, déraciné pour ainsi dire de son grand rêve pacifique par les agressions tour à tour sournoises et violentes de l'Allemagne, a été obligé à son tour de prendre les armes. Et ce sera sa fierté qu'il les a prises, non seulement pour se défendre lui-même, pour venger les injures faites à

son nom, mais, comme l'a dit votre illustre Président, pour ne pas laisser prescrire les droits de l'humanité, que, depuis trois ans, avec ses Alliés, la France défend. Je vous remercie, Monsieur le Maire, je vous remercie au nom du gouvernement de la République, au nom de mes compatriotes ici rassemblés. Et puisqu'il m'a été dit tout à l'heure qu'ici c'étaient simplement quelques paroles de bienvenue qui étaient prononcées, et que vous vouliez adresser vos véritables paroles à la France, laissez-moi aussi terminer, me montrer bref. Permettez-moi d'aller saluer l'admirable manifestation que nous avons tout à l'heure traversée et qui a fait, à la France, un accueil digne d'elle-même. Je vous remercie, Monsieur le Maire, et pour exprimer la gratitude que je ressens, permettez-moi de vous serrer la main, et pour ainsi dire, d'embrasser votre peuple.

A Philadelphie, après le déjeuner le Mercredi 9 mai.

Toute une salle gracieusement amie. Les drapeaux français et américains flottent partout. Toute la grâce des femmes de la cité préside, du haut des tribunes, à cette vaste réunion. Les heures sont courtes car la Mission est attendue à New-York à 4 heures. M. René Viviani s'exprime en ces termes pour répondre aux discours du Maire et des organisateurs.

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais pouvoir trouver des paroles pour exprimer nettement la sincère émotion de mes compatriotes et la mienne depuis que nous sommes descendus dans cette cité, à si juste titre fière d'elle-même, soit qu'elle remonte dans le passé pour se souvenir de ses traditions, soit qu'en réalité elle considère, dans des temps plus rapprochés, l'œuvre formidable qu'au point de vue industriel et commercial, elle a pu accomplir. C'est ici que nous retrouvons le berceau de la nation américaine, c'est dans cette maison que, tout à l'heure, nous avons visitée, et où fut proclamée l'indépendance de votre nation, c'est ici que fut promulguée la première constitution de cette ville où se tint le premier Congrès, où habita le premier président de la République des Etats-Unis, dans ce Congrès où, en 1824, le général La Fayette, se souvenant de l'histoire glorieuse à laquelle il a donné son nom, est venu rendre visite aux représentants des Etats-Unis tous ensemble rassemblés.

Nous n'avons pas été longs à nous apercevoir que nous n'avons pas vainement escompté le sentiment unanime de cette grande cité, qui nous aurait reçu plus tôt, si des circonstances malheureuses et heureuses à la fois n'avaient retardé pour nous l'honneur et le plaisir de la voir. Dans les rues, nous avons senti vibrer les cœurs; nous avons été accompagnés par tous les habitants, par un cortège admirable, cortège dans lequel se trouvaient des hommes, des femmes, des enfants. Et dans cette salle où nous sommes rassemblés, voilà qu'après l'enthousiasme, nous trouvons toutes les délicatesses de votre noble nature. Il semble que vous avez voulu amasser sous nos yeux les souvenirs de la France. Devant nous, le lis, la rose, qui nous renvoient, parce que sont des fleurs de notre pays, le sourire de la patrie bien-aimée. Ici, éclairées, nos trois couleurs, qui nous renvoient la splendeur de notre drapeau, et, ce qui est encore plus magnifique, au-dessus de vous, autour de nous, cette véritable corbeille de fleurs, représentée par les femmes de la cité rassemblées dans cette galerie. Mais vous avez bien compris, vous tous qui m'écoutez, que nous ne sommes pas seulement ici dans ce banquet fraternel pour échanger les propos de l'amitié, et pour goûter la joie, la joie complète et pure, qui est refusée, depuis bientôt trois ans, au cœur français. Nous ne sommes pas seulement ici pour tenir quelques paroles ou pour porter des

toasts. Nous ne sommes pas seulement ici pour nous serrer la main, et pour sentir vibrer entre nous l'enthousiasme. Nous sommes ici pour répondre aux paroles graves et solennelles qui ont, tout à l'heure, aussi bien dans la Maison de l'Indépendance, par les représentants des cultes, qu'à l'instant même par M. le Maire, été prononcées. Nous sommes ici pour nous abstraire pour ainsi dire de ce milieu joyeux, afin de considérer d'un grave regard la gigantesque entreprise dans laquelle, par les mains de l'ennemi, d'abord nous, vous ensuite, nous avons été obligés de pénétrer.

Là-bas, à 7.000 kilomètres d'ici, à travers l'Atlantique tout entier, se tient un pays qui s'appelle la France. Il voulait vivre en paix et considérait avec amour l'humanité tout entière, comprenant qu'il avait assez fait pour elle, puisque à toutes les époques, il versait son sang pour les nobles idées qui se sont répandues, avec ses drapeaux, dans l'univers entier. Et voilà que, malgré son attachement à la paix, malgré son attitude pacifique, encore qu'il ait fait, pour conserver la paix du monde, les sacrifices les plus grands, il a été, au mois d'août 1914, attaqué par l'Allemagne, et que, d'abord seul, il a dû se dresser pour faire face à l'avalanche de barbarie qui avait déferlé sur son sol. Pourquoi nous battons-nous? Nous nous battons pour nos territoires; nous nous battons pour que l'œuvre des aïeux ne soit pas souillée davantage par l'envahis-

seur, pour être dignes des ancêtres, parce que la patrie appelée aux armes ne peut pas ne pas résister à ceux qui ont pénétré sur son sol. Mais cela ce n'est que le côté matériel des choses, ce n'est que le côté matériel de l'histoire. Et vous avez senti le sens profond de cette guerre, dans laquelle nous avons été précipités. Comme autrefois le faisaient nos aïeux, nous nous battons pour la pierre du chemin, pour nos foyers, nous nous battons pour les richesses industrielles et commerciales accumulées par les mains des générations ; nous nous battons pour plus que cela : nous nous battons pour l'idée française, pour la liberté et pour la démocratie. Et, au milieu des deuils sans nombre qui s'accroissent sur notre pays, au milieu des deuils et des angoisses qui, quelle que soit notre volonté de fer, pénètrent à cette heure dans notre cœur au milieu de ce grand drame, laissez-moi vous dire la fierté de notre génération française quand elle sent, non pas seulement par le témoignage qu'elle se donne à elle-même, mais par le témoignage que lui rendent les pays amis et alliés comme le vôtre, par le témoignage que lui rend l'Amérique, dont je puis dire, en me servant d'une expression fameuse, qu'elle est, pour nous, la postérité contemporaine, laissez-moi vous dire la fierté qui vient à nos âmes lorsque nous sentons que nous ne sommes pas inférieurs à ceux qui nous ont devancés. Comme eux, nous défendons le sol, la patrie, l'idée française. Comme eux, nous

défendons la Révolution française. Comme eux, avec plus de peine peut-être, nous défendons ce qu'il y a de plus sacré et de plus pur dans l'humanité, ces principes qui, s'ils étaient supprimés supprimeraient le désir, l'objet et la joie même de la vie. Voilà pourquoi nous nous dressons, voilà pourquoi nous restons debout, en sentant bien que, dans l'avenir, les générations reconnaissantes se tourneront, non pas vis-à-vis de tel ou tel homme, mais vis-à-vis de la génération tout entière, qui s'est immolée qui est allée au sacrifice, pour que la France reste debout, et qu'en restant debout, un désastre moral ne retombe pas sur l'humanité tout entière.

Et vous, à l'appel de votre illustre Président, vous avez pénétré le cœur des choses, vous en avez aperçu la gravité, la profondeur. Ah ! vous avez bien senti que notre cause était sainte, qu'elle était juste, et que, si tant d'alliés se sont dressés autour de la France, si l'admirable Angleterre a fait surgir de son sol des millions d'hommes, si l'Italie, si les autres pays, avec la Russie, se sont dressés en même temps et avec nous, c'est que notre cause était juste et qu'elle méritait d'être défendue. Cette cause, personne au monde n'en a mieux exprimé la sainteté, la justice, que M. Wilson, dans cet incomparable message que, nous autres Français, nous avons trouvé si beau que non seulement hommes, nous avons voulu le connaître, mais que, par la

parole de nos maîtres, nous l'avons fait interpréter dans nos écoles, afin que les enfants et les enfants de nos enfants puissent en goûter la beauté, en découvrir la parure et en retenir la forte substance philosophique. Personne, plus que lui et mieux que lui, n'a indiqué le sens profond de cette guerre. Ce n'est pas pour la terre, pour la richesse matérielle et morale, pour les convoitises et les appétits. Ce n'est pas parce que nous sommes un peuple de proie ; c'est au contraire parce que nous nous trouvons en présence d'un peuple de proie, parce qu'ensemble, nous défendons la liberté. Et tout à l'heure, dans le langage sommaire, mais énergique, qu'il tenait devant nous, M. le Maire parlait de l'avenir. Il disait : « Nous sommes tous ensemble confondus. » Et il saluait d'avance les drapeaux sous lesquels, avec des corps différents, mais avec la même âme, vos combattants et nous, nous irons vers l'avenir. Qu'ils marchent ensemble. Il n'est pas vrai d'ailleurs que, dans les armées alliées, il y ait plusieurs drapeaux. Drapeau français, drapeau américain, drapeau russe, drapeau anglais, drapeau italien, ce ne sont que des étendards de peuples. Le véritable drapeau, c'est le drapeau de l'humanité, tellement haut qu'il est aperçu de tous les hommes de la terre, tellement rayonnant que tous les hommes de la terre désirent voir tomber de ses plis les promesses de liberté, d'égalité, de justice qu'il contient et qu'il annonce. C'est sous ce drapeau de la liberté,

sous ce drapeau humain, que vont combattre nos enfants. Je les salue d'avance dans l'œuvre libératrice ; je m'incline d'avance devant leur vaillance future, comme, avec une ferveur pieuse, devant tous les soldats alliés qui, jusqu'ici, ont résisté à l'avalanche et sont tombés pour la plus sainte des causes.

Et maintenant que nous avons échangé les paroles graves qui vont des lèvres au cœur, maintenant que j'ai essayé de faire surgir du mien tout ce qu'il pouvait contenir de chaleureux enthousiasme, permettez-moi de terminer cette trop brève allocution, où j'ai mis toute mon âme, en buvant au premier magistrat de la République, à l'illustre Woodrow Wilson.



A l'Hôtel de Ville de New-York, le Mercredi 9 mai (à 4 heures du soir).

La Mission Française débarque à 3 heures. Il lui faut une heure pour gagner l'Hôtel de Ville, pour faire un parcours de plusieurs centaines de mètres. La ville formidable est tout entière debout, un million d'êtres débordent les trottoirs, garnissent les toits, se suspendent aux fenêtres, d'où tombe, sur la voiture qui conduit M. René Viviani et le maréchal Joffre, une pluie de fleurs, de papiers, de serpentins. Des acclamations partout s'élèvent. On ne crie pas Vive la France, on crie « France ! France ! » « Marne » « Verdun ». Jamais poussée populaire n'a été plus ardente.

Enfin la Mission arrive à l'Hôtel de Ville. Le jeune maire, M. Mitchell, et le vénérable Joseph L. Choate, ancien ambassadeur à Londres, qui l'avaient reçue, la conduisent dans une salle où un millier de notables se tiennent. Le Maire adresse à la France un ardent salut. M. Choate, d'une voix qui ne laisse pas soupçonner 88 ans, parle de notre pays, de sa vaillance, de ses sacrifices, avec une émotion suprême. C'est dans une salle qui a atteint le sommet de l'enthousiasme que M. René Viviani lui répond.

Messieurs,

Nous voici donc arrivés dans cette grande ville dont la splendeur nous avait été décrite, dont la splendeur nous attirait. Et je suis bien obligé de confesser, au nom de mes compatriotes et en mon nom, que, contrairement à ce qui se passe ordinairement dans la vie, notre espérance est dépassée par la réalité.

Tout à l'heure, M. Choate, l'homme d'Etat éminent, l'ancien ambassadeur de son pays dans les pays étrangers, dont je suis heureux de saluer la présence parmi vous, disait qu'il ne trouvait pas les mots nécessaires pour exprimer ce que l'Amérique devait à la France. Si vous, qui nous réservez un pareil accueil ne trouvez pas les paroles nécessaires, comment voulez-vous que moi, au nom de mes compatriotes, recevant cet accueil, je puisse m'élever, par la parole, et la pensée, à la hauteur même de l'acte magnifique que vous avez accompli. Nous voici donc aujourd'hui dans ce vaste palais municipal où M. le Maire Mitchell nous a reçus avec tant d'amabilité, où, au nom de la grande ville qu'il administre, il a bien voulu prononcer les paroles à

la fois gracieuses et graves qui ont en même temps touché notre cœur et notre raison. Je le remercie de nous avoir présenté la municipalité, où se trouvent ses collaborateurs, le Gouvernement devant lequel je m'incline, le doyen des généraux, le général commandant les troupes de l'Etat. Vous avez rassemblé dans ce palais municipal, non seulement les citoyens américains, les membres de la municipalité et du Gouvernement, mais les commandants d'armée, les commandants de marine, pour bien montrer qu'à l'heure présente, nous ne sommes pas seulement à la pensée, mais à l'action.

L'efficacité de votre administration magnifique, Monsieur le Maire, nous était connue avant même que nous ne pensions à visiter cette vaste cité. Nous savions tout ce que cette municipalité, qui régit sept millions d'hommes, c'est-à-dire des hommes tellement nombreux qu'il y a quelques royaumes en Europe qui ne les possèdent pas, qui administre avec tant de vigilance un budget formidable, nous savions ce qu'elle a fait pour ses travailleurs, comment elle a organisé ce vaste port, dont elle a le droit d'être fière, d'où partaient, avant la guerre, et d'où partiront demain vers la France, les bateaux ornés du drapeau tricolore, et qui iront fendre silencieusement et glorieusement les flots. Nous savions ce que vous avez fait. Et tout à l'heure, nous avons admiré, après l'avoir vue si souvent en effigie, cette statue de la Liberté qui éclaire le monde. Soyez remercié, Monsieur le Maire, et vous aussi, Mon-

sieur Choate, des paroles que vous avez prononcées. Vous avez raison. Ce n'est pas aux hommes qui sont ici que vous faites accueil. Ces paroles vont, à travers eux, à la France, et je n'ai pas besoin de dire que nous les reproduirons fidèlement, non seulement parce que ce sont des paroles gracieuses dictées par la courtoisie internationale ; nous les reproduirons parce que sont des paroles graves et fortes, pour ainsi dire taillées comme des médailles, et dont il me sera permis de rappeler quelques-unes. Vous avez eu raison de me rappeler le spectacle admirable que la France montre au monde, depuis bientôt trois ans. Vous avez eu raison de dire, Monsieur, que le sang de la France coule comme de l'eau ; oui, de toutes les plaies béantes, de toutes les blessures de nos soldats, de toutes ces plaies, s'est échappé le sang vermeil et pur de la France. Et où a-t-il coulé ? Il a inondé nos plaines, où, avant la guerre, se levaient les agriculteurs, les paysans et les travailleurs. Pourquoi cette paix a-t-elle été brisée ? Pourquoi avons-nous subi et subissons-nous encore sur notre sol la souillure de l'envahisseur ? Nous étions une nation pacifique, aussi pacifique que vous. Oh ! vous avez vu comme il est facile de rester attaché aux rêves de paix. Vous aussi, vous y étiez attachés ; vous la désiriez. Vous êtes un grand peuple, qui ne pensait qu'à l'humanité, à la justice. Nous aussi, nous étions une démocratie libre, et nous ne pensions qu'à la justice, au droit universel et à l'humanité. Mais nous avons été,

sous l'agression elle-même, obligés de nous lever. Et le plus grand hommage que vous puissiez rendre à la France, vous l'avez rendu. Comme c'est son devoir strict, elle se bat pour son territoire, pour ses richesses, pour son histoire, pour que l'envahisseur ne fasse pas un pas de plus sur son sol sacré. Mais vous aviez bien découvert sa figure sacrée à travers les orages. Elle se bat pour le monde, pour la justice, pour l'humanité tout entière, et c'est parce qu'elle se bat pour cela que le peuple américain s'est dressé pour lui apporter à la fois son concours moral et son concours matériel. Vous avez dit que la sympathie ne suffisait pas. En effet, nous la connaissons, cette sympathie précieuse dont, depuis cent quarante ans, vous avez bien voulu réjouir le cœur de la France. Nous savions bien que vous n'étiez ni des ingrats ni des oublieux ; nous savions que vous portiez dans vos cœurs, comme vous la faites porter sur la place publique, la statue, le souvenir de La Fayette ; nous savions qu'un grand peuple libre, amoureux de ses traditions et fier de son histoire s'inclinait devant le général étranger qui, dans une heure pénible où commençait son indépendance, lui a apporté la vaillance des enfants français et son génie français. Nous avons reçu, dès le début de la guerre, sous toutes les formes que votre générosité a su choisir, la marque de cette sympathie, la marque de cette tendresse fraternelle dont nos orphelins et nos blessés ont si souvent tenu, dans leurs mains, les bienfaits inestimables. Vous avez pensé

que ce n'était pas assez. Vous regardez en face la douleur et le devoir. Ah ! je comprends que, devant ce devoir douloureux, vous ayez hésité. La guerre, avec ses horreurs, ses blessures, ses risques, les foyers déserts, les femmes en deuil, les tombeaux prématurés, les berceaux où devrait vivre l'espérance et sur lesquels s'abat le malheur, la calamité, la guerre est une horrible chose. Mais qu'est-ce qu'il y aurait de plus horrible pour un peuple que de vivre sans idéal, sans indépendance ? Pas plus que nous vous n'avez voulu humilier l'honneur national devant les suggestions et les sommations insolentes de l'esprit germanique, vous n'avez pas voulu supporter les injures faites à la foi jurée. Et quand, regardant derrière vous dans ce passé de deux ans, tout ce qui a été accompli, quand vous avez vu les petits peuples opprimés, et, pour les défendre, les grands peuples comme la Russie, l'Angleterre, la France, l'Italie, se dresser afin de défendre les droits de l'homme, afin de sauver du naufrage quelque chose de l'honneur humain, vous avez senti frissonner votre conscience. Elle frissonnait déjà lorsque l'injure allemande s'est abattue sur vous.

Et alors, il n'a pas été difficile à ceux qui, d'un regard profond, avaient suivi l'évolution de l'âme américaine, de prévoir ce qui arriverait, ce qui est arrivé. L'Amérique tout entière est debout. Nous venons de visiter le Moyen Ouest ; nous venons de traverser des villes enflammées, où était déchaîné le tumulte joyeux des enfants, des femmes et des

hommes. Il nous est apparu partout, là même où l'on nous avait dit que nous ne la trouverions pas, la résolution virile de tout un peuple qui nous a entourés en nous acclamant. Nous la retrouvons ici dans ces rues de New-York, dans cette vaste cité, pareille à la mer mouvante.

Voilà donc ce qui nous attendait ici ; voilà ce que nous avons reçu, l'accueil fraternel qui a pénétré dans nos cœurs. Soyez certains que nous ne l'oublierons pas. Permettez-moi, de cette hauteur où je suis, à travers la distance qui nous sépare de la France, de faire hommage à ce pays dont nous avons l'honneur d'être les fils, de cet accueil inoubliable dont nous sommes l'objet. C'est à lui que tout est dû. C'est lui qui a tout supporté, tout souffert, tout sauf la honte, tout sauf l'humiliation, tout sauf de s'agenouiller devant celui qui avait pensé si facilement être son vainqueur. Il a lutté pour les droits de l'homme, pour la justice. Et c'est tout le peuple de France, ce n'est pas seulement l'armée, ce sont tous les citoyens français qui sont debout pour ce devoir.

Eh bien, nous allons retourner dans notre pays, apportant d'ici le réconfort moral et matériel qui fera se dresser notre âme, qui fera que notre conscience sera encore plus forte et que notre cœur battra plus fort. Nous rapporterons à notre pays le souvenir inoubliable de ces journées. Nous dirons à nos compatriotes que des millions et des millions de bouches ont proféré le nom sacré de la France, qu'ils

ne peuvent pas se douter de l'amour, de la vénération, du respect que vous avez pour la grande personne morale qui s'appelle la patrie française. Nous dirons tout cela.

Et permettez-moi, pour finir, trouvant en moi difficilement des paroles, et puis étant arrivé, après tant de discours, presque aux limites de l'effort humain, permettez-moi de vous dire que tous, là-bas, nous sommes unanimes, que l'union sacrée règne, qu'il n'y a pas de différence de castes, de religions, d'opinions. Tous ensemble, nous luttons sous le même drapeau, prêts à périr s'il le faut, mais prêts avant tout à sauver la France. Il me plaît, sur une terre amie, étroitement rattachée à la France, de remercier l'armée française des efforts héroïques qu'elle a accomplis, l'armée qui, dès le début de la guerre, a fléchi matériellement sous le choc le plus formidable que jamais les annales humaines aient pu enregistrer, qui s'est redressée pour aller au combat; tous ces jeunes enfants de vingt ans, la flamme dans les yeux, allant à la bataille, à la mort, mais y allant pour la patrie, pour l'humanité.

Et qui donc les conduisait ? qui donc, le regard sûr, la tête froide et tranquille, organisait le plan de la résistance à l'ennemi ? Je ne vous dis pas son nom ; il suffit de rappeler la Marne. En même temps, nos marins, sur les flots, de même que l'amiral de Grasse, qui accompagnait ici Rochambeau, et qui a rendu, vous le savez, à la cause de l'Indépendance, au nom de la France, les plus inestimables services,

nos marins, la nuit, le jour, debout sur leurs navires, vigilants, rapides, courageux, après avoir envoyé dans les tranchées d'Ypres les fusilliers marins, se battaient dans l'Adriatique sous les ordres de celui qui est à ma gauche, l'amiral Chocheprat.

L'armée, c'est la nation ; l'armée, c'est la démocratie en armes pour son honneur, pour son indépendance. Vous direz, vous aussi, que vous avez vu ce spectacle, d'une démocratie qui a pu s'organiser, qui n'a pas attendu l'heure du péril, qui avait son armée, ses cadres, ses chefs, et qui, grâce à tout ce qu'elle a fait, a pu résister. J'entendais avec nous, dans la rue, montrer ceux qui m'accompagnaient, qui sont vêtus d'un uniforme, en disant : « Voilà les sauveurs du monde ». Et s'il n'y avait pas eu la conscription, s'il n'y avait pas eu là les hommes répondant à l'appel de la mobilisation, que serait devenu notre pays, malgré sa flamme, malgré son courage, malgré sa vaillance ?

Voilà, citoyens qui m'entendez, la grave et grande leçon qui résulte de la guerre. Je l'avais dit déjà, je le répéterai sous une forme monotone jusqu'à ce que tout cela soit compris : tant qu'il y aura dans le monde une Germanie belliqueuse, une troupe de proie, un pays d'agression violente et sournoise, les démocraties seront en péril. Eh bien, si elles veulent sauver les trésors d'humanité qu'elles possèdent, qu'elles s'éveillent, qu'elles se lèvent, qu'elles s'arment, bien entendu avec le dessein de ne jamais faire servir l'épée qu'au service du droit.

Au déjeuner du « Merchants Association »
de New-York,
le Jeudi 10 mai (à 1 heure de l'après-midi).

Plus de six cents personnes. Tout ce que contient l'élite financière de la grande cité. M. Beck, après le Président, retrace la guerre, salue la France en des termes admirables. Toute la salle frémit. M. René Viviani salue la grande cité, le travail intense de ses enfants, remercie les industriels et les financiers de leur concours. Voici son discours.

Messieurs,

En commençant tout à l'heure son admirable allocution, M. Beck, qui a traduit vis-à-vis de la France toute l'émotion sacrée de son âme, disait que c'étaient là des heures émouvantes que nous vivions et que nous traversions ensemble. Et c'est précisément parce que ces heures sont émouvantes que je me demande où je pourrai trouver, quoique habitué aux manifestations populaires et quoique accoutumé à me trouver en face d'assemblées pareilles à celles-ci, les paroles qui, au nom de la France, traduiront la gratitude infinie que nous avons pour le peuple de New-York, depuis que nous avons eu l'honneur de descendre dans cette admirable cité.

Dénombrant les accueils successifs qui nous ont été faits, M. le Maire nous a montré, dans la rue, hier soir et ce matin, les cohortes innombrables du peuple se tournant vers nous, c'est-à-dire vers la France, et nous faisant parvenir par leurs acclamations le cri d'espérance, et, je dirai volontiers, le cri de certitude.

Et ici, il nous est réservé ensuite dans cette municipalité, centre de labeur admirable, d'où sont sortis les travaux importants dont bénéficie cette grande ville, et combien cet accueil nous a touchés. Et voici qu'aujourd'hui, dans cette vaste salle, trop petite, m'a-t-on dit, pour contenir tous les adhérents qui appartiennent à l'Association des Marchands de la Cité, vous êtes innombrables devant mes yeux, tour à tour silencieux, pour écouter nos paroles, et puis debout et frémissants, pour acclamer la France. Vous êtes les hommes d'affaires, ceux vers lesquels la France, dès le début de la guerre, s'est retournée, parce que la guerre avait pris un aspect qu'aucun cerveau humain n'avait pu prévoir. Jusque-là, les guerres qui s'étaient engagées étaient des guerres dans lesquelles les armées, apportant leurs vivres et leurs munitions, pouvaient se battre pendant quelques mois; mais nous avons pénétré dans une guerre où les semaines sont des mois, où les mois sont des années; nous avons vu tomber, sur le champ de bataille, près de nos armées, un ouragan de fer et d'acier que personne n'avait pu prévoir. Et nous nous sommes tournés vers les hommes d'affaires, ayant besoin de votre crédit, de votre travail, ayant besoin de vos projectiles, ayant besoin de vos munitions, de vos rails, de votre acier. Soyez remerciés de la générosité que vous avez adressée à la France; par la ponctualité de vos fournitures et l'assiduité de votre labeur,

vous avez permis à l'armée française d'employer les munitions que vous avez envoyées. Et soyez satisfaits d'entendre une fois de plus que, si vous avez mis toute votre compétence, et je dirai volontiers, toute votre âme, dans le travail assidu que vous avez fourni, les soldats français, en recevant vos armes, en ont fait un emploi digne, un emploi efficace. Mais nous ne nous étions pas trompés sur le caractère du peuple américain. Ce n'est pas une raison, au contraire, je puis le dire, parce que les hommes que vous êtes sont engagés dans de vastes entreprises, parce qu'ils ont pénétré dans de gigantesques affaires, pour qu'ils laissent tomber leur cœur, leur esprit et leur cerveau au mercantilisme de l'industrie et du commerce. Vous avez gardé des traditions anciennes, toujours présentes dans votre cœur, de votre admiration pour l'humanité, vous avez gardé cet idéalisme qui flotte sur votre drapeau, au-dessus même de vos affaires, et, sentant que, travaillant pour les affaires, l'humanité n'est pas absente, habitués dans vos tractations au grand maniement des hommes, et à contempler ce vaste horizon, lorsque la journée de travail est finie, vous vous donnez tout entiers, par un élan admirable, à toutes les choses saintes qui font que la vie doit être respectée et que l'humanité doit être admirée.

Et nous-mêmes, car il faut bien que, profitant de l'occasion qui lui est offerte, un Français

parlant dans un pays ami fasse tomber les lourdes légendes dont nous avons été victimes nous-mêmes, permettez-moi d'apporter, au nom de mes compagnons et en mon nom, une révélation. Ah ! la France d'avant la guerre apparaissait comme un pays de rhéteurs, comme un pays de déclamateurs, de politiciens. On allait à Paris comme dans un paradis, pour le plaisir, et il paraît que cette grande France, qui contient onze millions de travailleurs manuels, sur lesquels il y a sept millions de paysans, n'était pas une France laborieuse, attachée à son travail quotidien ; il paraît que, sous les lourdes calomnies allemandes, avait été effacé, pour ainsi dire, ce qui fait la gloire de notre France, les vertus du travail quotidien, l'assiduité à la tâche, la vertu de l'épargne, toutes ces grandes qualités que nous ont transmises nos ancêtres. Eh bien, dans cette guerre, qui a pris soudain un aspect industriel où ce n'est pas seulement la vaillance des enfants de la France, mais aussi la compétence des officiers, des chefs d'industrie, qui doivent être mêlées, dans ce pays de France, nous avons vu se dresser devant nos yeux, pour faire face à la tâche immense que le destin nous avait dévolue, des ouvriers, qui ont pénétré dans nos usines et qui font les munitions, des chefs d'industrie et des ingénieurs qui les dirigent, toute l'ingéniosité, tout le génie français, dans sa clarté, dans sa facilité, dans sa faculté d'assimilation ; tout le génie français s'est dressé. Et c'est

grâce à l'industrie française, aidée par l'industrie américaine, que nous avons pu produire ces projectiles par millions, ces aciers, ces rails, tout ce qui était indispensable pour que, sur le champ de bataille, nous économisions le sang de nos enfants, et pour faire pénétrer la mitraille dans les tranchées allemandes, avant de lancer à l'avant l'héroïsme français.

Tout à l'heure, cet illustre homme d'Etat, M. Choate, à qui vous avez eu raison d'adresser des acclamations auxquelles nous nous sommes joints, de cette parole encore virile, tellement virile qu'on ne dirait pas vraiment qu'il supporte encore sur ses épaules les responsabilités de plus de trois quarts de siècle M. Choate disait que le drapeau américain et le drapeau français pourraient flotter ensemble; et la même idée était exprimée par votre président, qui disait qu'à la même brise, on verrait s'associer et se marier les mêmes couleurs, les étoiles américaines et le drapeau tricolore.

Mais voilà que la prédiction s'est réalisée. Les journaux de ce matin nous apprennent qu'hier même, dans Paris, une cérémonie populaire, à laquelle, de toute son âme, le peuple de Paris frémissant s'est donné, a montré les ambulances américaines, sous l'égide du drapeau américain, traversant les grandes rues de la capitale, acclamées, ai-je besoin de le dire, par le cœur de la France tout entière, représenté par Paris.

Et je dis que c'est en attendant mieux. Ce n'est pas seulement dans les rues d'une capitale, joyeuse dans sa tristesse à la pensée que la libre Amérique vient enfin à son côté, ce n'est pas seulement dans les rues de New-York, de Paris, que le drapeau américain et que le drapeau français doivent flotter; là, ils flottent dans l'allégresse virile, dans la joie civique; ils captent les regards des citoyens; mais ce n'est là qu'un augure; ce n'est là qu'une promesse; ce n'est là qu'un enseignement. Là-bas, plus loin de Paris, sur ce front où tombe la mitraille allemande, dans ces tranchées où les soldats français et anglais ont touché, par leur héroïsme, la grandeur humaine, dans ces tranchées, le drapeau américain qui déjà flotte sur l'escadrille La Fayette à côté du drapeau anglais, du drapeau français, ira également se montrer. Ah ! quand il reviendra, il ne sera plus pareil au drapeau que vous apercevez, drapeau tranquille et pacifique qui rayonne devant nos yeux. Je vous en préviens; il sera déchiré par la mitraille, troué par les balles; il portera dans ses plis, à côté des étoiles, toute la trace de l'héroïsme de vos enfants.

Et vous irez vers nous, comme l'exprimait magnifiquement M. Beck, dans ce langage qui est à la fois d'un écrivain, d'un littérateur et d'un philosophe, vous irez vers nous poussés par les causes profondes qu'il a analysées. L'entrée en guerre de l'Amérique, nous n'en avons jamais douté, même aux heures où des prophètes de

scepticisme et de malheur nous disaient que l'Amérique était neutre et penchait définitivement vers la paix. Jamais, nous n'avons cru cela; jamais, nous n'avons cru les calomnies dont on a essayé de vous avilir. Pourquoi vous êtes entrés dans la guerre, M. Beck l'a dit, et j'aime mieux laisser à un Américain autorisé l'autorité des paroles qui ont été prononcées. Ce n'est pas pour écarter les sous-marins qui venaient gêner vos grands navires, ce n'est pas seulement, quoique cela fût une cause suffisante, pour les morts du *Lusitania*, pour les Américains et les Américaines, pour les enfants innocents précipités dans l'étendue glacée et que vous ne reverrez plus. Ce qui fait votre honneur, ce qui fait l'honneur d'un peuple libre, c'est que vous n'avez pas eu seulement sur les lèvres les revendications nationales, mais que vous avez eu aussi les revendications humaines. Ce n'est pas pour le droit américain seulement, c'est pour le droit humain affranchi, c'est pour la liberté, c'est pour la démocratie que vous vous êtes levés; c'est pour défendre ces grands principes. Et que M. Choate soit tranquille. Nous sommes d'accord, et, si nos langages ne sont pas semblables, nos cœurs sont semblables. Il disait : « Pressez-vous; pourquoi perdez-vous tant de temps? » Nous ne disons pas cela; nous savons ce que c'est qu'une guerre pour en avoir été meurtris; nous savons combien doit être intense la préparation, et qu'aucun préparatif ne doit être négligé. Et il disait

encore : « Nous n'accepterons jamais les conditions de paix de l'Allemagne. » Nous n'accepterons jamais en effet les conditions de paix de l'Allemagne. Venues d'un pays pareil, qui s'est habitué à considérer le monde comme son serf, qui s'est imaginé que, de sa lourde botte, il pourrait piétiner le cœur, la conscience et l'âme de l'humanité, venues de lui, des conditions de paix ne seraient pas acceptables, parce qu'elles humilieraient la raison, la conscience humaine. Nous ne voulons pas la paix tant qu'on ne nous aura pas restitué, parce que c'est notre bien, l'Alsace et la Lorraine. Et nous ne sommes pas des combattants égoïstes luttant uniquement pour faire triompher dans cette guerre, que nous n'avons pas cherchée, les revendications nationales. La France, j'imagine, n'a pas habitué le monde au spectacle de l'égoïsme ; ce noble peuple, vers lequel montent vos acclamations, et que vous avez le droit et le devoir de vénérer, car, laissez-le dire à un Français sans le taxer d'orgueil, je ne crois pas qu'il y ait un peuple plus libre, qui tienne dans son cœur une émotion plus sacrée, ce peuple-là n'est pas égoïste ; il a jeté les enfants de la France partout où il fallait combattre pour la liberté ; il a affranchi le monde européen avec les idées de la Révolution Française ; il a envoyé l'étendard français resplendir sur tous les champs de bataille où l'on pouvait lutter pour l'humanité, et son désir, d'accord avec les Alliés, c'est de

trouver les garanties nécessaires pour empêcher le retour de pareils crimes.

Vous êtes des hommes d'affaires; vous avez le respect des contrats, et vous savez bien que, lorsqu'une discussion est créée, c'est à des arbitres, à des juges, à une cour souveraine, que vous devez demander justice; ce n'est pas à la force brutale. Eh bien, ce qui existe entre les particuliers, entre les citoyens du monde civilisé, pourquoi donc cela n'existerait-il pas entre les nations? Au début de la guerre, nous l'avions proposé; nous, nous avons demandé un arbitrage, des enquêtes contradictoires, afin de faire apparaître véritablement ce qui devait apparaître. Nous n'avons pas voulu pénétrer dans cette guerre sans épuiser les recours à la justice et à la raison humaine. La brutalité nous a écartés du champ de la discussion. Ah, comme on le disait tout à l'heure, on croyait que l'heure était venue. A quoi sert de discuter quand on est le maître? A quoi sert de débattre quand on est le tyran? A quoi servent la raison et la science quand on tient dans une main une lourde épée, dans l'autre une torche incendiaire pour brûler les villes et les villages? A quoi cela sert-il? La raison, la conscience, le cœur, cela n'existe pas : la force et rien que la force. Eh bien, nous aussi nous avons eu la force; nous avons pris dans notre main l'épée glorieuse de la France. Et seuls ou presque seuls, au début de la guerre, nous nous sommes redressés, nous avons regagné le terrain conquis, et nous avons

donné à tous les alliés de la France le temps de s'émouvoir à la fin devant ce grand drame humain, de se dresser, de se lever à nos côtés, et de venir également élever leur étendard à côté du nôtre.

Les voilà tous rassemblés les soldats d'un peuple libre; voilà tous les hommes libres debout pour la liberté et la démocratie. Eh bien, nous irons, tant qu'il durera, jusqu'au fond du combat, jusqu'à la fin du conflit. Nous empêcherons que le militarisme prussien règne encore sur le monde. Nous sauverons les générations futures, auxquelles, par notre sang et nos douleurs, nous transmettrons un héritage sacré, et qu'elles sauront recueillir. Nous sauverons les générations futures du drame épouvantable que nous traversons. Dans ces moments de combat et de sacrifice, qu'une vaste espérance fasse frissonner nos cœurs! Demain, ce ne sera pas seulement la victoire matérielle, mais morale. Ce sera, si vous le voulez, si nous le voulons, la paix définitive et, sur toute l'étendue de la planète, et parce qu'il n'existera plus une race de proie, tous les fils des hommes, tous les enfants de nos enfants, pourront enfin vivre libres, mourir satisfaits, après avoir donné à l'humanité le meilleur de leur esprit et le meilleur de leur cœur.

**A l'Université de New-York
(Columbia University),
le Jeudi 10 mai (à 4 heures).**

C'est sur l'immense place qui entoure la magnifique et solide Université que la Mission Française s'arrête. Le spectacle est féerique sous le soleil de mai. Plus de cent mille personnes entourent le monument. Sur l'estrade, où monte le président Butler, se trouve la Mission Anglaise et la Mission Française. Le président remet le titre et les insignes de Docteur à M. René Viviani et au maréchal Joffre, au milieu des acclamations. M. René Viviani répond au président de l'Université dans les termes suivants.

Mesdames, Messieurs,

M. le Président de l'Université vous a prévenus que je ne pourrais vous adresser que quelques mots. Vous l'aviez déjà compris, car, sous ce ciel, au milieu de cette immense assistance, il est impossible à un orateur de dégager toute sa pensée. Mais je manquerais de gratitude si je ne profitais de l'occasion qui m'est offerte pour remercier M. le Président de l'Université, que j'ai déjà eu l'honneur, il y a quelques années de voir à Paris, pour remercier à travers lui tous ces professeurs illustres dont le nom est connu et cher à la France, et ces inoubliables étudiants qui viennent, dans cette illustre Université, prendre, de la parole des maîtres, les leçons de la vérité.

Plus d'un lien rattache la France à l'Amérique. Je puis dire que, parmi ces liens, le lien universitaire est le plus fort. Quelle que soit en effet la manière

dont l'enseignement est distribué, les universités américaines et les universités françaises sont d'accord pour reconnaître que l'université doit distribuer à la fois l'instruction qui donne l'élévation intellectuelle et l'éducation qui donne l'élévation morale.

Vous avez tous compris, Messieurs qui m'entendez, qu'il ne suffit pas d'enseigner la vérité scientifique, la beauté littéraire, la grandeur philosophique, que cela n'est rien, que vous ne formeriez ainsi que des hommes d'intelligence et de talent, que ce qu'il faut faire avant tout, pour que la patrie soit grande et forte, ce sont des hommes de conscience et de caractère. Et nous l'avons bien senti nous-mêmes aux heures tragiques, lorsque nous avons vu se lever tous les enfants de France, ceux qui s'étaient approchés des beautés de l'enseignement secondaire, et ceux qui, gravissant un échelon de plus, étaient montés jusqu'à l'enseignement supérieur. Tous ensemble, fils du peuple, ou bien professeurs de la veille ou du lendemain, se sont dressés sous le drapeau français pour lutter contre l'envahisseur. Et vous-même, Monsieur le Président, vous-mêmes, Messieurs, vous avez compris qu'aux heures tragiques que nous traversons en commun, il fallait faire de cette Université le centre du patriotisme. Vous avez établi ici un hôpital ; vous avez élevé des jeunes hommes afin qu'ils deviennent demain les officiers capables de conduire votre armée. Et

ensuite, vous avez montré ce dont, au point de vue civique, vous étiez capables.

Mais ce n'est pas devant un homme comme M. Butler, ce n'est pas devant des hommes comme vous qu'il m'appartient, à moi Français, de dire quelle est l'obligation morale qui, à mon sens, s'impose à vous. Où pourriez-vous demain mieux envoyer vos étudiants, si ce n'est sur cette terre de France, au lieu de les envoyer sur cette terre d'Allemagne, dont vous avez vu quelle était l'attitude? Que sont devenus les hommes qui ont reçu la culture allemande? Que sont devenus les hommes qui ont reçu l'enseignement des maîtres allemands? Qu'est-ce que la culture leur a révélé? Elle leur a révélé que le plus humble devait être opprimé par le plus fort, qu'il n'y avait pas de raison dans l'humanité qui ne dût s'incliner devant la raison allemande. Et c'est au nom de la culture qu'on a vu un chancelier d'Allemagne déclarer que les traités internationaux, ceux qui avaient reçu la signature de l'Etat de Prusse, devaient être déchirés comme des chiffons de papier.

Venez chez un peuple libre, où vous trouverez les héritiers des grands savants, des grands littérateurs, et des grands poètes qui sont l'honneur de la France. Venez visiter un peuple libre où vous trouverez dans la littérature, dans la poésie, dans la science, des maîtres qui sont les émules des vôtres et pourront compléter l'instruction de vos enfants.

Demain, lorsque, par nos efforts communs, nous aurons obtenu la victoire commune, nous nous engagerons, n'est-ce pas, Monsieur le Président, à échanger nos enfants, à faire visiter l'Amérique par nos étudiants, la France par les vôtres. Et laissez-moi vous dire en terminant que, quant à moi, revenu en France, je serai l'un des artisans les plus convaincus de cette grande œuvre de pénétration commune. Je n'oublierai jamais qu'ici, devant la statue de l'*Alma Mater*, ce grand phare éternel qui forme les cerveaux et les consciences, j'ai reçu le titre de docteur en droit qui restera l'honneur de ma vie, et auquel s'attache un souvenir qui ne périra qu'avec moi-même.

A la Bar Association
(Association des Avocats de New-York)
le Vendredi 11 mai (à midi).

M. René Viviani a été invité par le barreau de New-York à un immense banquet, en sa qualité d'avocat à la Cour de Paris. Plus de quinze cents de ses confrères sont présents. Il s'assied entre M. Wickersham et M. Hughes, ancien candidat à la présidence de la République. MM. Wickersham et Hughes prennent la parole en termes émus. Après eux se lève M. Gùthrie, qui est à la tête des organisations pour les orphelins. Le dernier, M. René Viviani, au nom de tous les avocats de France, remercie. Voici son discours.

Mes chers Confrères,

Comme le rappelait tout à l'heure votre Président, M. Wickersham, nous avons été reçus, depuis que nous sommes descendus sur le sol américain, par les Gouverneurs d'Etats, par les Maires des plus grandes villes; nous avons eu d'eux l'accueil le plus cordial, sans compter l'accueil que, dans les rues des grandes cités, nous avons recueilli, venant de la population tout entière. Et je dois dire que, si grande que soit la joie orgueilleuse qui déborde de mon cœur, elle n'aurait pas été complète si je n'avais pu accepter, enserré que je suis par les circonstances, l'aimable et gracieuse invitation qu'à Washington même vous m'aviez fait porter.

Il me semble que quelque chose aurait manqué à ma vie et à ma carrière si, passant dans cette grande ville de New-York, où près de six mille

de mes confrères travaillent et sont l'honneur du barreau des Etats-Unis, je n'avais pas pu être admis à l'honneur de les voir, d'entendre leurs représentants autorisés, de serrer leurs mains loyales. Et tout à l'heure, votre président, en énumérant les titres auxquels je dois l'honneur inoubliable d'être aujourd'hui votre hôte, avait bien soin de rappeler, et je suis d'accord avec lui, le titre qui est supérieur. Oui, certes, depuis vingt-cinq ans, j'ai traversé la politique. Et ce n'est pas moi qui porterai sur elle un jugement dédaigneux, car j'ai reçu, jeune encore, de la démocratie, toutes les faveurs et tous les sourires. Oui, certes, ce n'est pas moi qui pourrai oublier que, depuis bientôt vingt-cinq années, j'ai l'honneur d'être un de ses élus, et que, depuis plus de dix ans, j'ai l'honneur d'être admis dans les conseils du Gouvernement. Je n'oublierai aucune des étapes que j'ai traversées, soit comme Ministre du Travail, soit comme Ministre de l'Instruction Publique, soit comme président du Conseil et comme Ministre des Affaires étrangères, ou comme Ministre de la Justice. Et laissez-moi vous dire ce que, si souvent, j'ai répété à mes compatriotes français : le titre auquel je tiens le plus, qui fait davantage vibrer mon cœur, qui davantage attire mon esprit, c'est votre titre, c'est le mien, c'est le titre d'avocat du Barreau parisien. C'est à lui que je dois ce que vous devez au vôtre, avocats

du Barreau de New-York, l'indépendance fière et solide qui permet d'asseoir une vie tranquille au milieu des orages. C'est à lui que je dois ce que vous devez à votre profession, l'honneur d'apporter devant la magistrature et devant la justice les doléances, les revendications des plaideurs. Oh ! je sais bien de combien de détracteurs, peut-être en Amérique, en tout cas en France, notre profession est entourée. Et cependant je tiens qu'il n'en est pas de plus fière et de plus noble. Nous ne sommes pas seulement des juristes, ayant étudié les lois dans les textes, et nous livrant au jeu abstrait de la logique le jour où nous sommes admis à l'audience devant les magistrats. Quelle plus grande et plus noble mission que la nôtre ! Nous recevons les êtres souffrants qui apportent chez nous, dans notre cabinet, à l'avocat transformé en confident et en confesseur, les sentiments et les intérêts. Nous essayons, dans les jours et les nuits de travail, de nous mettre à la hauteur de notre mission. Et, tandis que les magistrats délibèrent, le souci habite nos cerveaux, l'angoisse habite notre cœur. Nous nous demandons toujours si nous avons été à la hauteur de notre mission ; et ce n'est pas seulement une mission qui consiste à défendre l'homme. Combien de fois, dans notre carrière, n'avons-nous pas été aux prises avec des dangers plus graves ! Ce qui fait la noblesse de notre mission, c'est que, lorsque

nous avons embrassé une cause, que nous avons trouvé une cause juste, nous la défendons contre l'ignorance de la foule, contre la passion du peuple, contre la tyrannie des puissants. L'avocat est le premier homme, au-dessus de tous, autour de tous, capable de faire entendre, même au-dessus des clameurs de la foule, la parole de justice et de vérité. Et ce n'est pas seulement une mission particulière. Nous ne sommes pas seulement des professionnels attachés à notre cabinet, dans notre domicile. J'ose dire, sans manquer de respect aux magistrats illustres qui sont assis en face de moi, et que je remercie de leur présence, qui est un honneur pour le barreau de New-York et le barreau parisien, j'ose dire que la magistrature elle-même, quelle que soit sa science, quelle que soit sa compétence, quelle que soit la conscience avec laquelle elle étudie les affaires, ne pourrait pas accomplir sa haute mission, si, à côté d'elle, nous n'en accomplissions une autre.

Qu'est-ce qui fait le courage du magistrat? Qu'est-ce qui constitue son indépendance? Qu'est-ce qui fait qu'après la délibération, il croit garder en lui la sérénité du juge, lorsqu'il a prononcé la sentence? C'est qu'il a entendu les avocats; c'est que tel ou tel avocat a apporté la vérité aux pieds de la justice; c'est qu'il n'a pas le droit de penser au delà de ce que les avocats lui ont dit,

et qu'après tout, si l'avocat n'a pas été à la hauteur de sa mission, ce n'est pas sur le juge que retombe la responsabilité; — de sorte qu'à la mission sociale du juge, qui dit la loi, s'ajoute la mission sociale de l'avocat, qui permet au juge, à travers les sinuosités d'un conflit, à travers toutes les difficultés d'un procès, à travers l'analyse méticuleuse de toutes les causes, quand vient une affaire, d'apercevoir la vérité.

Voilà ce qui fait la grandeur de notre rôle, et ce qui vous explique, avocats de New-York, que, si souvent, la démocratie française a fait appel à tous les barreaux de France pour leur demander leur concours dans les conseils de la démocratie, à la Chambre, au Sénat ou dans les conseils du gouvernement. Nous y apportons là, en dépouillant, comme on disait tout à l'heure, notre dossier, qui n'est plus un dossier particulier, mais le dossier de la France tout entière, nous y apportons nos qualités, notre amour de la vérité, notre amour de la justice, la patiente interprétation des textes, et le désir de verser dans les consciences qui nous entourent ce que nous-mêmes nous avons pu apprendre.

Eh bien, qu'il me soit permis de vous remercier de votre présence dans cette salle, de cette immense affluence qui m'écoute, et à laquelle je puis dire que jamais, plus qu'aujourd'hui, je n'ai tant regretté de ne pas parler sa belle langue, pour

faire comprendre avec la clarté et la précision que cette langue comporte, tous les sentiments qui sont dans mon cœur.

Laissez-moi vous dire que ce sera un des honneurs inoubliables de ma vie d'avoir pu être accueilli par vous. Et laissez-moi ajouter que je ne sortirai pas d'ici chargé d'un orgueil exagéré ou d'une immodestie trop lourde. Oui, certes, c'est à moi que l'occasion qui vous est offerte vous permet d'apporter vos éloges, mais ce n'est pas pour moi que je les reçois, c'est pour cette grande famille judiciaire à laquelle j'appartiens depuis trente ans, pour le barreau parisien. Et, du haut de cette tribune, il ne m'est pas défendu de me retourner vers mon passé, d'apercevoir dans le lointain, quand j'étais jeune encore, ces étapes difficiles de ma difficile carrière, cette amertume que, jeune avocat, dans des heures de découragement, vous avez connue comme nous, lorsque, malgré le talent, malgré le travail, malgré l'effort quotidien, il semble que la réputation se refuse et qu'on se demande si l'on sera à la hauteur de sa vie. Laissez-moi me retourner vers cette difficile carrière où j'ai été accompagné, encouragé par tous mes maîtres, dont quelques-uns sont aujourd'hui disparus, et dont je salue la mémoire. Et laissez-moi me retourner du côté de M. Güthrie, qui a bien voulu tout à l'heure rendre hommage à ce barreau parisien auquel j'appartiens. Ah!

oui, ce Barreau parisien et tous ces barreaux de France, ils étaient peuplés de jeunes hommes qui livraient leur cœur à l'avenir; devant eux se prolongeait une carrière immense; il leur suffisait de travailler paisiblement dans leur cabinet de travail, pour aboutir à la fortune, à la fortune immense ou modeste, en tout cas pour faire honneur à leur propre vie. Ils étaient là tranquilles, au mois de juillet 1914, et l'été, avec ses clartés lumineuses, après une année de travail, les sollicitait et les attirait vers les vacances; et puis, le coup du tocsin s'est fait entendre. Le premier coup de canon a retenti. L'heure tragique s'est levée dans notre histoire. L'horizon, obscurci soudainement, a été traversé par les éclairs de la lutte tragique. Et tous ces jeunes hommes, dépouillant la robe de l'avocat, saisissant les armes du combat, sont allés rejoindre le drapeau, sont allés rejoindre leurs régiments. Et tout à l'heure, mon cher confrère, vous aviez raison de rendre hommage, non seulement aux avocats, mais à tous ces hommes de professions libérales qui, en France, ont rejoint le drapeau, avec les paysans, avec les ouvriers. Oui, c'est un admirable exemple d'unité nationale et d'union sacrée que la France glorieuse a offert au monde. Pas un homme, quel que soit son vêtement, qu'il ait le bourgeron de l'ouvrier ou la blouse du paysan, qu'il ait la robe du magistrat ou de l'avocat, qu'il fût riche ou

pauvre, n'a déserté son devoir. Et à la même heure, au même jour, tous, abaissant leur front au niveau de la tranchée sanglante, tous ensemble, formant l'armée démocratique, la grande armée des citoyens, tous ensemble sont allés représenter la France devant l'ennemi. Mais, que dis-je ? Ce n'est pas vrai. Je rétrécis leur rôle. Je diminue leur mission. Ils n'ont pas fait que représenter la France. Ils sentaient qu'ils étaient rivés à notre histoire nationale par plus d'un lien. Les soldats de 1914, certes, étaient les soldats de 1914. Ils défendaient le territoire, le pays envahi. Oui, certes, ils faisaient cela. Mais croyez-vous que le sentiment du péril, croyez-vous que l'ordre donné par des chefs à des soldats, sont suffisants pour enfanter un tel héroïsme ? Ce qui fait que l'armée s'est dressée, c'est qu'elle était une armée de soldats, mais aussi de citoyens ; c'est qu'en se retournant vers son passé, elle apercevait tout un passé de gloire ; c'est qu'elle ne voulait pas être indigne des grands aïeux qui ont souffert et combattu sur le sol français, et, pour tout dire d'un mot, cette armée nationale savait qu'elle défendait des principes de justice et d'humanité, auxquels, tout à l'heure, vous rendiez un si juste hommage. Et voilà ce que, dans les villes que j'ai parcourues, si faible que soit ma voix, au milieu des auditoires immenses qu'il m'a été permis véritablement de contempler devant moi, voilà ce

que j'ai dit. C'est tout le cri de mon cœur que j'ai apporté. Vous aviez raison, mon cher confrère, mon illustre confrère, illustre juge de la Cour Suprême, vous aviez raison de me dire que j'avais parlé directement au cœur de l'Amérique. Et croyez-vous que je ne m'en sois pas aperçu? Vous imaginez-vous que je n'ai pas senti que mes paroles pénétraient les âmes de ceux qui m'entendaient? Est-ce que vous vous imaginez qu'un orateur qui, je vous le demande, étant de la profession, pourrait parler, pourrait être transporté par cela seul et par sa propre pensée, s'il ne sentait pas autour de lui vibrer les consciences et les cœurs? Oui, c'est parce que j'ai senti chez vous un cœur pareil au mien, parce que mon impression a correspondu à la vôtre, parce que mon émotion a été à la hauteur de la vôtre, parce que la vôtre a été à la hauteur de la mienné, que nous nous sommes bien compris, et qu'à travers les langages différents qui sont le vêtement de l'âme, nous avons aperçu l'âme unique, pareille à elle-même, semblable à la fois en France et en Amérique.

Votre attitude de ce jour, pareille à l'attitude que j'ai déjà contemplée, a été soulignée par M. Hughes. Il l'a dit, et je répète sa parole; ce n'est pas un salut abstrait que la Mission Française a apporté à l'Amérique. Non, nous ne sommes pas venus ici pour échanger simplement les propos de l'amitié internationale; nous ne sommes pas

venus ici uniquement pour serrer vos mains ; nous ne sommes pas venus ici pour vous saluer, pour nous enivrer des acclamations fantastiques qui s'élèvent de vos rues. Nous sommes venus ici pour pénétrer vos âmes, pour pénétrer vos cœurs. Oui, je le dis, nous sommes venus ici pour vous faire apparaître par nous la grande âme de la France blessée, de la France souffrante, de la France éternelle.

Vous nous avez rendu tous, orateurs qui m'avez précédé à cette tribune, un trop grand et trop juste éloge, pour que, sans orgueil, je puisse essayer de dépasser la hauteur de cet éloge. Vous avez montré les Français isolés au début de la guerre, couchés dans des tranchées fangeuses et sanglantes, luttant par le jour, la nuit, à toute heure, non seulement pour eux, mais pour l'humanité. Vous avez considéré l'armée française comme l'avant-garde de toutes les armées d'hommes libres. Eh bien ! oui, cela est vrai. Depuis trois ans, nous nous battons pour la liberté ; nous tenons dans les airs et sous la mitraille le drapeau de la démocratie universelle. Que se lèvent enfin les hommes libres pour venir à nos côtés ! Que nous ne soyions pas seuls pour l'honneur de l'humanité dans ce combat ! Venez à nous, frères américains, dont le cœur est rivé au nôtre, depuis que La Fayette, avec les soldats français, a pénétré sur votre sol et apporté le concours de

ses armes à l'indépendance américaine ! Ce n'est pas pour la France, ce n'est pas pour vous, ce n'est pas pour l'Angleterre, ce n'est pas pour la Russie. Non, ce n'est pas pour les peuples, c'est pour la terre entière, c'est pour l'humanité entière.

Et, en effet, tout à l'heure, M. Hughes disait qu'il ne pouvait pas avoir la conception d'une terre où le droit international n'existerait plus. En effet, ce serait une terre pareille à une forêt, dans laquelle il n'y aurait ni lois, ni juges, et où celui qui pénétrerait pourrait être assassiné à chaque tournant. Et moi, je vous dis : A quoi servent vos études pacifiques et les miennes, à quoi nous sert-il d'ouvrir les dossiers de nos clients, à quoi nous sert-il d'ouvrir les codes, pour en faire surgir l'application à des conflits particuliers ? A quoi servira-t-il de plaider devant les juges des causes particulières, si la grande cause de l'humanité n'est pas gagnée par nos bras ?

Fermons donc nos dossiers. Détournons-nous de l'étude de ce droit privé, tant que le droit humain n'aura pas obtenu la satisfaction à laquelle il a droit. Et, puisque c'est l'histoire du monde qui le veut, qu'aucun progrès ne peut naître qui ne soit enfanté par la douleur, puisque le droit humain et éternel ne pourra être debout qu'après que des hécatombes immenses auront été abattues auprès de lui, d'abord, envoyons notre hommage pieux à ceux qui sont tombés pour la cause sainte,

et formons en nous un cœur de fer, un cœur inaccessible à la crainte et à la douleur; continuons notre chemin jusqu'au bout, jusqu'à la fin de la guerre, jusqu'à la victoire du droit et de la démocratie.

Au Banquet d'adieu de New-York
(au Waldorf-Astoria),
le Vendredi 11 mai (à 10 heures du soir).

Quand M. Balfour, ministre des Affaires Etrangères de la Grande-Bretagne et M. René Viviani, tous deux chefs des Missions britannique et française, pénètrent dans l'immense salle, les deux mille assistants se lèvent. Au-dessus d'eux, l'élite de la société féminine acclame les deux représentants des pays amis. Le banquet est fort animé. Le maire Mitchell, qui préside, présente les chefs des Missions et affirme sa volonté de vaincre. Après lui le vénéré Joseph H. Choate s'adresse aux Etats-Unis, leur montre le devoir et avec une éloquence prenante précise les grandes obligations de la démocratie. Puis M. Balfour se lève pour parler au nom de l'Angleterre. M. René Viviani, le dernier, porte la parole au nom de la France — rapidement — car il doit partir de suite pour le Canada — où il est attendu le lendemain matin. Il prononce le discours ci-après.

Mesdames, Messieurs,

Au moment où mes compagnons et moi, nous nous apprêtons à quitter officiellement New-York, je voudrais trouver en moi les accents nécessaires et une voix qui pût dominer à la fois et vos clameurs et vos fanfares, pour remercier dignement ce grand peuple formidable, dans cette vaste cité. Et, comme si ce n'était pas assez de ces acclamations populaires qui sont montées vers nous pour aller plus haut que nous, c'est-à-dire vers la France, voici que, comme suprême adieu, vous nous avez réservé, Monsieur le Maire, cette assistance nombreuse, tout ce peuple d'élite rassemblé dans cette vaste salle, au-dessus de laquelle s'entre-croissent, si j'éleve les regards, à la fois les feux de la lumière, de la jeunesse et de la beauté.

Et, ne pouvant pas trouver un mot pour répondre à tant d'attentions il ne me reste, Monsieur le Maire,

qu'à me pencher vers vous, à vous remercier, à remercier à travers vous la population de New-York et à la féliciter d'avoir à la tête de la municipalité cet homme qui, sur un front juvénile, porte les traces d'une maturité profonde, et à qui il faut une force considérable, alliée à la douceur, pour pouvoir administrer une ville aussi grande et pouvoir faire face à d'aussi difficiles travaux.

Et si je le pouvais, si j'avais le temps, si le train, pour ainsi dire, ne sifflait pas à votre porte, je voudrais, comme on cueille des fleurs pour composer un bouquet, cueillir les impressions que mes compagnons et moi, nous avons rassemblées au cours de ce voyage triomphal que nous venons de faire. L'Amérique, autrefois, pour moi, était sinon par la pensée, du moins par les faits, un pays économique, et dès que, de Washington, la grande capitale politique où siègent les pouvoirs publics, où nous avons eu l'honneur d'être reçus par votre illustre président, M. Wilson, dès que, de Washington nous sommes partis, nous avons pour ainsi dire senti sa personnalité prestigieuse, à la fois invisible et présente, qui conduisait notre voyage; en même temps, et je leur adresse ici mes remerciements sincères, que M. Lansing et ses collaborateurs, MM. Polk, Phillips, voulaient bien partager les fatigues du chemin et être mes compagnons de route, et je puis dire, nos compagnons de triomphe.

Et qu'est-ce que nous avons vu dans cette vaste

Amérique, dont, cependant, nous n'avons parcouru qu'une partie? Nous avons vu, certes, des Américains purs, d'origine ancienne; mais, comme nous étions prévenus, nous avons retrouvé, sous nos yeux, toutes les races, confondues dans cet immense creuset. Et quel est le spectacle qui s'est offert à nos yeux? Nous avons vu bien des races, bien des fils attachés à des traditions anciennes; mais l'âme américaine est si forte et si puissante qu'elle les a pour ainsi dire, absorbés, qu'ils sont Américains de race et qu'ils ont marqué devant nous leur fidélité à l'unité nationale et à la grande patrie.

Et c'est devant ce peuple, qui absorbait pour ainsi dire les races et les traditions des autres peuples, c'est devant ce peuple, où les vieilles races d'Europe sont venues rajeunir leur sève et renouveler leur force, c'est devant ce peuple que nous paraissions aujourd'hui, en ces heures tragiques où nous sommes obligés ensemble d'envisager de graves problèmes, et où notre pensée ne peut pas être absente, quelle que soit la distance qui nous sépare des champs de bataille, des deuils, des douleurs et des combats qui se sont livrés sur la vieille Europe, c'est en ces heures que nous nous rencontrons; et, permettez-moi de vous le dire, ce sera pour moi l'honneur de ma vie, et comme une joie suprême d'avoir pu, ici à New-York, devant ce public américain, rencontrer mon distingué collègue du Gouvernement anglais, le fils de la noble Grande-Bretagne,

M. Balfour, assis à nos côtés, et dont, tout à l'heure, la sobre et virile parole traduisait des vérités identiques à celles que, moi aussi, je vais vous apporter.

Ah ! qu'il me soit permis de rappeler ces heures sombres, auxquelles tout à l'heure, Monsieur le Maire, vous faisiez allusion, lorsque vous remarquiez que, quand le destin marquait l'heure, j'étais président du Conseil, que le maréchal Joffre était généralissime, et que, comme vous l'avez bien dit, il pouvait compter sur moi comme je pouvais compter sur lui. A cette heure, l'Allemagne impériale était en face de nous, et, à la date du 3 août, avec la Russie, avec cette Russie rajeunie dont, je suis sûr, lorsque la grande tempête révolutionnaire sera apaisée, lorsque le remous de la tempête lui-même s'apaisera, que le Gouvernement et le peuple devront lutter pour l'indépendance intérieure et pour la liberté du monde. Avec la Russie, seule la France était debout. Et moi, je ne doutais pas de l'Angleterre. Oui, à la date du 3 août, si j'avais rencontré devant moi un Anglais qui m'eût dit qu'il ne marchait pas, je lui aurais dit qu'il ne le savait pas, et que cela était impossible. Et, en effet, les heures se sont écoulées, et lorsque l'Allemagne déchirant les traités internationaux pour aller plus vite, pour frapper la France au cœur, a envahi cette Belgique héroïque qui, avec son roi chevaleresque, s'est précipitée au-devant de lui, l'Angleterre tout entière, notre inébranlable alliée, s'est levée à

l'heure du destin. Elle avait mis sa signature avec la nôtre au bas d'un traité; elle a déclaré que l'honneur national devrait être foulé aux pieds, si le sang de ses enfants ne coulait pas pour le respect de sa signature. Elle a déclaré qu'il n'y avait pas deux morales, la morale de l'honnête homme dans les affaires particulières et qui ne serait pas conforme à la morale d'une nation, rassemblant ses citoyens; elle a déclaré que la Grande-Bretagne, ayant signé, elle périrait plutôt que son honneur ne fût souillé. Et elle s'est levée, elle s'est dressée, et, tout de suite, après avoir massé et mobilisé sa flotte puissante, elle a envoyé, ayant été — M. Balfour le rappelait tout à l'heure, par une faute que les démocraties ont trop souvent commise — éloignée de la conscription militaire, elle a envoyé, avec le maréchal French, qui prenait les instructions du général Joffre, les 80.000 soldats qu'elle avait à sa disposition. Elle a envoyé ce qu'elle a pu. A cette heure-là, le kaiser disait devant ces 80.000 soldats anglais qui, sur la Marne, se sont battus avec nous : « La méprisable armée du maréchal French ». La méprisable armée ! elle a passé à 200.000 hommes, puis à 800.000, puis à 1.000.000, puis à 1.800.000. De son sol, en frappant du pied la terre, l'Angleterre a fait surgir les combattants qui sont venus à côté des nôtres et ont occupé de grandes parties de notre front. Et le général Joffre, qui n'a pas commandé directement aux troupes

anglaises, mais qui a fourni ses directions militaires, d'abord au maréchal French, ensuite au général sir Douglas Haig, qui commande en ce moment-ci en chef l'armée anglaise, pourrait vous dire quels soldats valeureux, quels hommes héroïques, sont venus à nos côtés avec cette énergie tranquille, cette ténacité froide, cet humour qui sourit jusqu'au seuil du trépas.

Eh bien, ne vous y trompez pas, Messieurs, l'organisation et la culture allemandes, c'est très beau, quand on voit cela de loin. Mais quand on se rapproche de près, on aperçoit les vices d'une pareille organisation. Savez-vous ce qui a perdu l'Allemagne, ce qui la perd ? Ce qui la condamne à la perte définitive ? Je vais vous le dire : C'est une faute de psychologie. Elle a délégué en Angleterre, en Russie, en France, des ambassadeurs médiocres, des diplomates qui se contentaient de converser dans les salons, qui ne connaissaient pas le peuple ; qui n'avaient pas connu l'histoire anglaise ; qui n'avaient pas connu l'histoire française ; elle qui s'imaginait que ces deux grands peuples étaient des peuples incapables de se défendre. Qu'est-ce qu'on disait de l'Angleterre ? On disait que c'était un pays pacifique, et qui ne sortirait pas de son île. On disait que le gouvernement de 1914 était un gouvernement pacifique, et qu'il aurait peur de combattre. Qu'est-ce qu'on disait encore ? On disait que l'Angleterre impérialiste, voulant étreindre le monde, avait des

colonies qui se révolteraient contre elle ; et déjà on escomptait la révolte de l'Irlande. Eh bien, qu'est-ce qui s'est passé ? L'Irlande est restée fidèle, et les colonies anglaises, qui devaient se révolter, se sont levées, pas pour la révolte, mais pour envoyer leurs miliciens, leurs munitions, leur sang à la Grande-Bretagne. Et qu'est-ce que cela prouve ? Cela prouve que, lorsqu'un pays est un pays d'idéal, lorsqu'il aime la liberté, lorsqu'il apporte avec lui sa liberté dans les pays où il va s'établir, il ne crée pas des esclaves, il crée des hommes qui, au jour venu du danger, se retournent, comme les colonies anglaises l'ont fait, d'un viril élan vers la mère-patrie menacée.

Et vis-à-vis de nous-mêmes, l'Allemagne a été victime de la même stupide erreur. On nous avait délégué un diplomate, M. de Schœn, un ambassadeur qui ne connaissait rien de la France, et qui s'imaginait, parce que quelquefois, il assistait à nos combats intérieurs, à nos querelles de partis, à nos divisions, à ces divisions qui sont notre honneur, car un peuple libre doit chercher l'idéal et la vérité par tous les chemins qui s'offrent à lui, qui s'imaginait qu'au jour venu de la grande bataille, nous serions incapables de nous défendre ; et on apercevait déjà la France corrompue et dissolue, s'agenouillant devant l'Allemagne impériale, et, après quelques batailles, demandant la paix. Oh, certes, en contemplant notre histoire, on nous

faisait l'honneur de croire que nous serions capables d'un élan sur le champ de bataille. Mais à quoi bon l'élan, la bravoure, la vaillance, toutes les qualités de l'homme et qui font l'honneur de l'homme? L'Allemagne était scientifiquement organisée; l'organisation industrielle et scientifique devait avoir raison de la vaillance française. Eh bien, qu'est-ce que nous avons prouvé? Nous avons montré deux qualités : une qualité à laquelle on était habitué depuis que les traditions glorieuses de la France sont connues : l'élan, l'intrépidité, le courage, le mépris de la mort sur le champ de bataille; mais il y a une qualité qu'on nous refusait, c'était l'endurance, c'était la patience, c'était le courage tranquille; c'étaient les nerfs tranquilles sous la mitraille. Eh bien, dans deux batailles, nous avons à la fois groupé ces deux qualités pour les offrir comme un hommage et comme un exemple au monde tout entier. Au mois d'août 1914, ç'a été l'élan de la troupe française accablée de fatigue par vingt jours de combat. Tout d'un coup, l'armée française comme dans un miracle, s'est retournée pour faire face à l'ennemi.

Ça, c'était la bravoure française; c'était l'élan français; ce n'était rien pour l'Allemagne; mais un jour est venu où nous avons montré l'autre qualité, celle sur laquelle on ne comptait pas. Un jour, croyant que la ville de Verdun pouvait être prise, non pas pour elle-même — ce n'était pas une vic-

toire — mais pour entrer plus avant dans la France et imposer la paix, car nos adversaires s'imaginent, nos ennemis croient qu'ils n'ont qu'à faire un geste pour déchaîner la paix sur le monde comme ils ont déchaîné la guerre, eh bien ! des armées allemandes se sont accumulées en face de l'armée française ; l'armée française n'a pas pu marcher à l'avant ; mais qu'est-ce qu'ont dit les généraux ? « Mes enfants, vous ne reculerez pas ; quand vous reculerez d'un mètre, faites payer cher ce mètre à l'ennemi. » Et, pendant des jours et des nuits, sous la mitraille, sous les obus qui défonçaient le sol, les soldats tombant, les officiers tombant, d'autres soldats sont restés debout, reculant à peine, résistant pendant des mois, faisant face à l'armée allemande ; si bien que, lorsque nous allons hors de notre pays, que nous prononçons les mots de Marne, de Verdun, nous rétablissons pour ainsi dire, nous réunissons les deux qualités de notre race, la bravoure, la patience, le courage, l'endurance ; la Marne, Verdun, ces deux noms qui nous accompagnent à l'étranger, chez les pays neutres, chez les pays alliés : la Marne, Verdun, dont la gloire accompagne nos pas et pour ainsi dire vient illuminer nos horizons.

Et alors, qu'est-ce qui reste à faire ? Voilà trois ans que les Anglais, les Français, le fer à la main, le jour, la nuit, se battent, non pas seulement pour l'Angleterre, non pas seulement pour la France,

mais pour l'humanité, pour le droit, pour la démocratie. Voilà trois ans que les soldats russes, campés dans les neiges du Nord, en ayant fait des conquêtes au sud de l'Europe, se battent également pour le même idéal ; voilà deux ans que la gracieuse et virile Italie a escaladé les Alpes et brisé la barrière qui étouffait sa liberté. Voilà trois ans que la Serbie, égorgée, piétinée par le plus fort, se bat ; voilà trois ans que cette noble Belgique s'est précipitée sur le chemin de l'invasion pour opposer l'honneur au parjure. Voilà trois ans que nous nous battons, que nous sommes face à face avec le monstre, que nous le tenons à la gorge, que nous ne reculons pas. Et, à cette heure où nous n'étions pas las, où nous n'étions ni épuisés ni sceptiques, où nous étions capables encore d'être forts et robustes, voilà qu'éclairée par son ancien idéal, par sa vertu démocratique, la libre Amérique s'est dressée, après avoir trouvé, dans l'incomparable message du président Wilson, qui est allé au cœur de tous les Français, les raisons profondes de cette entrée dans la guerre. Oui, certes, vous avez voulu venger nos morts, venger les injures faites à votre nom. Vous n'avez pas pu comprendre un instant que la patrie de Lincoln, la patrie de Washington pût baisser la tête devant l'aigle impériale. Mais ce n'est pas pour cela, ce n'est pas pour votre honneur historique ; ne dites pas que c'est seulement pour cela. Vous vous êtes battus pour le

monde ; vous vous êtes battus pour la liberté ; vous vous êtes battus pour la civilisation ; c'est pour cela que vous vous êtes dressés. Et tout à l'heure, j'entendais M. Choate dire : « Les Missions française et anglaise sont ici pour nous dire ce que nous devons éviter, ce que nous devons faire. » Et j'entendais votre Maire traduisant, dans une formule précise, toute sa pensée généreuse, dire : « L'Amérique est assise sur l'idéalisme français et sur le droit pratique anglais. » C'est toute la vérité, toute la vérité. Je ne puis pas ajouter à ces paroles. Ce qu'il faut faire, oh, je vais vous le dire. Vous êtes éloignés du champ de bataille ; les zeppelins ne pourront pas venir flotter dans les airs et verser, sur les berceaux innocents, leur provision de mitraille. Les vaisseaux allemands sont enchaînés à Kiel ; ils ne viendront pas déchirer votre Atlantique merveilleux. Eloignés du champ de bataille, vous n'entendrez pas le bruit du canon. Est-ce que vous croyez que vous n'êtes pas aussi rapprochés de nous, malgré la distance, que nous sommes rapprochés de vous, que l'Allemagne n'est pas aussi près de vous que de nous ? Que le péril est loin ? Oh, ce qu'il y a à redouter dans l'Allemagne, M. Balfour l'a dit avec cet esprit philosophique qui l'anime. Il a dit tout à l'heure que le danger est dans l'organisation scientifique de l'Allemagne, et je vais essayer, ainsi que je les ai comprises, de traduire ces paroles. Le militarisme prussien, nous sommes tous d'accord pour l'abattre.

Tant qu'il y aura un militarisme prussien, il n'y aura pas de paix pour le monde ; il n'y aura pas de tranquillité pour la démocratie. Mais qu'est-ce que le militarisme prussien ? Il n'est pas né d'aujourd'hui. Il n'est pas né en 1914. Il est ancien. Il est l'expression bestiale et brutale de toute une philosophie, la représentation d'un peuple à ce point imprégné de folie qu'il s'imagine qu'il doit être le maître du monde et qu'il est étonné lorsque des hommes libres se lèvent et osent lui résister. Et, si vous ne vous étiez pas levés, ce n'est pas par des canons, ce n'est pas par des zeppelins, ce n'est pas par des bateaux, que vous auriez été atteints. C'est par l'esprit méthodique de l'Allemagne, qui se serait insinué dans votre cœur, qui aurait pénétré dans votre cerveau, qui aurait essayé de violenter votre conscience, votre âme. C'est par là que vous auriez été atteints, menacés. Eh bien, vous avez compris le péril et vous vous êtes levés pour faire face à ce danger qui, non seulement vous menaçait, mais menaçait la civilisation tout entière. Nous voilà tous debout, les hommes libres. L'heure de la liberté humaine est enfin arrivée. Nous sommes tous debout pour lutter par nous, par nos enfants, et pour aller jusqu'au bout. Et nous irons ainsi jusqu'à la victoire. Et lorsque, longtemps après la guerre, l'histoire se fera, lorsque le monde résonnera encore du bruit des armes, longtemps encore après qu'elles auront été déposées, l'histoire se

dira : Pourquoi donc tous ces peuples se sont-ils battus ? Pourquoi les peuples libres, pourquoi les Alliés se sont-ils dressés ? Ils ne voulaient pas de conquête. Ce n'étaient pas des peuples de proie. Aucune ambition malsaine n'était dans leur cœur et dans leur conscience. Pourquoi se sont-ils battus ? Pour répondre à des agressions sournoises et violentes. Ils se sont battus pour faire respecter les traités internationaux que la soldatesque allemande foulait des pieds, pour élever tous les peuples de la terre vers la vie, l'idéal et la liberté, pour rendre le monde respirable ou bien pour périr. Et l'histoire ajoutera : « Ils n'ont pas péri ; ils ont remporté la victoire ; ils ont brisé la lourde épée du meurtre que le militarisme prussien dirigeait contre la conscience et le cœur de tous les hommes libres. Nous aurons donc ensemble remporté la victoire morale et la victoire matérielle. C'est cette heure que je salue, et c'est cette aurore devant laquelle je m'incline. Que l'âme de Washington passe à travers la nôtre ; que la grande ombre de Lincoln se réveille dans son tombeau. Tous debout pour la délivrance humaine, pour la délivrance de la démocratie. Levez la tête, citoyens ; toujours plus haut, aussi haut que votre drapeau.

A la Chambre des Communes d'Ottawa
(Canada),
le 12 mai.

De la gare au Palais législatif d'Ottawa, un long parcours où la population acclame la Mission Française. Dès son arrivée, elle est reçue par le président Rainville. M. René Viviani s'assoit à la droite du président qui prononce un discours de bienvenue. M. René Viviani lui répond par le discours qu'on va lire. Après lui, M. le Ministre Foster et le chef de l'opposition, M. Wilfrid Laurier, saluent la France. Une manifestation grandiose se produit aux accents de *la Marseillaise*. L'assemblée décide de faire imprimer dans son compte rendu officiel le discours de M. René Viviani.

Messieurs,

Il n'était pas possible, en effet, comme vient de le rappeler dans son éloquent discours votre président, M. Rainville, que nous passions si près de votre pays sans éprouver l'ardent désir de traverser sa frontière et de venir saluer ses citoyens auxquels tant de liens puissants et délicats nous rattachent dans notre propre histoire.

A peine arrivée ici, la Mission française a reçu dans votre ville l'accueil le plus enthousiaste. Et pour couronner ce succès, vous avez bien voulu, Messieurs, nous admettre, mes compatriotes et moi, à l'honneur suprême d'une séance dans cette enceinte législative, nous donnant ainsi, par une adoption provisoire, le suprême bien, le suprême honneur et la plus grande joie.

Croyez que nos compatriotes français, lorsqu'ils connaîtront, demain ou après-demain, l'honneur que vous nous avez fait, se retourneront avec gratitude vers vous. Permettez-moi, avant de les rejoindre,

Monsieur le président, puisque aussi bien, au terme de votre discours, vous m'avez prié de ne pas oublier l'accueil qui nous a été fait — et qui, à travers nos personnes, a été fait à la France — permettez-moi, Monsieur le président, de vous remercier. La dette de gratitude que nous avons vis-à-vis de ce grand pays, et qui est pour ainsi dire accrue par les souvenirs communs de nos histoires, cette dette de gratitude, elle s'est surtout augmentée le jour où, dans les rues de Paris, nous avons vu défiler, sous leur allure martiale, vos admirables soldats canadiens, portant fièrement sur leurs casquettes la feuille d'érable (applaudissements). Et nous avons apprécié, dans ces heures tragiques, que ce n'était pas une vaine formule, et ni seulement un mot qui vient facilement sur les lèvres, que votre devise ancienne : « Je me souviens. »

Oui, vous vous êtes souvenus, et c'est quelque chose d'admirable, en effet, d'apercevoir dans les démocraties ce sentiment de gratitude qui généralement est un sentiment personnel dormant dans la conscience et le cœur de l'homme, devenir un sentiment collectif affectant la grandeur de la nation tout entière.

Je me souviens ! Et nous savons comment vous vous êtes souvenus ! D'abord par l'inépuisable générosité que vous avez montrée vis-à-vis de la France... Certes, je me tromperais et je risquerais de commettre une injustice, dans une énumération

qui serait forcément limitative, si je rappelais tous vos bienfaits : des ambulances innombrables au front; cet hôpital de Saint-Cloud dans lequel vous avez réservé 1.300 lits à nos blessés et à nos malades, d'autres hôpitaux qu'on a multipliés; des ambulanciers qui sont partout venus; ai-je besoin d'ajouter ce sacrifice suprême que vous avez noté tout à l'heure, lorsque, avec nous, vous adressiez votre salut pieux à ceux de vos compatriotes membres de cette Chambre qui sont tombés pour la cause sainte, à ceux qui sont retenus en Allemagne, à vos fils, Messieurs qui êtes ici, qui, au nombre de cinquante, sont partis, sans un regret, pour faire face, au nom de la vérité et de la justice, à la plus terrible avalanche de barbarie qui ait jamais déferlé sur le monde civilisé.

Oui, vos Canadiens mêlés aux troupes anglaises et aux troupes françaises, sans distinction de race, sans distinction de pays, sous des étendards différents, ont montré la même bravoure. Et n'oublions pas qu'au mois de février 1915, à Ypres, dans le nord de la France, tout près de la Belgique, dans cette région désolée par les inondations, après le terrible assaut livré par les soldats allemands au moyen de gaz asphyxiants, par cette Allemagne qui a fait dévier la science, et qui, au lieu de faire tomber sur l'humanité tous ses bienfaits, en a fait sortir toutes les malfaisances et tous les crimes, ce sont les soldats canadiens qui, dans cette journée

terrible, se sont élancés et ont rétabli la situation. Et dans maints combats, et dans de nombreuses et récentes victoires, ce sont eux qui se sont dressés. Et nous voyons encore vos jeunes hommes, alertes, agiles, courageux, escalader les premiers, sous leur drapeau, la côte de Vimy, qui était réputée imprenable.

Salut à tous ces soldats; inclinons pieusement notre pensée devant ceux qui luttent, devant ceux qui souffrent, devant ceux qui sont morts. Ils savaient bien ce qu'ils faisaient, et lorsqu'ils sont partis de votre pays, ils savaient bien qu'ils n'apportaient pas leurs armes seulement à la Grande-Bretagne, seulement à la France envahie et attaquée; mais, de leur clair regard fixé vers le ciel, apercevant un idéal plus haut, ils savaient que c'était aussi à la cause sainte de l'humanité, de la démocratie et de la justice.

Et c'est sous l'égide de ces souvenirs glorieux et récents que nous venons vous rendre visite. Devant votre accueil enthousiaste, je sens s'accroître en moi l'amertume des regrets à la pensée qu'elle sera si brève la visite que je vous fais; mais certainement, vous serez de mon avis quand je dirai qu'on ne mesure pas la profondeur de l'affection à la durée d'une démarche, mais à l'intensité des sentiments qui vivent dans le cœur et dans l'âme. Ces sentiments que je vous apporte, j'aurais voulu, après avoir visité votre belle capitale, les exprimer

ailleurs ; j'aurais voulu aller à Toronto, à Québec, à Montréal ; malheureusement, le temps nous est mesuré, et je vous supplie d'excuser la brièveté de ce séjour en considération de la sincérité de notre reconnaissance.

J'aurais voulu aller partout pour revoir cet admirable pays, et pour vivre, par la pensée, par le souvenir, votre histoire, qui en certains points se rattache à notre histoire nationale. J'aurais voulu, sur votre sol, saluer la Grande-Bretagne émancipatrice, qui, partout où elle se trouve, respecte le droit à la liberté ; qui va dans les pays, non pas pour réduire les hommes à l'esclavage, mais pour faire surgir les consciences et les volontés. J'aurais voulu remercier cette noble alliée, qui à l'heure tragique qui a sonné pour la France, s'est levée tout entière parce qu'elle avait signé le traité de garantie pour la Belgique ; parce qu'elle a pensé que la signature de la Grande-Bretagne ne devait pas être protestée ; parce qu'elle a pensé qu'il n'y avait pas deux honneurs, qu'il n'y avait pas deux morales, et qu'elle devait se dresser les armes à la main avec tous ses enfants lorsque, sa signature étant donnée, son honneur était engagé.

Et j'aurais voulu aussi saluer les mânes de nos ancêtres, ces Français qui sont venus parmi vous autrefois, et qui semblent avoir apporté dans ce pays toute la grâce et la beauté de la Normandie et de l'Île-de-France. J'aurais voulu reconnaître, à

travers ceux qui survivent, les qualités anciennes et solides qui font l'honneur et la fierté de notre race. J'aurais voulu les remercier de maintenir si pur en même temps que si complet ce noble langage français qui résonne dans l'univers entier, que vous parlez si admirablement, Monsieur le président, que vous connaissez dans sa pureté et dans sa qualité première, qui est à la fois la fluidité de l'eau qui coule et la résistance du métal. (*Applaudissements.*)

J'aurais voulu reconnaître, sur le visage bronzé de vos paysans, la figure familière de nos paysans français, leurs frères; j'aurais voulu saluer les mêmes vertus qui leur sont communes; le goût pour l'épargne, l'assiduité à la tâche quotidienne, l'opiniâtreté dans le travail, tout ce qui fait la vertu, la force et la splendeur d'une nation.

Le temps m'est mesuré, et je vous demande pardon d'être obligé même de rendre plus brèves les paroles que je vous adresse. Cependant, j'aurais mal compris, j'aurais mal entendu le discours que tout à l'heure votre président vient de faire entendre, si, à l'heure où je suis, et de cette hauteur où vous m'avez placé, à cette tribune, où, quoique étranger, vous avez bien voulu m'accueillir, je ne jetais, à travers la distance et le temps, comme l'a fait l'orateur qui m'a précédé, le regard sur les graves problèmes qui surgissent de la guerre et sur la guerre elle-même.

Comment cette guerre est née, par qui elle a été déchaînée, vous l'avez rappelé dans votre discours, Monsieur le président. Elle est née de la fantaisie sanglante d'un monarque absolu, qui gouverne seul, sans gouvernement responsable et sans parlement. Elle a été déchaînée par tout un peuple imprégné d'orgueil et de folie. Elle a été déchaînée contre des démocraties libres, contre des peuples qui voulaient la paix.

Qui donc était plus attaché à la paix universelle que la Grande-Bretagne et la France ?

La France avait été vaincue en 1871, et sans humiliation nous pouvons rappeler cette défaite, maintenant que nous nous sommes relevés, maintenant que nous nous sommes redressés. (*Applaudissements prolongés.*)

Nous étions tellement attachés à la paix, que, tout en fixant nos regards voilés de larmes sur la frontière déchirée, tout en regardant par-dessus la frontière notre Alsace et notre Lorraine, tout en portant à notre flanc une plaie saignante qui coulait toujours, pour ne pas troubler la paix du monde, — sans accepter, certes, ni l'oubli ni la prescription de l'histoire, — nous restions inertes. Nous en étions là.

Et la Grande-Bretagne, que la calomnie allemande a accusée d'avoir voulu la guerre ? elle n'avait même pas pensé à la conscription militaire ; elle n'avait même pas pensé à forger l'instrument

de combat sans lequel la guerre est impossible. Elle ne pensait qu'à la paix universelle, au travail et à la liberté pour le monde entier.

Ces deux nations ont été attaquées, la France, l'Angleterre, et aussi la Russie. Ce fut un défi au monde civilisé. Et alors la question s'est posée, non pas de savoir si nous allions nous battre pour des territoires, non pas de savoir si nous allions nous disputer des lambeaux de provinces ; la question s'est posée de savoir si les hommes libres auraient leur place sous le soleil de la liberté. (*Applaudissements.*)

C'est le grand conflit entre l'autocratie triomphante — que nous avons déjà singulièrement renversée par les armes de nos soldats — c'est le grand conflit entre l'autocratie triomphante, qui veut gouverner le monde, et la démocratie qui veut simplement le régénérer. C'est le grand conflit entre les monarques absolus, qui font leur chose de leurs peuples, qui ne veulent que conquérir les corps, et la démocratie, qui veut élever l'esprit, les consciences et les âmes.

Et voyez l'admirable miracle qui s'est accompli aussi bien en Grande-Bretagne qu'en France. Déjà ces deux pays s'étaient rapprochés, et l'entente cordiale avait été il y a bien des années établie.

Je ne puis parler de l'entente cordiale entre la France et l'Angleterre sans envoyer mon souvenir à votre ancien gouverneur, lord Lansdowne, que j'ai

eu l'honneur d'approcher à Londres, il y a quelques années, l'un des esprits les plus fins et les plus délicats de la Grande-Bretagne, et qui, sans doute, parce qu'il avait longtemps séjourné parmi vous, parce qu'il avait connu la France à travers le Canada, est revenu en Grande-Bretagne désireux d'une entente cordiale, désireux de rapprocher ces deux grands pays.

Et je ne puis en parler non plus sans incliner respectueusement ma pensée devant la grande et illustre mémoire du roi Edouard VII, qui fut l'artisan passionné, convaincu, avec la clarté géniale de ses vues, avec la compréhension qu'il avait de toutes choses, de ce rapprochement entre ces deux grandes démocraties libres. Non plus que je ne puis continuer sans incliner aussi respectueusement ma pensée devant celui qui lui a succédé sur le trône, et qui a su fortement appliquer, au moment où a sonné l'heure tragique, cette entente cordiale qui, dans le passé, avait été établie.

Ces deux pays, voyez quel admirable spectacle ils ont donné. La Grande-Bretagne s'était éloignée de la conscription militaire ; elle avait tourné toute son activité vers l'industrie, le commerce, et vers sa flotte. Lorsque le péril lui est apparu, lorsqu'elle a senti qu'il ne suffisait pas de quelques milliers d'hommes pour résister à l'avalanche ; lorsqu'elle a compris que cette guerre, ce n'était pas seulement la vaillance de ses enfants, la vaillance de nos sol-

daté qui la ferait, mais que c'était aussi bien les usines de guerre, les munitions et les gros canons ; comme par miracle, à la voix du gouvernement, non seulement en Grande-Bretagne, mais en Irlande, dans tous les dominions et dans toutes les colonies, — parce que toutes les colonies anglaises, contrairement à ce que pensait l'Allemagne, se sont retournées vers la mère patrie, lorsqu'elles ont senti que la mère patrie était en péril — ont surgi, non seulement les usines de guerre, les canons et les projectiles, mais des milliers et des milliers d'hommes — cinq cent mille — un million — quinze cent mille — frères anglais, auxquels se sont mêlés vos enfants, et qui luttent à côté de leurs camarades français.

Voilà l'admirable spectacle dont la Grande-Bretagne a frappé les yeux et la conscience du monde.

Quant à nous, je le sais, les calomnies germaniques ont certainement pénétré jusqu'ici, peut-être même ont-elles envahi vos âmes et vos consciences ; et — vous pouvez le dire sans nous humilier — avant cette guerre vous pouviez penser, comme on le disait trop souvent, que la France était un pays déchu, décomposé, dissolu, frivole, ne goûtant que les plaisirs, et que ses partis politiques étaient tellement divisés que lorsque viendrait la grande bataille, ce serait une poussière et non des hommes que l'Allemagne trouverait en face d'elle. Eh bien ! vous avez vu ce dont la France était

capable, cette admirable France, qui est debout parce qu'elle se rattache à la fois aux traditions du passé et aux traditions de la Révolution, ce dont est encore capable ce clair génie qui a affranchi une partie du monde; vous avez vu ce dont ont été capables ses enfants. Des armes, nous en avons; une armée, nous l'avions. Mais que pouvait faire notre armée contre l'Allemagne, qui depuis quarante-cinq ans préparait sa machine de guerre afin de se précipiter contre nous? Nous avons fléchi à la première heure. Anglais et Français, nous avons fléchi sous la tempête, nous n'étions pas assez nombreux; mais nous nous sommes repris à la bataille de la Marne. (*Applaudissements prolongés.*)

— Pourquoi tout cela a-t-il été possible? Parce qu'on s'était trompé sur la France.

La France a des partis politiques. C'est l'honneur d'une démocratie libre d'avoir des partis qui se querellent, qui envisagent des idées différentes, qui ne se répètent pas dans la monotonie des gestes et des paroles. Ce qui est important, c'est que les citoyens qui les composent fassent à l'heure tragique, le sacrifice suprême sur l'autel de la patrie; ce qui est important, c'est qu'ils se souviennent qu'avant d'appartenir à un parti, ils appartiennent à un pays. (*Applaudissements.*)

Eh bien! qui donc a pu faire davantage que la France pour réaliser la grande union sacrée? Je me souviendrai toujours, comme de l'honneur suprême

de ma carrière, de cette journée mémorable du 4 août, le lendemain du jour où, des mains de M. de Schoen, j'avais reçu, comme président du Conseil des ministres français, la déclaration de guerre, je me souviendrai toujours de mon entrée dans la Chambre des députés ; et mon collègue, le marquis de Chambrun, député français, peut s'en souvenir avec moi. Toute cette Chambre debout, tous ces députés frémissants, comme frémissaient toutes les tribunes où il y avait des femmes et des mères qui allaient envoyer leurs maris ou leurs enfants à la bataille. Tous debout. Plus de partis, plus de groupes ; tous des Français réconciliés dans la religion de la Patrie. Et nous avons vu, durant les jours qui ont suivi, tous les partis sous le même étendard, dans le même uniforme. Plus de catholiques, plus de libres penseurs, plus de socialistes, plus de radicaux, plus de conservateurs ; seulement des enfants de la France. Et tous à l'unisson, oubliant les vieilles querelles qui les ont divisés, avaient compris qu'il n'était pas nécessaire de les réveiller ; qu'avant de pouvoir discuter entre soi, il fallait au moins garder un sol libre sous ses pieds, une France entière. Tous ensemble sont allés au combat. C'est de cette admirable union sacrée qu'est sortie, que sortira la victoire.

Cette victoire, Monsieur le président, je la salue avec vous. Il est indispensable qu'elle éclate aux yeux des hommes, parce que si la victoire n'était

pas l'aboutissement de nos efforts, jamais guerre n'aurait été plus désastreuse à l'humanité.

On a connu dans le passé des pays vaincus ; mais c'étaient alors des armées en présence. Tout se liquidait dans un traité de paix ; ce n'était pas deux idées, ce n'était pas deux âmes, ce n'était pas deux consciences différentes qui s'affrontaient. A l'heure actuelle, je vous l'ai dit déjà, l'enjeu de la bataille, ce n'est pas une conquête matérielle, ce n'est pas une conquête territoriale ; c'est plus que cela : c'est la liberté du monde. (*Applaudissements.*)

Canadiens qui m'entendez, hommes libres qui siégez dans ce Parlement, gravez dans votre esprit et dans vos consciences cette parole. Je sais bien que, plus que nous, vous êtes éloignés du champ de bataille ; vous n'entendez pas le bruit du canon, vous ne voyez pas revenir parmi vous le cortège des blessés ; mais, moralement, vous n'êtes pas plus éloignés que nous. Ce qui s'affronte, dans ce combat, c'est l'autocratie et la démocratie. Et si la victoire n'était pas remportée par les hommes libres, ce serait la défaite dans le monde de la démocratie et du droit universel. C'est pour le droit qu'à toutes les époques nous nous sommes levés ; c'est pour le droit que la Grande-Bretagne et la France, en même temps que leurs splendides alliés, se sont dressées ; c'est pour que les fils des hommes puissent, après cette guerre, goûter les bienfaits d'une paix prolongée et profonde que nous nous battons.

Mères qui m'écoutez, c'est pour affranchir vos enfants demain, pour qu'il n'y ait pas d'autres guerres et pour que l'humanité puisse respirer en paix ; c'est pour cela que toute une génération s'en va au sacrifice, s'en va à l'immolation.

Accompagnons donc d'une pensée pieuse ceux qui vont combattre. Toutes les épithètes laudatives, nous les avons épuisées ; nous ne pouvons dire d'eux rien de plus, sinon qu'ils sont tombés pour la cause sainte ; et nous ne pouvons pas dire davantage des autres, sinon qu'ils combattent pour l'humanité tout entière.

Soldats de la justice, soldats de la vérité, soldats du droit, leur mémoire et leur courage sont un exemple immortel aux hommes.

A la Bibliothèque de Boston, le Dimanche 13 mai.

La pluie tombe. Quand la Mission Française arrive, malgré le temps, la population est tout entière debout. A 2 heures, après la visite à différentes œuvres de bienfaisance, une solennelle réunion a lieu à la bibliothèque dont les murs sont recouverts des fresques de Puyis de Chavannes. Du haut du grand escalier, entouré du public, face au public groupé sur les marches, jusque sur la place, M. René Viviani, répondant au maire et au gouverneur, prononce le discours suivant. A 6 heures, il parlera encore dans une immense réunion publique. A 9 heures la Mission part pour Baltimore où l'attend le lendemain 14 mai une réception enthousiaste. De là elle part à Washington, où M. René Viviani va saluer une dernière fois le président Wilson. La Mission repart à 7 heures pour New-York d'où elle s'embarque le 14 mai à minuit pour la France.

Mesdames, Messieurs,

Je remercie M. le Gouverneur et, avant lui, M. le Maire, d'avoir bien voulu me présenter à cette population d'élite, où se trouvent groupées la beauté, l'intelligence et la grâce, sous des auspices aussi aimables. Mais peut-être, si je descends au fond de moi-même, regretterai-je davantage l'excès d'amabilité que je trouve dans ces paroles, car, si je devais être semblable au portrait qu'on vient de tracer de moi, si vraiment j'étais ici celui qui représente la tradition oratoire et intellectuelle de la France, je redouterais qu'entre ce portrait trop flatteur et l'original, tel qu'il se présente, vous n'aperceviez certaines différences.

Cependant, je crois comprendre les raisons profondes qui ont dicté aux orateurs précédents toutes leurs amabilités. Sans doute, ils ont voulu, par là, sous une forme particulière, me présenter à ce

public d'élite, auquel, bien malgré moi, on me l'a dit du moins dès ce matin, j'ai causé, par un retard de vingt-quatre heures, une déception profonde. Je vous prie, Mesdames et Messieurs, d'en accuser beaucoup plus les circonstances que mon indifférence. Il était impossible, vous le comprenez vous-mêmes, à un Français de passer si près du Canada sans aller saluer, avec les mânes de nos ancêtres, ceux qui sont leurs survivants, et qui ont rapporté, sur cette terre, toutes les traditions et toute la pureté de la langue française.

Et aussi bien, je savais que notre cœur n'était pas parti tout entier, puisqu'une partie de la Mission française, tandis que j'étais au Canada, était parmi vous, et puisque vous avez eu le plaisir et l'honneur de recevoir avant moi mon ami, l'ancien généralissime, le maréchal Joffre, avec lequel, ainsi qu'avec d'autres Français illustres, j'ai eu l'honneur de paraître sur le sol américain. Et ici, dès mon arrivée, j'ai bien senti que vous ne me gardiez pas rancune, que seule la nature m'était hostile, puisque le soleil se retirait, pour ne pas ajouter ses splendeurs à notre joie. Je savais bien que tout de même vous ne me gardiez pas rancune, car je connaissais par avance la délicatesse de vos sentiments. Et je voudrais trouver des expressions qui fussent à la hauteur de mon émotion et de notre gratitude commune devant tant d'œuvres accumulées. Dans cette ville de Boston, ce centre de l'intellectualité et de

la grâce, cette ville où tout est fondé sur le génie, où tout est dû à la volonté de l'homme, dans cette Bibliothèque sacrée, comme on disait tout à l'heure, dans cet endroit où vous pénétrez et où vous avez la joie de pouvoir contempler les splendeurs accumulées à travers les livres anciens et modernes, toute la splendeur de la beauté antique ajoutée à la grâce de la beauté moderne, c'est ici, dans ce cadre merveilleux, que vous avez bien voulu que je fusse reçu.

Et, dès mon arrivée, avant même de monter à l'étage supérieur et de défiler, pleins de gratitude et d'émotion, devant les comités innombrables qui ont accumulé tant de bienfaits sur la tête de nos blessés, sur la tête de nos orphelins, je pouvais apercevoir comme un rayonnement du génie français dans ces fresques admirables, notre grand peintre Puvis de Chavannes vous avait adressées, fresques admirables qui, d'ailleurs, n'altèrent rien la grandeur de toutes les décorations que vous devez à votre grand peintre de Boston, Sargeant, qui a fait ses premières études en France.

Ici même, il me semble que je suis enveloppé par cette population illustre qui vit pour la pensée, par la pensée, et qui, dès les premières heures du combat, s'est trouvée tout naturellement rapprochée de la France. Pourquoi s'est-elle trouvée rapprochée? Pourquoi? Parce que vous n'avez eu qu'à contempler vos traditions. C'est ici, dans cette ville

de Boston, où vous avez trouvé dans les traditions puritaines l'exemple du devoir, que la première vague de liberté a déferlé, non seulement vers l'Amérique, mais vers l'Europe tout entière, en 1776, à l'heure où nos philosophes et nos penseurs annonçaient par leurs écrits et leurs paroles la Révolution Française; c'est dans cette ville, où nous trouvons rassemblées, dans un contraste illustre, à la fois la force de l'industrie, la grâce, l'intelligence, la culture raffinée, c'est d'ici que vient cette population d'élite, qui croit qu'elle n'a pas assez fait lorsqu'elle est allée dans la journée à ses affaires, qui pense que l'homme et la femme ne sont dignes de la vie que lorsque, peu à peu, jour par jour, ils ont élevé vers les hauteurs, par l'étude continue, leur conscience et leurs actes. Et c'est ici que se trouve cette illustre Université d'Harvard, avec laquelle je crains bien d'être brouillé pour toujours, n'ayant pu, dans la journée d'hier, et pour les circonstances que j'ai dites, apporter ma visite et recueillir, des mains des professeurs et des penseurs, ce grade, qui m'aurait honoré, de docteur en droit. Mais je n'avais pas besoin de venir dans cette cité pour savoir ce que cette université avait fait, pour savoir qu'elle avait été le cerveau, le centre d'instruction et de patriotisme, pour savoir combien de ses étudiants valeureux s'étaient dressés pour le combat à l'heure où le destin tragique avait forcé la France à se battre.

Et d'ici, de cette hauteur, permettez-moi en même temps que je remercie cette université d'avoir tant fait pour les ambulances, pour les hôpitaux, de saluer pieusement la mémoire de Norman Prince et de Chapman, les aviateurs qui sont montés à la même hauteur que les aviateurs français et anglais, et qui sont, hélas, retombés sanglants sur le sol. Et je ne suis pas surpris que, dans cette ville aux sens si affinés, à l'esprit si délicat, tout entière cultivée, qui lit, qui comprend, qui possède toutes les lectures, je ne suis pas surpris de savoir et d'apprendre que le centre de patriotisme a été bouillonnant. Certes, je ne veux enlever à la patrie, que ce soit la patrie anglaise, que ce soit la patrie russe, que ce soit la patrie italienne, je ne veux enlever aucune des grandes forces de pensée, des forces traditionalistes qui font qu'un peuple se continue, que les générations se succèdent, et que le flambeau tenu par l'une, sans s'éteindre à travers les orages, passe ensuite à la génération suivante qui en bénéficie. Mais je remarque que, dans les pays cultivés, le rôle de l'instruction, de l'éducation, et par conséquent de l'université, n'existerait pas si, par la voix des penseurs, des journalistes et des philosophes, si même, dans une sphère plus modeste, par la voix de ceux qui n'ont aucune profession publique, aucun emploi public, mais qui ont l'éducation, nous n'avions pas une jonction entre la conscience, l'intelligence et l'idée de patrie. Ce qui

doit faire la force, ce qui fait la force de vos grandes universités américaines, en tout cas la force de notre grande université française, que, deux fois de suite, j'ai eu, comme ministre de l'Instruction publique, l'honneur de diriger, c'est que, par l'action des penseurs, des philosophes, peu à peu l'idée de patrie se dégage. Certes, il n'est pas nécessaire d'appartenir à un pays plutôt qu'à un autre pour voir la patrie resplendir devant nos yeux.

La patrie, c'est le territoire où ont vécu, souffert et travaillé nos aïeux; la patrie, c'est le berceau où nous sommes nés; c'est le chemin que traversait notre jeunesse insouciant; c'est le champ de silence et de nuit où nos ancêtres sont couchés; mais c'est plus que cela; c'est aussi toute la richesse commerciale et industrielle accumulée par les générations; c'est plus que cela, c'est aussi les générations l'une à l'autre enchaînées, l'une faisant son profit des fautes de sa devancière; c'est plus que cela, ce sont les larmes, nous pouvons le dire, les larmes versées, de yeux différents, à la même heure; les mêmes douleurs pénétrant les consciences et les cœurs, les mêmes espoirs, les mêmes espérances traversant les esprits et les consciences. Voilà ce qui fait la patrie.

Mais, si cette patrie a pu être constituée, c'est parce que, depuis des siècles, les penseurs et les philosophes se sont pour ainsi dire rassemblés pour

fournir à cette patrie un instrument. Chez nous, en France, l'instrument merveilleux de notre unité nationale, ce qui fait que la patrie est une, ç'a été cette admirable langue française, qui est la langue de toutes les langues, langue des sentiments et des intérêts, langue du droit et de la diplomatie, langue traduisant à la fois l'émotion et reproduisant la réalité; et qui, depuis Descartes jusqu'à Victor Hugo, en passant par Voltaire, par nos penseurs, par nos philosophes, par nos prosateurs, par nos poètes, enrichie chaque jour, enrichie chaque siècle, est devenue vraiment l'instrument de notre unité nationale, a créé la France intellectuelle et morale. Et c'est dans cette France que l'université d'Harvard a eu raison, par les échanges qui ont été institués entre les professeurs américains et français, par un échange que je souhaite beaucoup plus considérable après la guerre, entre les étudiants français et américains, c'est dans cette France que vos professeurs sont venus, comme les nôtres, qui, dans vos universités, ont été admirablement reçus : Brunetière, Gaston Deschamps, le grand poète Henri de Régnier, le maître de littérature Lanson, par conséquent tous nos maîtres, vous ont apporté les aspects différents de la pensée de la France. Et nous avons eu l'honneur de recevoir la plupart de vos professeurs. Je ne parle pas de l'illustre président, Lowell, mais du professeur, qui a dédié à la France cet admirable livre : *la France d'aujourd'hui*. Il avait bien

autorité pour écrire ce livre, car il avait professé à la Sorbonne un cours à la fois littéraire et historique, où il a fait connaître, en la présentant, l'Amérique à la France. Et je n'oublie pas ses leçons. Je n'oublie pas une anecdote que je vous demande la permission de vous raconter, et qui m'a été contée par un professeur d'Harvard. Il était venu à la Sorbonne, puis, profitant de quelques loisirs, il était allé à Berlin; il avait vu défiler d'admirables troupes. Bien qu'Américain, il était Français de cœur. Il était rentré en France un peu inquiet devant le spectacle un peu trop méthodique de cette machine de guerre qui s'appelle l'armée allemande. Il se demandait si l'armée française pourrait lutter. Puis il a été à Nancy, où on l'a amené au défilé de cet admirable 20^e corps d'armée, que nous appelons la division de fer, la division d'acier. Quand il a vu défiler sous nos étendards tous nos vaillants soldats, tous fermes et allègres, quand, à l'heure du repos, il a vu les officiers se rapprocher des soldats, tous ensemble, camarades et amis, fils de la démocratie, servant dans la même armée démocratique, alors, son cœur s'est rasséréiné; il savait que l'armée française serait à la hauteur dans l'heure du destin. Ah! cet admirable 20^e corps n'a pas déçu les espérances du professeur d'Harvard. En Lorraine, à Ypres, dans les Flandres, à Verdun, partout, c'est lui qui s'est précipité, avec le reste de l'armée française, pour montrer la vaillance française, pour

arracher un lambeau du territoire envahi à l'envahisseur qui voulait le piétiner.

Eh bien ! je vous remercie de ces marques de sympathie, de toutes ces grandes émotions que nous sentons naître autour de nous, et je ne sais vraiment comment trouver en moi des paroles qui, devant tant d'actes de générosité, puissent permettre, par ma faible voix, à la France, de payer sa dette de gratitude. Mais vous n'êtes pas des créanciers qui se présentent devant des débiteurs. Vous savez ce que vous faites ; vous agissez, non pas seulement pour la France, que vous aimez, mais parce que vous identifiez, devant vos yeux, la France et les nations civilisées, parce que vous savez que notre noble pays tient dans ses mains le drapeau de la justice. Voilà trois ans que nous faisons face aux plus rudes combats qui aient jamais été imposés à des hommes. Quoique nous soyons prêts à nous incliner devant les gloires de notre histoire, jamais amour pour la France n'a davantage resplendi, par le courage, par la patience, par l'endurance, l'amour de ces enfants de France, ceux qui sont sous nos drapeaux, nos fils, nos enfants, tous, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'aux hommes de quarante-cinq ans, le père à côté du fils, l'oncle à côté du neveu, le juif à côté du protestant, toutes les confessions, toutes les opinions, toutes les religions assemblées sous le drapeau de la patrie.

Oui, l'armée française est allée se battre. Elle se

bat pour l'idéal de justice, et cette République américaine, qui s'est fondée par ses propres enfants et par le secours de La Fayette, et grand-père de mon collègue et ami, M. le marquis de Chambrun, cette république américaine, qui sait ce qu'il en coûte de se battre, qui s'est battue deux fois, une fois pour son indépendance et une fois, au péril de déchirements sans nombre, pour faire éclater la valeur suprême du grand principe de l'égalité de tous les êtres dans la race humaine, cette République américaine qui ne connaît que les principes de droit et de justice, oh ! moi, j'étais tranquille pour son compte, même à l'heure, déjà lointaine (combien y a-t-il de siècles ?) de la neutralité américaine. Je savais bien que vos âmes, vos cœurs, vos consciences, ne pouvaient pas contempler sans frémir les atrocités allemandes, dont nous avons, avec les Belges, été les premières victimes, quand les prêtres étaient fusillés, les femmes clouées par terre, les orphelins cloués à coups de baïonnettes sur le corps de leur mère, les maisons désertes, le viol, l'assassinat, le meurtre, tous les crimes prévus par le code pénal de toutes les nations civilisées. Tout cela aurait-il pu s'accomplir sous vos yeux sans que vos cœurs de femmes, de mères, vos cœurs virils d'hommes puissent tressaillir ! Et c'est pour cela, quoi qu'on en dise, que vous vous êtes levés ; vous vous êtes levés pour venger vos morts, parce que votre pavillon ne pouvait pas s'incliner devant

l'étendard allemand; mais aussi, mais surtout, comme le président Wilson l'a dit, c'est pour l'humanité, pour le droit et la démocratie universelle.

Et à quoi servirait-il, en effet, si jamais l'Allemagne impériale espérait remporter la victoire, à quoi, je vous demande pardon de donner libre cours à cette pensée, serviraient des monuments comme celui-ci? Quoi! L'humanité civilisée aurait rassemblé dans le marbre, dans la peinture et dans le luxe, tous les livres anciens et modernes. Vous pourriez, en quelques minutes, vous faire représenter tout ce que la pensée ancienne et moderne contient de grave, de profond et de régénérateur. Vous pourriez suivre l'histoire des siècles passés, et vous trouver au passage devant toutes les beautés qui vous éblouissent. Non, à quoi servirait tout cela, si la démocratie était abattue? A quoi cela servirait-il d'avoir une pensée, une parole, s'il fallait nous humilier bien bas devant la soldatesque allemande, devant le militarisme prussien, devant celui qui a été créé pour mettre sa lourde botte sur la conscience et sur la pensée de l'humanité?

Non. D'abord resteront debout les temples où nous avons coutume de venir rechercher la beauté, la science moderne; notre intelligence restera fière, notre conscience restera droite, parce que nous aurons remporté la victoire. Et lorsque nous reviendrons des champs de bataille ensanglantés, où, hélas! bien des nôtres sont couchés à jamais,

lorsque nous reviendrons visiter nos blessés et nos malades, lorsque nous nous inclinerons avec respect devant ces voiles de douleur de nos vaillantes femmes françaises, devant ces voiles de deuil à travers lesquels nous apercevons, malgré la douleur, toute la fierté du sacrifice humain, lorsque nous verrons cela, nous pourrons, plus courageux et plus libres de nous-mêmes, retourner à l'étude. Nous aurons bien gagné le droit, après avoir sauvé le monde, d'essayer de le régénérer par la liberté et la démocratie. Alors, que vos cœurs soient pareils aux nôtres ! Vous êtes loin du combat, vous n'en entendez pas le fracas ; vous ne voyez pas de près tout le mal que peut faire la guerre. Vous le sentez cependant, car vos cœurs et vos consciences ne seraient pas ce qu'ils sont, si vous ne le sentiez pas.

Rapprochez-vous de nous, à travers la distance et le temps. Venez avec nous davantage ; souffrez avec nous, lutez avec nous. Et tous ensemble, sauvons la civilisation, la démocratie et la liberté !

Discours
prononcé à Paris, à la Chambre des Députés,
le 14 juin.

Messieurs,

Je défère très volontiers à l'invitation que vient de m'adresser le chef du Gouvernement, invitation qu'accompagnaient, si je ne me trompe, les manifestations favorables de la Chambre. (*Applaudissements.*)

Je demande à la Chambre la permission, en quelques minutes, d'essayer, de grouper quelques-unes des impressions qui me sont venues au cours de la mission dont le Gouvernement de la République a bien voulu me charger.

Vous n'attendez certainement pas de moi que je réitère ici le récit circonstancié des réceptions grandioses dont, à travers nos personnes périssables, la France immortelle a été l'objet. (*Vifs applaudissements.*) Pas davantage vous ne comptez sur moi pour que je vous entretienne des entrevues auxquelles j'ai eu l'honneur d'assister aux côtés de M. le Président Wilson, que je reverrai toujours tranquille et calme, ferme dans la tâche qu'il s'est assignée, et tenant dans ses mains, qui ne

tremblent pas, après Washington et Lincoln, toute la grandeur de l'histoire américaine. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Mais si je veux [bannir de mon souvenir, à cette heure, tout ce que je pourrais évoquer, s'il me plaît de ne pas substituer des observations d'ordre sentimental à des observations d'ordre politique, si je ne veux pas regarder, même à travers l'espace, la splendeur des réceptions dont je parlais, ni même écouter les acclamations qui montaient de millions de poitrines vers la France héroïque, je voudrais tout de même, Messieurs, aujourd'hui, vous conduire à un acte de justice que, depuis longtemps, votre esprit a prémédité.

Uniquement parce que je suis des vôtres, par dérogation à des règles séculaires, je fus admis à l'honneur inoubliable de porter la parole au Parlement américain et je voudrais qu'à cette heure vous envoyiez à la grande République américaine le salut fraternel de la République française. (*Tous les députés se lèvent. — Vifs applaudissements prolongés.*)

Messieurs, comment se sont groupés dans l'âme américaine les sentiments vigoureux et forts qui ont entraîné ce pays dans la guerre? Ce sont là des questions complexes, délicates.

Est-ce donc seulement la reconnaissance vis-à-vis de la France et en souvenir des services glorieux rendus par La Fayette et par les soldats français qui ont concouru à la formation de l'indépendance?

Messieurs, personne ici, personne ne peut savoir la place privilégiée que la France occupe dans le cœur vibrant de la vaste Amérique. (*Applaudissements prolongés.*)

Et la reconnaissance est infinie! Il est impossible d'entendre un discours, où la mémoire du jeune général français ne soit pas évoquée et quand nous pénétrions dans les édifices publics, se mariaient, sous nos yeux, les effigies aristocratiques et fines de Washington et de La Fayette. C'est une grande chose pour un peuple, sans abolir en lui la fierté que d'y mêler la reconnaissance. Et tandis que j'entendais cela, et tandis que je voyais cela, me dépouillant de la fonction précaire dont je ne dois la conservation qu'à votre bienveillance, n'étant que le fils de la France, le fils de la Révolution française, je me disais que contrairement à ce qu'on écrit, à ce que disent les sceptiques, la France généreuse et noble n'a pas perdu son temps à travers les siècles à jeter ses clameurs de justice et d'espérance vers les peuples opprimés, que l'idéalisme n'est pas seulement ce qu'il y a de plus noble, mais aussi ce qu'il y a de plus utile, puisque après cent quarante ans, des enfants de France, à des heures tragiques, n'ont eu qu'à se baisser pour recueillir sa semence immortelle jetée par elle dans les consciences. (*Vifs applaudissements répétés.*)

Est-ce l'admiration pour la France, et quelle admiration! Ah! je dois rendre justice à nos amis;

ils n'ont pas été dupes des lourdes légendes germaniques qui, pendant tant d'années, nous ont enveloppés et qui, à notre détriment ont obscurci la vision des autres peuples. Ils ont senti, parce qu'ils étaient comme nous en démocratie, que ce peuple, comme c'était son devoir pendant la paix, ardent aux querelles civiques, serait compact, debout et frémissant, réuni au jour du péril autour du drapeau et ne donnerait pas l'exemple d'un peuple décomposé, dissolu ou corrompu ou abattu. (*Très bien ! très bien !*)

Ils ont senti cela, mais ils n'ont pas eu de surprise de notre courage. Le courage de la France, il est inscrit depuis des siècles dans les annales de l'humanité. (*Applaudissements.*) Ce qui a ému jusqu'au fond de l'âme l'Amérique, c'est le silence, la dignité, la tranquillité de la France dans les épreuves.

Comment ! Voir un peuple recevoir des coups formidables d'un agresseur sans se plaindre, les restituer sans forfanterie ; voir ce peuple uni, le peuple des usines et celui des sillons, le peuple de la pensée et le peuple du labour, le voir se grouper autour de ceux qui combattent : voir à la Marne le triomphe de l'élan, à Verdun le triomphe de la patience, voir cette capitale frémissante, dont la calomnie germanique avait fait la capitale du plaisir et de la frivolité, si paisible aux heures tragiques, si calme lorsque la gloire, plus tard, vint resplendir sous nos drapeaux, réserver son enthousiasme

siasme pour le jour où le droit universel, par la force de nos armes, sera implanté dans le monde entier! (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

Voilà le spectacle qui, je vous l'assure, a remué jusqu'au fond l'âme américaine! Et j'entends encore les discours : le discours de ce vieillard qui fut longtemps, à Londres, ambassadeur de l'Amérique, M. Schoot, qui traduisait dans une phrase synthétique, où semblait concentrée toute l'âme américaine, la pensée du peuple américain : « Nous vous avons toujours aimés; après la Marne, nous vous avons admirés; depuis Verdun, nous vous respectons. » (*Nouveaux applaudissements.*)

Je revois encore le maire de New-York s'adressant à ses compatriotes et leur disant : « Courbez donc la tête, car il y a trois ans que la France saigne pour vous! » (*Nouveaux et vifs applaudissements.*)

Et j'entends encore d'autres paroles et d'autres discours que j'épargnerai à l'Assemblée.

Et comment expliquer cet acte formidable que soulignait tout à l'heure M. le Président du Conseil, avec sa haute autorité : l'intervention d'un grand peuple qui, jusque-là, s'était tenu isolé des affaires d'Europe, qui intervient, qui combat, dans les conditions que je vais dire, pour le droit et la civilisation? Comment expliquer cela? Oh! c'est bien simple. Il suffit de relire les messages incomparables que M. le président Wilson a signés.

Applaudissements vifs et répétés.)

Ah ! devant l'Allemagne impériale, il eût été facile à l'Amérique, si elle avait voulu se dérober, de n'alléguer que des griefs particuliers. Elle aurait pu dire qu'elle ne pouvait supporter que son sol fût soumis aux intrigues tortueuses d'un ambassadeur infidèle à sa mission. Elle aurait pu dire qu'elle n'inclinerait jamais l'honneur de la patrie de Washington aux pieds de l'arrogance germanique ; elle aurait pu dire qu'elle ne pouvait pas entendre passer à travers l'espace les cris des lamentables victimes qui, dans les soirs d'hiver, sans avertissement, par des mains criminelles, ont été précipitées dans la profondeur des flots.

L'Amérique a dit cela ; mais elle n'a pas dit que cela. Après avoir évoqué son droit particulier, elle a entendu la plainte de l'humanité tout entière, elle a invoqué le droit humain, le droit universel. (*Vifs applaudissements.*)

Oui ! jamais je n'ai tant senti combien de telles paroles, sortant de la bouche du Président des Etats-Unis, pouvaient aller à l'âme de son peuple, que dans cette formidable réunion de Chicago, la plus grande ville allemande après Berlin, où j'étais oppressé par 15.000 poitrines, où, à l'issue d'une journée de combat, traduisant, mes amis, vos opinions privées, vos opinions publiques, je clamais la restitution de l'Alsace et de la Lorraine, je répudiais cette fraude historique et juridique qui découlerait d'un plébiscite mensonger ! (*MM. les*

députés se lèvent. Vifs applaudissements prolongés.)

Je vois encore ceux qui se levaient et j'entends la clameur universelle, et j'entends le gouverneur de l'Etat, un fonctionnaire élu par des centaines de mille de citoyens. Il ne dit qu'une phrase, la voici : « Jusqu'au dernier sou! Jusqu'au dernier homme! Jusqu'au dernier battement de cœur! » (*Nouveaux applaudissements.*)

Messieurs, si l'Amérique est entrée dans la guerre, c'est en donnant à cette guerre son sens profond, en la revêtant de son caractère particulier, en lui fournissant son ampleur morale et démocratique. Elle est entrée dans la guerre après en avoir étudié les origines. Elle est entrée dans la guerre en nous apportant un témoignage dont nous n'avions pas besoin pour la pureté et la justesse de notre cause, en sachant que la responsabilité du conflit est sur les Empires Centraux, que le sang innocent coule sur les mains impériales et criminelles... (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*) Pas plus que vous elle n'est disposée, par des calomnies publiques ou par des insinuations secrètes, à laisser ébranler sa conscience ou surprendre sa crédulité.

Elle est entrée dans la guerre parce que l'heure est venue, d'après elle, de vider le conflit entre l'autocratie et la démocratie et parce que, tant qu'il existera dans le monde une force perverse de mensonge, de proie et d'agression, elle pense que toutes les démocraties seront en péril et que,

quels que soient nos travaux et nos combats pendant la paix, quelles que soient les idées généreuses qui sont notre lot, elles seront toujours exposées, après dix ans, après vingt ans, après trente ans, aux rafales de fer de la brutalité germanique. (*Vifs applaudissements unanimes.*)

Elle y est entrée avec cette pensée qu'il n'y a pas de paix sans victoire, à moins que nous n'abandonnions le respect de nos tombeaux, le respect de nos berceaux (*Vifs applaudissements*), et que, par un rythme barbare qui se renouvellera tous les trente ans, nous permettions à nos fils d'aller reprendre sur le champ de combat la place où leurs pères sont tombés. (*Nouveaux applaudissements prolongés.*)

Elle y est entrée sachant ce qu'elle a à faire, non pas seulement à continuer ce qu'elle faisait du temps où elle était enchaînée à la neutralité, c'est-à-dire à nous rendre des services financiers et économiques, mais à aller jusqu'à la victoire, en nous donnant sous toutes les formes l'aide immédiate et sa coopération constante. (*Applaudissements.*)

Eh bien ! c'est le droit universel qui a été ainsi proclamé, et l'Amérique se dresse aux côtés de la France et de ses alliés pour en être le champion. Mais quoi ! Est-ce que la France va permettre qu'une partie de son héritage lui soit arrachée ? Le droit humain, le droit universel et l'indépendance des nations, d'où donc sont-ils sortis ? C'est

par l'esprit de nos philosophes que l'indépendance s'est allumée dans le monde; c'est par les hommes d'action du xviii^e et du xix^e siècles que nous avons établi les bases de la justice et de la liberté. Ah! je sais, je comprends!

Oui, oui, trois ans de guerre, des difficultés économiques et politiques, des deuils, des tombeaux, des berceaux auprès desquels les mères se demandent si c'est vraiment la peine de vivre la vie, toutes les angoisses, toutes les inquiétudes que partagent vos cœurs. Oui, tout cela, et après?... (*Vifs applaudissements.*)

Tout à l'heure, M. Ribot le rappelait après le président Wilson : « Il faut vaincre ou se soumettre » : il n'y a pas d'autre obligation devant nous. (*Applaudissements vifs et répétés.*)

Mais quoi! nous sommes dans cette ville, où la Révolution française fut enfermée dans les remparts de la cité, où les conspirations, les assassinats, les complots, les spéculations se produisaient, où l'Assemblée n'avait même pas le réconfort que vous avez avez d'admirer l'union intime des citoyens, où la France était envahie sur trois points, des départements en insurrection!

Et des hommes se sont levés qui ont sauvé le territoire et la liberté humaine. (*Applaudissements.*)

Et nous qui sommes les continuateurs de cette histoire, qui, dans nos mains, avons reçu ce patrimoine de noblesse humaine, nous qui avons l'hon-

neur de n'être plus seuls et isolés, qui avons à nos côtés tous les peuples libres, tous ceux qui pensent que demain il y aura place dans la société humaine pour tous les peuples qui veulent vivre d'une vie honorable et respectable, nous n'arracherions pas des mains du militarisme prussien sa lourde épée de meurtre et de rapines ! (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

Messieurs, il est quelquefois difficile d'agir dans la vie publique. La difficulté vient de la compétition des devoirs entre eux. Qui entendre ? Vers lequel aller ? On ne sait pas. Mais ici le devoir est simple et tragique : il faut aller jusqu'à la victoire, car nous ne pourrions pas accepter une paix précaire, quels que soient les deuils et les fatigues, sans livrer les fils de nos fils aux hécatombes prochaines. (*Applaudissements vifs et répétés.*)

M. Marrou. Monsieur Viviani, vous tenez le langage d'un grand Français !

M. le Garde des Sceaux. Nous commettrions un crime vis-à-vis de l'humanité — et je ne puis que me référer sur ce point aux nobles paroles prononcées par M. le Président du Conseil — si nous ne nous regardions pas, nous les nations alliées, les yeux dans les yeux, pour empêcher, par une ligue des nations, le retour de pareils crimes.

Comment ! l'humanité serait donc tombée à ce point de faiblesse et de déchéance, qu'elle ne pourrait pas s'organiser elle-même et qu'elle ne pourrait pas empêcher sur les carrefours de

l'Europe la résurrection de pareils combats! Et quand nous avons vu s'organiser, du point de vue civil et à tous les points de vue, la société humaine, nous serions à ce point infidèles à notre mission et incapables d'agir que nous ne pourrions pas organiser cette société des nations avec des sanctions suffisantes pour que ceux qui, par des fantaisies sanglantes, voudraient souiller le sol de semblables massacres, ne puissent le faire parce que les autres peuples seraient là pour s'offrir comme une barrière vivante à de pareilles entreprises? (*Vifs applaudissements.*)

Voilà le double résultat que nous devons atteindre. Pour cela, ah! la vie est dure, difficile et délicate! Les deuils, les angoisses, les inquiétudes des veuves que l'on rencontre à chaque pas de la route et qui essayent de dérober sous leurs voiles une douleur qui demande l'expiation, tout ce que nous savons, tout ce qu'on nous écrit, tout ce que nous pensons, oui, tout cela crée autour de nous une difficulté sans cesse accrue.

Mais ne l'oubliez pas, vous n'êtes pas comptables seulement vis-à-vis de la France d'aujourd'hui, vous êtes comptables vis-à-vis de la France d'hier (*Vifs applaudissements sur tous les bancs*); vous êtes comptables vis-à-vis de la France de demain. (*Nouveaux applaudissements.*) Vaincre et empêcher le retour de pareils crimes après la victoire! Et quand se lève à côté de nous l'armée américaine, quand l'aide immédiate, la coopération constante

nous sont promises, quand nous sommes certains de n'être pas seuls sur les champs de combat et que la même gloire sera moissonnée sous des étendards différents, quand tous les peuples libres sont debout sur une terre qui tremble, alors que leur cœur à eux ne tremble pas (*Applaudissements*), quand nous montrons au monde cette autocratie qui, si elle n'est pas abattue, a reçu de nous des coups redoutables et doit tomber, quand il est certain qu'il n'y aura plus de paix dans le monde pour les fils de nos fils tant qu'existera cette autocratie sanglante (*Applaudissements*), quand le devoir, en même temps qu'il est si tragique, est si simple, je me demande vraiment comment il est difficile de suivre sa route.

Mais vous la suivrez; actuellement voici le devoir : d'abord être des hommes, regarder quel qu'il soit, notre destin en face (*Très bien! très bien!*), nous dire qu'il n'y a pas une fatalité historique qui ne puisse pas ne pas être redressée par le courage et par la volonté (*Applaudissements prolongés*), puis aller ainsi jusqu'à la victoire. Après, que d'autres plus heureux, qui n'auront pas connu nos douleurs, surviennent! Nous aurons légué à l'humanité le plus magnifique héritage qu'elle aura jamais espéré. (*La Chambre entière se lève et applaudit longuement. — Vives acclamations. — M. le Garde des Sceaux, de retour à son banc, est félicité par ses collègues et par un grand nombre de députés.*)

Discours
prononcé à Paris, au Sénat,
le 15 juin.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. le président du Conseil.

M. Ribot, *président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.* Messieurs, le peuple de Paris a salué avant-hier l'arrivée parmi nous du général qui précède l'armée de la République des Etats-Unis sur le sol français. (*Les membres de la haute Assemblée se lèvent et prolongent leurs applaudissements vifs et répétés en se tournant vers la tribune diplomatique.*)

C'est un des plus grands événements, non pas seulement de l'histoire des Etats-Unis, mais de l'histoire du monde (*Vifs applaudissements*) que l'arrivée d'une armée américaine sur le sol français, venant combattre à nos côtés pour la cause du droit et de la civilisation. (*Nouveaux applaudissements.*)

Hier, à la Chambre des députés, M. le Garde des Sceaux, dans le langage le plus émouvant et le plus magnifique, a rendu compte du voyage inoubliable qu'il a fait aux Etats-Unis, au nom de la République française. Je le prie de dire à cette tribune quelques-unes des paroles qui ont si profondément ému l'autre Assemblée. (*Très bien! Très bien!*) Il nous dira l'accueil qu'il a trouvé là-bas, comment tous les cœurs ont battu à sa voix éloquente. Et nous saurons, nous aussi, le saluer de nos applaudissements et de notre admiration reconnaissante. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

M. le président. La parole est à M. le Garde des Sceaux. (*Mouvement d'attention.*)

* * *

M. le Garde des Sceaux. — Il était naturel que j'apportasse devant la haute Assemblée, qui a si souvent honoré de son attention les paroles que je lui ai adressées, les observations qu'au cours de la mission dont le Gouvernement de la République m'a chargé j'avais pu être amené à faire.

Vous me pardonnerez, Messieurs, si je prononce ici des phrases courtes qui auront, je l'espère, la vertu de rassembler des réalités vivantes, surtout à une heure comme la nôtre où il semble que la seule excuse de la parole publique est qu'elle soit une des formes de l'action. (*Très bien!*)

Mais il n'est pas possible tout de même que je me dérobe au devoir qui m'incombe, que je ne défère pas à l'invitation du chef du Gouvernement et peut-être, je puis le dire sans présomption extraordinaire, à la sollicitation du Sénat en ce jour (*Applaudissements*), devant les hôtes illustres qui assistent à cette Assemblée pour dire en quelques mots les impressions, les émotions, le spectacle qui se sont offerts à mes yeux.

Messieurs, de ce spectacle, je ne dirai que quelques mots, car, à travers l'espace, vous en avez été les spectateurs, vous qui du cœur et des yeux avez certainement suivi le voyage que la Mission française a accompli au milieu de l'émotion grandissante de la grande République américaine.

Que voulez-vous que j'ajoute à ce que vous savez ? En quoi formerais-je davantage votre conviction ? Oui, des villes enthousiastes nous accueillant, je me trompe, accueillant la France en nos personnes ; des foules déchaînées se penchant sur nous tour à tour avec une tendresse virile et une touchante sollicitude ; les pauvres et les riches, les femmes et les hommes, les enfants amenés au bord des rues par les instituteurs leur disant que là était la France qui, à toutes les heures de son histoire, avait sauvé la civilisation menacée. (*Vifs applaudissements.*)

Dans ce grand Sénat américain qui a donné le plus merveilleux exemple de discipline morale librement consentie en votant les lois militaires, d'accord avec

la Chambre des représentants au jour où le président Wilson avait signé son message, je fus admis à l'honneur de porter la parole; et je ressentirai longtemps comme citoyen le souvenir de cette inoubliable rencontre, moi, mandataire d'un peuple libre, venu au milieu d'hommes libres. Et tandis que, dans toutes les grandes villes d'Amérique, se déroulait le cortège magnifique et s'élevaient les acclamations qui montaient vers la France, je voyais au-dessus d'elles, invisible quoique présente, la haute personnalité de l'illustre président de la République américaine qui, à l'heure qu'il a fixée, pour ne pas accepter les agressions tour à tour sournoises et violentes, dont l'honneur de la patrie de Washington était l'objet, a su prendre des résolutions viriles et, les yeux clairs et sans baisser le front, regarder en face l'Allemagne impériale. (*Nouveaux applaudissements.*)

Messieurs, à la reconnaissance des Etats-Unis pour la France, nous nous sommes tous exprimés sur son compte; il convient, croyez-moi, de ne pas insister beaucoup.

A l'heure où nous sommes, deux grandes démocraties comme l'Amérique et la France ont mieux à faire qu'à se placer l'une en face de l'autre dans une posture de créancier et de débiteur. (*Vive approbation.*) Lorsque le jeune général français a guidé notre armée vers l'indépendance américaine, il venait au secours du droit universel; les Américains

en abordant en France les champs de bataille libérateurs où ils combattront à nos côtés sous le commandement du général en chef dont tout à l'heure on acclamait devant vous la présence (*Applaudissements*), viennent au secours du droit humain. Ce droit humain, est-il possible de dire que jamais il a été mieux exprimé, dans des formules plus impeccables, que le jour où le président Wilson a signé le message qu'il a lancé à travers le monde? Est-il possible de dire que jamais une formule, qui jusquelà paraissait aux yeux de certains flottante, pour ainsi dire, dans les nuages, ait été davantage ramenée à la précision? (*Très bien! très bien!*)

Le droit humain, mais, Messieurs, nous sommes le vivant exemple de sa violation et c'est pour cela qu'à travers toutes les villes d'Amérique, je n'avais, pour donner de la force à ma pensée, qu'à rappeler la spoliation dont nous souffrons et la blessure que, depuis quarante-cinq ans, parce que nous étions attachés à la paix, nous avons accepté de porter à notre flanc. (*Applaudissements.*) Ce n'est pas seulement parce que l'Alsace-Lorraine est un territoire que nous voulons que, par une restitution légitime, elle revienne dans les mains françaises : elle est partie intégrante de notre âme. Elle était venue à la France par une libre adhésion de son cœur. En 1871, ses seuls représentants légaux à l'Assemblée nationale avaient marqué qu'elle voulait rester moralement attachée à la France, sans referendum et sans

plébiscite, avec une force supérieure au vote mensonger qu'on voudrait imposer. En maintenant son héroïque attachement à la patrie malheureuse, l'Alsace-Lorraine a montré qu'elle restait attachée à toutes nos fibres. Et, lorsque nous disions cela, lorsque nous le disions dans l'Amérique tout entière, non pas seulement dans certaines villes depuis longtemps gagnées par leur culture à la culture française, mais dans d'autres villes où la grande âme américaine a amalgamé tous les autres peuples et les a, pour ainsi dire, assimilés, mais dans des villes où nous rencontrions des représentants de toutes les races, on sentait bien que, de cette spoliation, ce n'était pas seulement nous qui souffrions, que c'était le droit humain. (*Approbat.*)

Et si nous ne parvenions pas à cette restitution légitime, je ne dis pas seulement que quelque chose de l'idéal français, mais que quelque chose de l'idéal du monde entier serait atteint, parce que nous aurions dérobé la France au rayonnement universel qu'elle exerce sur le monde. (*Vifs applaudissements.*)

Messieurs, que n'ai-je entendu, que n'ai-je vu ! et comment me serait-il possible de rappeler ici toutes ces paroles à la fois tendres et viriles qui manifestaient l'attachement du cœur et de la conscience de la grande République américaine ? je l'ai dit hier, je le redis aujourd'hui — nous ne pourrons jamais que répéter ces choses : dans l'histoire son honneur

sera, en invoquant ses griefs particuliers devant l'Allemagne impériale, d'avoir invoqué le droit humain, d'avoir fait entendre à tous les hommes libres qui veulent vivre libres dans le monde entier, qu'il n'était pas possible de tolérer pour la paix de demain l'existence de l'autocratie sanglante. (*Très bien! très bien!*)

Par le message du président Wilson aussi bien que par les paroles et les discours que nous avons tous prononcés, il a toujours été proclamé que l'existence des démocraties serait en péril tant que les autocraties vivraient, prêtes, lorsque les démocraties se livrent aux travaux de la paix, à fondre sur elles pour écraser dans les consciences les nobles traditions que l'éducation leur a données. (*Nouvelle approbation.*)

Je me rappelle la parole que, deux jours avant sa mort, prononçait, dans un banquet de New-York, M. Schoot, l'ambassadeur d'Amérique à Londres. Il disait : « La France est là pour nous montrer ce qu'il faut faire et, surtout, ce qu'il faut éviter. »

« Ce qu'il faut faire, lui ai-je dit, c'est combattre; ce qu'il faut éviter, c'est que les démocraties éprises d'idéal soient surprises dans leur labeur par la brutalité de la force, car alors les peuples que nous entraînerons vers la pensée s'en détourneront. »

Si les démocraties ne sont pas armées, si elles ne sont pas revêtues de l'armure de bataille, si elles ne sont pas là, non pas pour conquérir les corps, mais

pour conquérir les âmes par la persuasion et par la pensée, si elles ne sont pas là pour se défendre contre le conquérant brutal, sont frappés de stérilité tous nos travaux, tous nos combats et toutes les batailles d'idées auxquelles nous nous sommes livrés.

Mais ce qui est admirable dans l'Amérique, c'est la qualité de l'admiration qu'elle a pour la France.

Ce qu'elle a admiré dans la France, je vais vous le dire. Elle n'aime ni ceux qui pleurent, ni ceux qui s'affaissent, ni ceux qui se lamentent, ni ceux qui s'abandonnent. (*Très bien!*)

Ce qu'elle a admiré, c'est qu'elle a vu dans la main de la France la force mise au service du droit. (*Applaudissements.*)

Elle continuera à nous admirer et à nous soutenir, parce que je suis bien certain qu'elle peut se pencher sur l'âme nationale sans voir apparaître, même par une étroite fissure, une apparence de lassitude, de fatigue ni de défaillance. Et je suis bien certain qu'elle continuera à nous admirer et à nous soutenir, car, je suis bien autorisé à le dire sans pénétrer dans les secrets d'entrevues qui ne peuvent pas être dévoilés, au secours des Alliés et de la France, l'Amérique, sans rien abandonner des services financiers et économiques que, enchaînée à sa neutralité, elle nous a rendus, vient, pour aboutir fortement à la solution de la guerre, nous apporter une aide immédiate et, jusqu'à la victoire, une coopération constante. (*Très bien!*)

Que nous reste-t-il à faire ? La question demande-t-elle même à être posée, et, à l'instant même où elle est posée, n'est-elle pas résolue par l'unanimité des raisons et des consciences ?

M. Wilson l'a dit, et je ne crois pas que l'on puisse trouver une parole à la fois plus ferme et plus précise pour manifester nos espérances et nos pensées ; nous n'avons devant nous que deux alternatives : se soumettre ou vaincre. Qui donc pourrait, à moins d'abdiquer toute noblesse humaine, dans ce pays de France, fils de la Révolution française, accepter le premier terme du problème ? (*Très bien !*) Et à quoi cela servirait-il ? A quoi?... (*Très bien ! très bien !*)

Ah ! si jamais il existait des hommes qui pouvaient penser que, par un arrangement immédiat et précaire, évidemment propice et favorable à la fin des angoisses et des inquiétudes que nous ressentons, nous pouvions aboutir à une paix humiliante, ils condamneraient l'humanité à piétiner dans le même sillon sanglant où elle se trouve. (*Vifs applaudissements.*)

Ce n'est pas seulement vis-à-vis de nos morts qui sont tombés pour la France et pour la liberté humaine, que nous outragerions par une pensée de défaillance ; ce n'est pas seulement pour les enfants qui se lèveront demain libres sous le soleil qui, eux, auront le droit de nous demander ce que nous avons fait pour les dérober au rêve monstrueux qui, à

chaque génération retombe sur leur front : c'est vis-à-vis de l'histoire, dont nous sommes les gardiens et les continuateurs, que nous n'avons pas le droit de dégrader, que nous n'avons qu'un droit, celui d'agrandir, celui de magnifier. Comme je le disais hier, si, en temps de paix, les Assemblées sont responsables pendant neuf ans ou pendant quatre ans à l'égard des corps qui les ont élues, à l'heure où nous sommes, elles sont comptables vis-à-vis du passé, comptables vis-à-vis du lendemain, comptables vis-à-vis du monde entier. Car le jour où la France pourrait, par une hypothèse absurde que j'écarte à l'instant même où je la forme, abandonner son grand rêve de liberté humaine et la défense de son territoire, c'est une lumière qui disparaîtrait du monde, et je me demande ce qui arriverait.

Ah! il arriverait ce que l'Allemagne avait rêvé. Oui, le rêve était facile! Il avait pour origine les observations d'ambassadeurs médiocres à Washington, à Londres et à Paris, qui n'avaient rien vu de notre pays, qui ne savaient rien, qui se contentaient uniquement, d'entendre nos querelles civiques et s'imaginaient que c'étaient des disputes éternelles, alors que c'étaient les combats nécessaires auxquels, pour notre idéal commun, nous étions acharnés.

Ils ne savaient pas sortir des remparts et de cette grande cité si calomniée par la légende germanique; ils ne savaient pas ce qu'est la France des paysans, des ouvriers, des penseurs, des professions libé-

rales, toutes les classes et toutes les catégories qui se sont trouvées spontanément debout et unies le jour du combat et frémissantes autour du drapeau. (*Applaudissements.*)

Sur la foi de ces observations découlant d'une psychologie médiocre, ils s'étaient imaginé qu'il suffisait d'entrer, de violer la neutralité belge, parce que la victoire, même monstrueuse, permettrait l'absolution; et puis, d'arriver à Paris; ensuite, trois mois de combats, six mois de combats, la France atteinte, le silence éternel sur l'Europe, l'histoire muette, à moins que se retrouvât un Michelet, et tout aurait disparu du monde! (*Mouvements.*)

Et tout a protesté : les hommes, les femmes, les pierres du chemin; tout ce pays s'est dressé, non pas seulement pour lui-même, mais ce qui est son honneur éternel, pour la liberté humaine, pour la délivrance définitive des consciences qui ne veulent pas être enchaînées au despotisme militaire qui a été créé de l'autre côté du Rhin. (*Applaudissements.*)

Ce qu'il faut que nous fassions — et là, le devoir est simple, si tragique qu'il soit — c'est vaincre! (*Vive approbation.*)

Pour vaincre, c'est la fermeté quotidienne, le sang-froid, la cohésion malgré les divergences nécessaires qui sont l'honneur même des hommes qui sont ici, d'accord pour défendre la patrie, en désaccord souvent sur les meilleurs moyens de la servir;

c'est le réconfort apporté par vos paroles et notre visage même à la conscience nationale, l'exemple du courage, la preuve qu'il ne peut pas y avoir de péril, si tragique qu'il soit, qui nous donne à nous-mêmes comme excuse de nous déposséder de notre vaillance et de notre énergie.

Et puis, remplir un autre devoir, Messieurs, quand tout sera fini, quand la victoire sera acquise, lorsque nous donnerons une libre expression aux douleurs qui sont dans nos cœurs, aux douleurs publiques, aux douleurs privées, lorsque nous consentirons à ne plus avoir un cœur de fer — qu'il faut garder tant que la bataille continuera — alors, lorsque nous aurons pieusement déposé les palmes de la justice sur les tombeaux de nos enfants, nous n'aurons pas fini notre tâche. (*Très bien!*)

Vraiment, je le demande au Sénat, est-ce que l'humanité peut être rivée à de pareilles calamités, est-ce qu'elle peut être enchaînée à la fantaisie sanglante de monarques absolus? Est-ce que, pour un conflit qui peut être arrangé, pour l'acceptation ou la répudiation d'une procédure réglée d'avance, des millions d'hommes peuvent être, les uns aux autres opposés et les hécatombes se suivre, et les femmes voir les foyers déserts et les mères penser aux côtés des berceaux en se demandant ce que deviendra l'enfant, et si, demain, il ne reprendra pas le chemin qui le mènera à la rigidité de la tombe où le père est à jamais enfermé?

Est-ce que c'est cela que nous devons revoir ?

Oh ! je le sais bien, il n'y a pas eu dans le monde une idée nouvelle qui n'ait été raillée par les sceptiques ou par ceux qui, pour prendre un aspect de critiques devant les choses nouvelles, ont l'esprit chagrin.

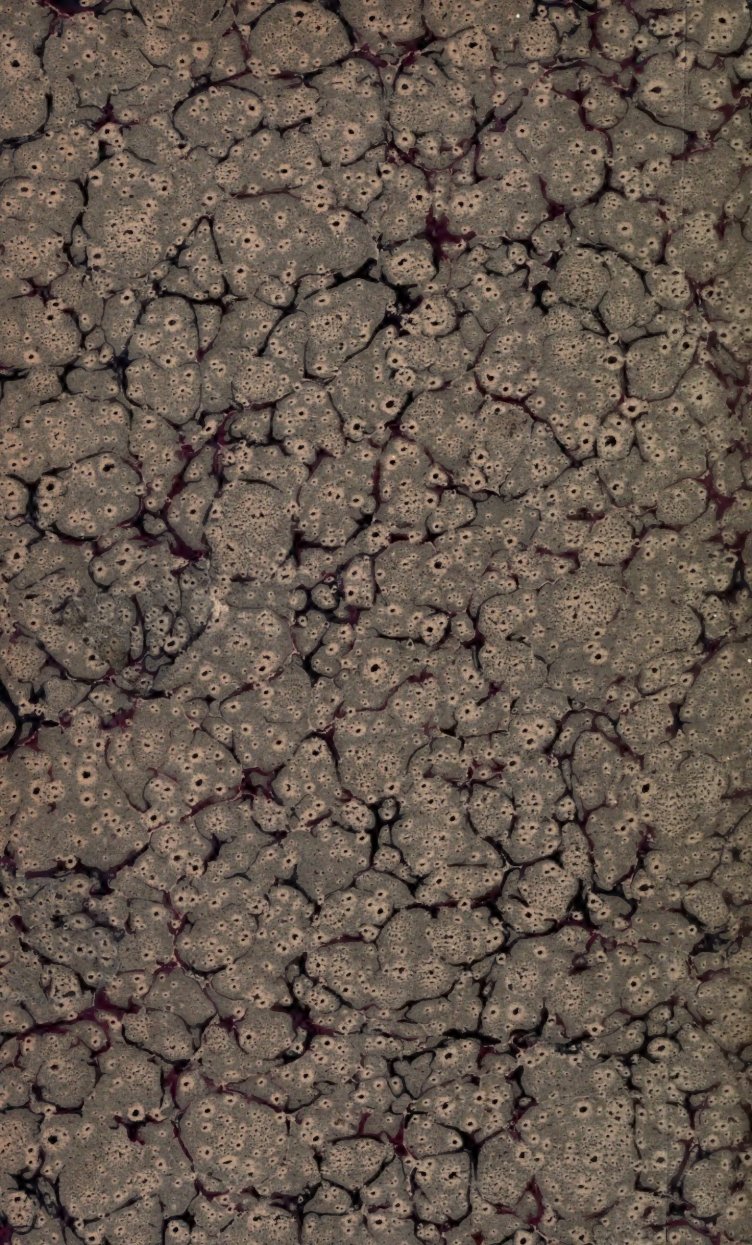
Mais si vous ne consentez pas, demain, par la libre approbation du Parlement français, uni aux Parlements alliés, à organiser un système qui empêchera le retour d'un pareil crime, qui liera pour jamais ceux qui voudraient méditer les agressions de demain à l'inertie ; si, après que nous aurons écrasé le militarisme prussien, — car, tant qu'il existera, il n'y aura pas de paix dans le monde, pas d'honneur dans le monde, il n'y aurait qu'une menace pour l'humanité tout entière (*Applaudissements*) ; si nous ne parvenons pas, par des sages procédures, librement acceptées, à constituer en fait dans le monde, comme l'a demandé l'illustre chef d'Etat qui préside aux destinées de la République américaine, une ligue des peuples, par l'organisation d'une société des nations ; si, ne parvenant pas à lui donner une sanction militaire, sauf à la déchaîner contre celui qui rappellerait de pareilles hécatombes et de pareils malheurs sur la terre, qu'arrivera-t-il ? Oui, nous aurons remporté la victoire militaire, la victoire matérielle et la victoire morale, mais nous n'aurons pas été jusqu'au bout de notre tâche. (*Nouveaux applaudissements.*)

Il y a le devoir aujourd'hui : c'est de penser à l'action, au combat, à la délivrance de la terre envahie, à la restitution de notre Alsace-Lorraine, à l'établissement de la liberté humaine; et pour l'heure et pour le jour et pour les autres jours qui vont suivre, et qui peuvent être graves, faisons-nous à nous-mêmes cette promesse de rester calmes, debout et fermes, les yeux tournés vers le devoir et vers la frontière. (*Applaudissements prolongés. — L'orateur, en regagnant son banc, reçoit les félicitations de ses collègues et d'un grand nombre de sénateurs qui se tournent vers la tribune diplomatique en acclamant de leurs applaudissements redoublés la République et l'armée américaines aux cris de : Vivent les États-Unis !*)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
Entretien avec les représentants de la presse, à l'arrivée à Washington, le 24 avril 1917	9
Discours prononcé à Mount-Vernon, au tombeau de Was- hington, le dimanche 29 avril	15
Discours prononcé au Sénat des Etats-Unis, à Washing- ton, le 2 mai.	21
Discours prononcé à la Chambre des Représentants de Washington, le Jeudi 3 mai 1917	27
Au Chicago-Club, le Vendredi 4 mai (à midi)	33
A la Salle d'Or du Congress Hôtel de Chicago, le Ven- dredi 4 mai (à 7 heures du soir)	39
A l'Auditorium de Chicago, le Vendredi 4 mai (à 9 heures du soir).	47
A l'Université de Chicago, le Samedi 5 mai (à midi)	61
Dans les Abattoirs de Chicago, le Samedi 5 mai (à 3 h.).	73
A Kansas City, le Dimanche 6 mai (à 11 heures du matin).	79
Au Colisée de Saint-Louis, le Dimanche 6 mai (à 11 heures du soir)	87
A l'Athletic Club de Saint-Louis, le Lundi 7 mai (à 9 h. du matin).	95
Discours prononcé à Springfield, le lundi 7 mai	109
Discours prononcé à Indianapolis, le Mardi 8 mai.	117

	Pages
Discours prononcé à Columbus, le Mardi 8 mai.	123
A l'Indépendance Hall de Philadelphie, le Mercredi 9 mai (à 9 heures du matin)..	129
A Philadelphie, après le déjeuner, le Mercredi 9 mai . .	135
A l'Hôtel de Ville de New-York, le Mercredi 9 mai (à 4 h. du soir)	145
Au déjeuner du « Merchants Association » de New-York, le Jeudi 10 mai (à 1 heure de l'après-midi).	155
A l'Université de New-York (Columbia University), le Jeudi 10 mai (à 4 heures)	167
A la Bar Association (Association des Avocats de New- York), le Vendredi 11 mai (à midi).	173
Au Banquet d'adieu de New-York (Au Waldorf-Astoria), le Vendredi 11 mai (à 10 heures du soir).	187
A la Chambre des Communes d'Ottawa (Canada), le 12 mai.	203
A la Bibliothèque de Boston, le Dimanche 13 mai. . . .	219
Discours prononcé à Paris, à la Chambre des Députés, le 14 juin	232
Discours prononcé au Sénat, le 15 juin.	247



University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

